

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE DROIT DE RÉPONSE

EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 12 JUIN 1901, A 10 HEURES ET DEMIE

PAR

JOSEPH JAUBERT

Docteur en Droit

Président M. LARNAUDE, Professeur.
Suffragants . . . { M. CHAVEGRIN, Professeur.
 { M. GARÇON, Professeur.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

1901

LE DROIT DE RÉPONSE

EN MATIÈRE DE PRESSE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE DROIT DE RÉPONSE

EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE 12 JUIN 1901, A 10 HEURES ET DEMIE

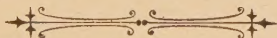
PAR

JOSEPH JAUBERT

Docteur en Droit



Président..... M. LARNAUDE, Professeur.
Suffragants... { M. CHAVEGRIN, Professeur.
 { M. GARÇON, Professeur.



PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1901

A MA MÈRE

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

ET DE MES ONCLES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- BARBIER. — *Code expliqué de la Presse*, Paris, 1887.
- BAZILLE et CONSTANT. — *Code de la Presse*, Paris 1883.
- BOULET. — *Du Droit de Réponse accordé aux Particuliers en matière de Presse*. *France judiciaire*, 1891, t. XV, 1^{re} partie, p. 209.
- CELLIER et LE SENNE. — *La Loi de 1881 sur la Presse*, Paris, 1882.
- CHASSAN. — *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la Presse*, Paris, 1846.
- DALLOZ — Répertoire, V^o *Presse outrage*, n^o 322 et Suiv., suppl. eod V^o, n^o 254 et Suiv.
- DARESTE. — *Le Droit de Réponse en matière de Presse*; *Revue Politique et Parlementaire*, 1899, t. XXII, p. 515.
- DUCHAINE. — *Du Délit de Presse*, Thèse, Bruxelles, 1866.
- DUTRUC. — *Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881*, Paris, 1883.
- FABREGUETTES. — *Traité des Infractions de la parole, de l'écriture et de la Presse*, Paris 1881.
- FAIVRE et BENOIT-LÉVY. — *Code manuel de la Presse*. Paris, 1881.
- CELSO) GRASSI. — *La Legislazione Inglese sulla stampa comparata alla legislazione Italiana*, Bologna 1895.
- DE GRATTIER. — *Commentaire de la Loi sur la Presse*, Paris, 1839.

Ch. LAURENT. — *Études sur les Délits de Presse*, Bruxelles, 1871.

MAZE. — *Le Droit de Réponse*, Thèse. Paris 1900.

PACCAUD. — *Du Régime de la Presse en Europe et aux États-Unis*, Lausanne, 1887.

PANDECTES BELGES. — V^o *Droit de Réponse*.

SCHUERMANS. — *Code de la Presse belge*, Bruxelles, 1882.

THOUVENOT. — *Le Droit de Rectification des fonctionnaires publics en matière de Presse*, Thèse, Paris, 1900.

INTRODUCTION

Si les progrès considérables de presque toutes les sciences caractérisent dans l'ordre physique le siècle qui vient de finir, c'est surtout le développement extraordinaire de la Presse qui le distingue dans l'ordre moral et social. De nos jours, le journal est vraiment devenu le pain intellectuel de chacun, riche ou pauvre, rentier ou travailleur, patron ou ouvrier, campagnard ou citadin; et, avant même que les soucis personnels ou les préoccupations professionnelles se soient offertes à la pensée du citoyen, c'est lui, le journal, élaboré dans la fièvre de la nuit et apporté aux premières lueurs de la journée, qui s'est déjà emparé de son esprit.

Aussi l'influence du journal a-t-elle été énorme dans l'œuvre de notre organisation politique et sociale contemporaine. C'est à la Presse toujours active et combattante que nous devons la plupart de nos institutions actuelles. Ses attaques sans cesse répétées, ses critiques sans cesse renouvelées ont eu pour résultat de renverser les institutions les plus antiques et qui semblaient les plus solides. Elle est

arrivée à créer véritablement la « civilisation contemporaine » en attendant le moment où elle arrivera peut-être à la détruire.

La consécration du suffrage universel a encore augmenté son importance en l'investissant d'un rôle nouveau. Le représentant du peuple a besoin d'un organe pour rendre compte de ses actes à ses commettants ; les mandants ont besoin d'un porte-parole pour faire connaître leurs besoins et leurs désirs. C'est la Presse qui est destinée par la force même des choses à jouer ce rôle d'intermédiaire indispensable. A elle d'éclairer, de guider, de renseigner les citoyens appelés à participer à la vie publique par la désignation de leurs mandataires. A elle de les tenir au courant de la chose publique, de les conseiller, de les informer, de les mettre en garde contre les entraînements et les dangers du moment.

A ces divers titres la liberté de la Presse est devenue de nos jours la plus précieuse et la plus indispensable de toutes.

Mais si elle est un serviteur actif et vigilant des initiatives et des idées, si elle est devenue l'organe nécessaire de toute démocratie, la Presse est aussi un instrument délicat et dangereux dont la puissance pour le bien n'a d'égale que la puissance pour le mal. Ce n'est pas un fauve à museler et à mettre en cage, mais une machine bienfaisante dont il s'agit seulement de régler le mécanisme.

En proclamant la liberté de la Presse dans l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'homme, la Constituante, toujours réfléchie et prévoyante, avait déjà averti les citoyens qu'ils auraient à répondre de cette liberté nouvelle (Article 17). L'avertissement était sage et opportun. Ivres d'une liberté qu'ils réclamaient depuis longtemps et à laquelle ils n'étaient pas habitués, entraînés d'ailleurs par la violence des passions du moment, les journalistes ne tardèrent pas à appeler sur eux l'attention des gouvernements.

Mais ce ne sont pas les excès de la Presse dans l'ordre des intérêts privés qui frappèrent d'abord le législateur. Les gouvernements sentirent surtout en égoïstes les dangers du journal et c'est dans l'intérêt de leur propre conservation qu'ils édictèrent les premières mesures spéciales sur la Presse. A ces époques violentes ou despotiques de la Révolution et de l'Empire, alors que la vie même des citoyens n'était rien, comment leurs intérêts et leurs droits auraient-ils pu compter pour quelque chose? Le salut de l'Etat, c'est-à-dire trop souvent le maintien des personnalités au pouvoir, était devenu la loi suprême.

C'est donc ce caractère politique qui distingue les premières lois spéciales sur la Presse. Elles furent des mesures prises par les gouvernements soit pour punir plus sévèrement les attaques des

journalistes contre l'ordre de choses du moment, soit surtout pour les prévenir.

On aggrava la répression par le décret du 29-31 mars 1793 qui prononça la peine de mort contre les journalistes qui provoqueraient à la dissolution de la représentation nationale, au rétablissement de la royauté ou de tout autre pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, et par la loi du 27 germinal an IV, qui augmenta dans des proportions considérables le nombre des faits de Presse simplement punissables de mort.

Au point de vue de la prévention, les mesures prises ne furent pas moins radicales. La Constitution du 5 fructidor an III admit que les circonstances pourraient justifier une loi prohibitive sur la Presse, et la loi du 19 fructidor an V ne tarda pas à faire application de cet article en mettant les journaux sous l'inspection de la police, à laquelle on accordait la faculté de les prohiber au besoin.

C'était, sous l'ordre de choses nouveau, la première application du régime préventif destiné, dans les temps qui suivirent, à fournir une triomphale carrière. On obtint la sécurité à la manière romaine : *ubi solitudinem faciunt pacem appellant*, et tandis que rien n'avait échappé à l'examen et à la discussion avant la proclamation de la liberté, depuis qu'elle était insérée dans la Constitution, on n'avait plus que le devoir de s'incliner et

d'applaudir. Les « idéologues » se trouvèrent ainsi dans l'heureuse impossibilité de répandre parmi le peuple leurs dangereuses utopies.

Mais si les gouvernements n'avaient pas craint de violer ouvertement les principes de la Révolution pour se mettre prudemment à l'abri des atteintes de la Presse, avaient-ils songé aussi à prendre quelques précautions pour protéger les intérêts particuliers contre les entreprises possibles de journalistes peu scrupuleux ?

Quoique établi surtout dans un but politique, le régime préventif, avec la nécessité de l'autorisation préalable des censeurs et la menace de la suppression, pouvait, dans une certaine mesure, servir indirectement de sauvegarde aux intérêts privés. En dehors de cette protection indirecte, les simples citoyens demeurèrent vraiment, jusqu'à la promulgation du Code pénal, à la merci de quiconque tenait une plume.

Les lois de la Révolution, notamment le Code de brumaire an IV, punissaient bien les injures (verbales), mais c'était d'une peine de simple police. Quant à la diffamation ou à la calomnie, la législation était demeurée muette. « Il en est résulté, dit l'exposé des motifs des articles 367 et suivants du Code pénal, que la calomnie n'a pas été suffisamment réprimée et que l'envie et la haine n'ont pas craint d'attaquer la réputation des hommes les

plus recommandables. » Le rapport de M. Monseignat au Corps législatif constate aussi que, depuis longtemps, « les personnes qui tiennent à leur réputation attendaient une loi répressive de l'imposture et de la diffamation ».

Cette loi répressive, le Code pénal de 1810 la promulgua. Les articles 367 et suivants punirent la calomnie verbale ou écrite de peines variables suivant la peine dont le fait imputé pouvait lui-même être passible. Le calomniateur était frappé de 2 ans à 5 ans de prison et d'une amende de 200 à 500 francs si le fait imputé était assez grave pour mériter la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation. Dans les autres cas, il s'exposait à un emprisonnement de un mois à 6 mois et à une amende de 50 à 2.000 francs. Quant à l'injure, soit verbale, soit insérée dans des écrits imprimés ou non qui auraient été répandus et distribués, elle était toujours punie d'une amende de 16 à 500 francs.

Dans les préoccupations des gouvernements l'honneur et la considération des personnes avaient donc fini par compter pour quelque chose et on s'était aperçu que la paix publique n'était pas seulement faite de la soumission aux pouvoirs établis mais aussi et surtout de la sécurité des citoyens.

La législation de 1810 était insuffisante cependant et elle ne devait pas tarder à recevoir d'im-

portantes modifications. Elle avait le tort de se servir du mot « calomnie » qui signifie accusation mensongère pour désigner une simple imputation déshonorante, vraie ou fausse. Elle avait surtout le grave défaut de confondre dans un même délit et une même peine les accusations ou injures contre les personnes publiques et les accusations ou injures contre les personnes privées. Ce furent les lois des 17 et 26 mai 1819 qui améliorèrent le Code pénal à ce double point de vue. En déférant au jury les diffamations ou injures dirigées contre les personnes publiques et en permettant devant cette juridiction la preuve des faits allégués, elles devaient indiquer la voie que les nombreuses lois sur la Presse n'ont cessé de suivre jusqu'à ce jour.

Le simple citoyen, à tort ou à raison attaqué dans une feuille publique, se trouvait donc désormais armé pour se défendre. Mais l'arme mise à sa disposition était trop lourde. Réclamer une condamnation quelquefois très rigoureuse contre l'auteur de l'article ou la personne responsable était un moyen trop énergique pour être toujours efficace. On s'exposait, en outre, à susciter devant les juges un débat public qui serait une occasion de rééditer avec plus d'éclat peut-être les diffamations ou les calomnies qui faisaient l'objet de la plainte. Enfin, l'injure ou la diffamation se trouvaient seules atteintes par

la loi. Or, combien d'articles, sans contenir aucune injure, sans renfermer l'imputation précise d'aucun fait, peuvent réellement porter atteinte à l'honneur ou contenir des affirmations ou des allusions désagréables, ou même simplement inexactes. Rien alors ne pouvait défendre la personne désignée contre l'erreur ou la mauvaise foi habile du journaliste.

En face d'une imputation déshonorante, injurieuse ou désagréable le premier mouvement de toute personne est de protester, c'est-à-dire de nier, de rectifier ou d'expliquer, et cette simple protestation quand elle a lieu avec une publicité aussi large que l'attaque, quand elle paraît loyale et sincère suffit souvent à réparer le tort causé à l'honneur ou à la susceptibilité de la personne visée. Était-il donc impossible d'introduire dans la législation sur la Presse ce droit si simple et si naturel de protestation ?

Dans la séance du 24 prairial an VII à propos de la discussion d'un projet de loi relatif au rétablissement de la liberté de la Presse et à la répression de ses abus, Dulaure s'était déjà préoccupé de la question : « Il faut, disait-il, un moyen supplétif à l'action de la loi... » et plus loin : « Il est une obligation à laquelle il faut les astreindre (les rédacteurs de journaux) : c'est de les forcer à insérer la réponse de tout citoyen qui aura à se plain-

dre d'un article inséré dans le journal. Cette proposition est évidente : elle n'attente en rien à la liberté de la Presse mais la régularise. » Dulaure proposait, en conséquence, l'adoption d'un amendement instituant dans les termes suivants le droit de réponse : Art. 1^{er} : « Tous propriétaires ou rédacteurs de journaux ou d'ouvrages périodiques, quelle que soit sa dénomination, qui y auraient inséré un article attentatoire à la réputation d'un ou de plusieurs citoyens, seront tenus d'y insérer la réponse à cet article dans les cinq jours qui suivront la réception de ladite réponse, sous peine de voir leurs journaux ou ouvrages périodiques supprimés, et d'être en outre condamnés aux frais d'impression, de timbre et de poste de trois mille exemplaires de ladite réponse ¹. »

L'amendement de Dulaure ne fut pas adopté, mais l'idée qu'il avait émise était trop juste, elle répondait à un besoin trop réel pour n'être pas reprise par la suite. Elle le fut dans les travaux préparatoires de la loi du 9-10 Juin 1819.

L'article 11 de cette loi contenait une disposition

¹ Ce projet contenait aussi un article 2 ainsi conçu : « Les susdits propriétaires ou rédacteurs seront en outre tenus, sous les mêmes peines, de délivrer à chaque citoyen prétendu calomnié, ou à celui qui le représentera un récépissé de la réponse à insérer, dans lequel sera mentionné le nombre de lignes non raturées de cette réponse et la date du jour où elle aura été reçue. »

ainsi conçue : « Les éditeurs du journal ou écrit périodique seront tenus d'insérer dans une des feuilles ou des livraisons qui paraîtront dans le mois du jugement ou de l'arrêt intervenu contre eux extrait contenant les motifs et le dispositif dudit jugement ou arrêt ». Cette publication donnait satisfaction aux mêmes besoins que le droit de réponse, mais elle n'avait ni la rapidité, ni la simplicité, ni l'efficacité de ce dernier. Un député, M. Chabron de Solilhac, le fit remarquer dans la séance du 1^{er} mai 1819 ¹ et il proposa de compléter l'article 11 de la façon suivante : « Toute personne qui aura été attaquée ou inculpée dans un journal pourra adresser sa réponse au journaliste qui sera tenu de l'insérer textuellement dans son prochain numéro. »

Dans la séance du 6 mai ², le Garde des sceaux s'opposa à l'adoption de cet amendement sous le prétexte, d'une part, qu'il serait impossible de savoir, sinon par un jugement, quand une personne aurait été attaquée ou diffamée et jouirait par suite du droit de réponse et, d'autre part, qu'il serait difficile de constater le fait même de la remise de la réponse. Ces raisons parurent suffisantes au législateur de 1819 ; le droit de réponse fut de nouveau repoussé.

¹ *Moniteur universel* du 3 mai 1819, p. 548.

² *Moniteur universel* du 7 mai 1819, p. 569.

Il n'en était également pas fait mention dans le projet qui devait devenir la loi du 25 mars 1822.

Ce n'est qu'au dernier moment, lors de la discussion à la Chambre de l'article 9 de cette dernière loi, qu'un député, M. Mestadier, proposa, sous forme d'amendement à cet article 9, d'imposer l'obligation aux propriétaires ou éditeurs de journaux ou écrits périodiques, d'insérer dans les trois jours la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique et M. Mestadier fit observer à l'appui de sa proposition, qu'une simple désignation, une simple explication suffiraient souvent à la personne offensée sans avoir besoin de recourir à la justice, recours qui est presque toujours un remède pire que le mal. Son amendement fut adopté sans objection à la Chambre des députés. Il rencontra quelque opposition à la Chambre des Pairs, où il formait l'article 11 du projet, mais il fut néanmoins voté.

Le droit de réponse si simple et si efficace était désormais entré dans notre législation sur la presse. Il y était entré, il est vrai, au dernier moment et d'une manière un peu inattendue, mais il ne devait plus en disparaître. Rappelé par l'article 17 de la loi du 9 septembre 1835, par l'article 13 de la loi du 27 juillet 1849, le texte de l'article 11 de la loi de 1822 se retrouve encore sauf quelques modifications sans importance, dans l'article 13 de la

loi du 29 juillet 1881. Au milieu des vicissitudes de la législation sur la Presse, le droit de réponse est toujours demeuré à l'abri de la discussion, et de lui, comme des peuples heureux, on peut dire qu'il n'a pas d'histoire.

Le droit de réponse tel que nous venons d'en faire le rapide historique n'est d'ailleurs pas la seule institution de ce genre qui existe dans notre législation sur la Presse. Il a un frère, même un frère aîné, mais d'un intérêt et d'une importance bien moindre. La loi du 9 juin 1819 sur la Presse contenait en effet la disposition suivante : « Tout journal sera tenu d'insérer les publications officielles qui lui seront adressées à cet effet par le gouvernement le lendemain du jour de l'envoi de ces pièces sous la seule condition du paiement des frais d'insertion. » Quelles étaient au juste la signification et la portée de cet article ?

Rédigé, semble-t-il, dans une simple pensée d'utilité publique, il réservait seulement au gouvernement le droit de profiter de la publicité de la presse pour porter à la connaissance de tous les pièces et documents officiels. Ainsi compris, il renfermait une sage et prudente réserve de nature à faciliter la tâche du gouvernement sans imposer une trop lourde charge à la presse qui touchait la rémunération du service rendu.

Sans abroger cette disposition, la loi de 1822 ne

crut pas devoir la reproduire expressément ; mais nous la retrouvons dans la loi du 9 septembre 1835 sur la Presse, modifiée sous la forme suivante : « Tout gérant sera tenu d'insérer en tête du journal les documents officiels, relations authentiques, renseignements et rectifications qui lui seront adressés par tout dépositaire de l'autorité publique. La publication devra avoir lieu le lendemain de la réception des pièces, sous la seule condition du paiement des frais d'insertion. » (Article 18).

Tout à fait analogue à l'article 8 de la loi de 1819 par la texture, cet article en diffère cependant sur un point essentiel. Il contient l'obligation pour le gérant d'insérer les *rectifications* qui lui seront adressées par tout dépositaire de l'autorité publique. Le droit aux insertions officielles se trouve ainsi rappelé et amplifié. Certaines communications officielles sont énumérées par l'article 18 comme jouissant de l'insertion obligatoire ; parmi elles, se trouvent citées les communications rectificatives ; mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que ce droit de faire insérer des rectifications n'a pas, dans la loi de 1835, un caractère propre et nouveau. Ainsi que cela résulte manifestement du texte, il n'est qu'une des formes du droit plus général de faire procéder à des insertions officielles.

Sous le nom célèbre de « Communiqués », cette

législation des insertions officielles reçut, sous le second Empire, une fréquente application. Le décret du 12 février 1852, article 19¹, avait même prescrit la publication gratuite des communications officielles. Mais cette institution avait été violemment attaquée sous le second Empire par tous les esprits libéraux. On la considérait à la fois comme une atteinte à la liberté de la Presse et à la propriété du journal. La loi de 1881 la supprima. Cependant, elle ne la fit pas disparaître entièrement et, dans son article 12, elle imposa aux journaux l'insertion des documents émanant des dépositaires de l'autorité publique, lorsque ces documents sont des rectifications relatives à des actes de la fonction inexactement rapportés.

Cette épave d'une institution beaucoup plus large aujourd'hui abolie, a-t-elle conservé, sous la législation actuelle, le même caractère que sous les législations précédentes? Sommes-nous toujours réellement ici en présence d'une communication officielle, ou ce droit de rectification n'est-il pas plutôt un droit de réponse spécial, exclusif de l'autre, et établi au profit du fonctionnaire? La question a son intérêt, et nous la résoudrons plus loin.

Dans la présente étude, nous examinerons d'abord ce droit de rectification établi au profit

¹ Cf. Dalloz, 1852, 4^e partie, p. 56.

du fonctionnaire, et parce qu'il précède dans la loi de 1881 le droit de réponse, et surtout parce que son étude est beaucoup moins importante. Nous traiterons ensuite du droit de réponse proprement dit, tel qu'il est organisé par la loi et appliqué par la pratique.

Ce double examen formera l'objet des deux premières parties de notre étude. Dans une troisième partie, d'ordre critique, nous passerons en revue les reproches qu'on a adressés au droit de réponse en général et au droit de réponse tel qu'il fonctionne chez nous, et, rapprochant cette organisation des conceptions admises dans certaines législations étrangères, nous exposerons les réformes qu'il nous paraîtrait juste ou utile d'apporter à l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881.

Mais avant d'entrer dans l'examen même du droit de rectification et du droit de réponse, une observation commune s'impose. L'exercice de l'un ou de l'autre de ces droits ne peut être revendiqué qu'à l'égard de la presse périodique. Cela résulte à la fois de la place des articles 12 et 13 qui se trouvent dans le chapitre de la Presse périodique et des termes mêmes de ces articles qui imposent l'insertion à « tout journal ou écrit périodique ». Qu'est-ce donc qu'un écrit périodique ?

Il ne saurait y avoir de bien grosses difficultés

sur ce point. La législation, il est vrai, n'a jamais donné une définition de l'écrit périodique. Les lois du 9 juin 1819 et du 18 juillet 1828 n'assujétissaient à certaines conditions : déclaration, cautionnement, que les périodiques paraissant plus d'une fois par mois ; mais, aux autres points de vue, elles n'enlevaient pas aux écrits moins fréquents le caractère de périodiques qu'ils pouvaient avoir et sur lequel elles restaient muettes. Tout le monde est néanmoins d'accord pour considérer comme écrits périodiques « ceux dont la publication, conçue d'après un plan d'ensemble, doit avoir une durée indéterminée, soit qu'elle se produise à des époques fixes, soit qu'elle ait lieu irrégulièrement¹ ». C'est dans l'indétermination de la durée que réside le caractère essentiel de la presse périodique. « Si l'écrit, a dit M. Nogent-Saint-Laurens lors de la discussion de la loi de 1868 sur la Presse, n'est pas la manifestation d'un sujet déterminé, s'il s'étend à toute espèce de matières, et s'il prétend à une période indéterminée, alors ce n'est plus un livre, c'est un écrit périodique sans limite... »

Une revue², un bulletin, un recueil sont des écrits périodiques, parce qu'ils n'ont pas par leur

¹ Dalloz, Répert., Suppl., v^o *Presse outrage*, n^o 135.

² V. affaire Dubout-Brunetière. Cassat, 17 juin 1898, S. 98, 1, 537.

nature même une existence limitée à un certain temps, une durée déterminée. Les livraisons servant à la publication d'un ouvrage quelconque ne sont pas au contraire des écrits périodiques, parce qu'ils ne sont que les éléments successifs d'un tout et que leur terme prévu d'avance se trouvera dans l'achèvement même de l'ouvrage.

Même si elles sont destinées uniquement à la publication de romans qui paraîtront successivement et indéfiniment, les livraisons ne perdront pas leur caractère d'écrit périodique, parce qu'il demeure toujours impossible de fixer un terme à leur existence.

Toutefois, une difficulté pourra se présenter et elle nous servira à faire ressortir l'importance de la double expression « journal » ou « écrit périodique », dont se sert le législateur, et qu'on a peut-être trop souvent confondue dans la même idée.

On peut supposer la publication d'un écrit ayant pour but de rendre compte au jour le jour ou à périodes plus ou moins rapprochées, des événements ou des péripéties d'une entreprise déterminée : voyage, mission, exploration, campagne militaire, ou encore creusement d'un canal ou exposition. Ces écrits seront-ils ou non des périodiques ?

Il serait peut-être délicat de leur reconnaître ce caractère. Leur terme n'est pas indéterminé : il coïncidera certainement avec l'achèvement de l'en-

treprise, dont ils rendent compte. Et le doute devient plus grand si on suppose que chaque numéro ne formera pas un tout, mais se rattachera par la pagination au numéro précédent et au numéro suivant. Mais toute difficulté est écartée si on se rappelle les expressions de la loi « *journal* ou écrit périodique ». Une publication de la nature que nous indiquons n'est peut-être pas un périodique, mais elle est certainement un journal, c'est-à-dire un écrit rendant compte au public de faits contemporains à mesure qu'ils se produisent. A ce titre, tout au moins, elle sera exposée à l'exercice du droit de rectification et à celui du droit de réponse.

Entrons maintenant dans l'étude même de ce double droit.

DROIT DE RECTIFICATION.

« Le gérant, dit l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881, sera tenu d'insérer gratuitement en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique. — Toutefois ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondront. — En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs. »

Tel qu'il était réglementé dans la loi de 1835 ainsi que dans celle de 1849 et dans le décret de 1852, le droit de rectification n'était, avons-nous fait remarquer, qu'un aspect du droit général appartenant aux dépositaires de l'autorité publique de faire des insertions dans les journaux. Nous avons dit que le droit de rectification de l'article 12 de la loi de 1881 n'était qu'un débris de cette institution

des communiqués. Cette qualification est-elle exacte et le droit actuel de rectification est-il réellement une survivance de l'ancienne institution des communications officielles ou n'emprunte-t-il pas à la législation de 1881 un caractère nouveau ?

Le rapport de M. Lisbonne à la Chambre des députés, lors du vote de la loi de 1881, présente le droit de rectification, dès sa création par la loi de 1819, tout autrement que nous l'avons fait.

Pour lui, un texte a servi d'origine commune et au droit de réponse et au droit de rectification, c'est l'article 8 de la loi de 1819.

De ce point de départ historique, il est amené tout naturellement à rapprocher et à comparer le droit de rectification et le droit de réponse. Ce sont à ses yeux deux institutions de même nature, procédant du même principe et de même qu'il les place historiquement en face l'une de l'autre, il les oppose l'une à l'autre dans l'explication et l'application de la loi nouvelle.

Au point de vue historique, nous ne saurions accepter cette interprétation du droit de rectification. Quoique aboutissant en fait peut-être au même résultat : la défense de la personne privée ou publique attaquée dans un journal, le droit de réponse et le droit de rectification dérivent historiquement de principes tout à fait différents et ne répondent pas du tout, dans la pensée de leurs

auteurs, au même besoin. L'un d'eux a été directement institué pour fournir aux personnes visées par la presse, un moyen efficace de défense et c'est le droit de réponse. L'autre, au contraire, n'a été à l'origine qu'une forme accidentelle du droit plus général accordé à l'autorité de faire insérer dans les journaux des communications pouvant présenter un intérêt public : c'est le droit de rectification.

Il faut, toutefois, reconnaître que la nature véritable des communiqués s'était singulièrement modifiée vers la fin du second Empire. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 22 septembre 1865, déclare que le communiqué n'est autre chose que le droit de légitime défense et qu'il consiste uniquement dans la rectification d'une assertion inexacte. Le Ministre recommande, en conséquence, aux Préfets de ne pas faire dégénérer leur intervention en publication abusive ni surtout en polémique irritante. Une autre circulaire en date du 3 juin 1868 prescrivait encore aux Préfets de se borner à redresser le chiffre erroné ou le fait inexact.

Quoi qu'il en soit de l'exactitude historique de sa thèse, c'est bien nettement ce caractère, attribué aux communiqués sous la période de l'empire libéral que M. Lisbonne paraît avoir voulu donner au droit de rectification dans la loi nouvelle; et, dans une loi de liberté, il était difficile en effet de lui attacher

un autre sens. Le droit de rectification n'est vraiment plus dans la pensée des rédacteurs de la loi de 1881 une survivance de l'ancien droit d'insertion des communications émanant de l'autorité publique, mais bien une institution d'un caractère nouveau : un droit de réponse spécial à l'usage des fonctionnaires. Et M. Lisbonne, en effet, a nettement opposé dans son rapport le droit de rectification au droit de réponse.

Le droit de rectification qui n'était, à l'origine, qu'une forme du droit plus général d'insertion appartenant aux dépositaires de l'autorité publique s'est donc détaché dans la législation nouvelle de la souche qui le portait pour prendre une vie à part et emprunter un caractère nouveau : celui d'un droit de réponse *sui generis* à l'usage des dépositaires de l'autorité publique.

La nature du droit de rectification une fois déterminée il nous faut en étudier le fonctionnement. Nous le ferons en nous demandant :

1° A quelles personnes appartient le droit de rectification ?

2° Quels caractères doit avoir la rectification ?

3° Comment doit être insérée la rectification ?

CHAPITRE PREMIER

A quelles personnes appartient le Droit de Rectification ?

L'article 8 de la loi du 9 juin 1819 obligeait les journaux à insérer les publications officielles qui leur seraient adressées *par le Gouvernement*. La loi de 1835, au contraire, supposait que les renseignements et rectifications avaient été adressés par un *dépositaire de l'autorité publique*. La loi du 29 juillet 1881 comme celle de 1849 et comme le décret de 1852 d'ailleurs, se sert de la même expression. Ce sont donc les dépositaires de l'autorité publique qui possèdent aujourd'hui le droit de rectification. Il est essentiel de le remarquer : la loi ne dit pas fonctionnaires. Qu'est-ce qu'un dépositaire de l'autorité publique ?

L'article 31 de la loi du 29 juillet 1881 punit d'une peine plus forte la diffamation envers « un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique ». Quelle différence sépare donc le fonctionnaire public du dépositaire de l'autorité publique ?

La question s'était déjà posée sous l'empire de

la loi de 1822. L'article 16 de la loi de 1819 punissait de certaines peines la diffamation envers tout dépositaire ou agent de l'autorité publique. L'article 6 de la loi du 25 mars 1822 frappait de peines plus sévères le simple outrage à un fonctionnaire public. Comment combiner les pénalités de ces deux articles ? On avait admis que le fonctionnaire était un personnage public d'un rang supérieur, tandis que le simple dépositaire de l'autorité publique exerçait dans un ordre moins élevé une portion quelconque du pouvoir.

Quoique dominante sous l'empire des lois de 1819 et de 1822¹, rien ne permettait cependant de justifier cette théorie, mais, d'une part, elle cadrerait parfaitement avec la pénalité plus sévère dont la loi de 1822 avait frappé les outrages envers les *fonctionnaires publics* et, d'autre part, comme la loi de 1819 employait l'expression de *dépositaire ou agent* de l'autorité publique, elle pouvait s'appuyer sur l'idée de subordination qu'implique généralement la dénomination d'*agent*.

Une pareille théorie n'est plus admissible dans l'interprétation de l'article 12 actuel, car il est évident que cet article n'a pas entendu réserver aux

¹ V. Dalloz, Répert., v^o *Fonctionnaires*, n^o 60 ; Barbier, *Code expliqué de la Presse*, t. 2, n^o 476 ; Chassan, *Traité des délits et contraventions de la Parole, de l'Écriture et de la Presse*. T. 1, p. 441.

agents subalternes de l'autorité un droit de rectification qui se trouverait refusé à leurs supérieurs hiérarchiques.

Quelle est donc la différence qui sépare un dépositaire de l'autorité publique d'un fonctionnaire proprement dit ? Les deux expressions ont été souvent employées comme synonymes, et si elles sont distinctes dans l'article 31 de la loi de 1881, elles ont été fréquemment prises l'une pour l'autre dans le rapport même qui précéda le vote de la loi. « Elle (la loi) entend par fonctionnaire, dit M. Lisbonne, tout dépositaire de l'autorité publique dans le sens juridique de l'expression. »

Cependant cette identification n'est pas exacte. Le dépositaire de l'autorité publique, le terme même l'indique, doit être investi du pouvoir de commander au nom de l'Etat, de faire acte d'autorité sur les autres citoyens. Or, tous les fonctionnaires quels qu'ils soient ne possèdent pas ce droit, ne jouissent pas de cet *imperium*. Tout le monde distingue aujourd'hui deux grandes catégories de fonctionnaires : les fonctionnaires d'autorité, dont le caractère essentiel est la participation au pouvoir : Préfets, Maires, Magistrats, etc. ; et les fonctionnaires de gestion dont le rôle consiste dans l'administration de deniers ou d'un patrimoine, dans l'exécution technique, scientifique ou matérielle d'une certaine mission concernant l'intérêt général : ingé-

nieurs, architectes, employés de chemins de fer de l'Etat, etc., etc. Les premiers seuls peuvent vraiment être considérés comme des dépositaires de l'autorité publique. Leur situation légale n'a pas le caractère d'un contrat de droit privé, d'un louage de services comme celle des seconds. « Pour définir leur fonction, dit M. Berthélemy, il faut se borner à dire qu'elle consiste dans la participation à l'autorité dont l'exercice est confié à l'administration par l'autorité souveraine¹. » Ils auront seuls le droit de rectification.

Et s'il y a des fonctionnaires qui ne sont pas dépositaires de l'autorité publique, il existe également des dépositaires de l'autorité publique qui ne sont pas fonctionnaires. Un Président de Conseil d'arrondissement, par exemple, remplaçant momentanément un Sous-Préfet, sera, sans nul doute, pendant la durée de ce remplacement, un dépositaire de l'autorité publique. Il lui manque la permanence du titre pour avoir la qualité de fonctionnaire. M. Fabreguettes reconnaît de même que « certains dépositaires de l'autorité publique ne sont pas fonctionnaires publics ainsi, par exemple, le Président d'une assemblée électorale n'est qu'un dépositaire de l'autorité publique². »

¹ Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 58

² Fabreguettes, t. I, p. 463.

Mais une fois établie, la différence entre le fonctionnaire et le dépositaire de l'autorité publique, reste la question de savoir quelles personnes pourront se ranger dans cette dernière catégorie et prétendre par suite à l'exercice du droit de rectification, et c'est là une distinction très délicate et d'une application extrêmement difficile.

Des décisions diverses de la jurisprudence on peut déduire qu'il ne suffit pas d'être nommé par l'Etat, mais qu'il faut encore avoir mission d'agir dans un intérêt général¹, comme représentant de l'Etat. C'est sur ces données qu'on a décidé que les officiers ministériels, notaires², avoués, huissiers, commissaires-priseurs, etc., n'étaient pas des fonctionnaires, car si leur nomination dépend de l'Etat, il n'en est pas moins vrai que les actes qu'ils accomplissent ont uniquement pour base la satisfaction des intérêts privés.

Seront au contraire des dépositaires de l'autorité publique et à ce titre jouiront incontestablement du droit de rectification : les Préfets, Sous-Préfets, Maires³, etc.

Sous la législation de 1852 on avait contesté que les magistrats de l'ordre judiciaire jouissent du droit de faire des communiqués à la Presse sous le

¹ Cassat. 9 septembre 1836, S. 1836, 1, 869.

² Cassat. 27 novembre 1840, S. 1841, 1, 137.

³ Cassat. 20 novembre 1879, S. 1880, 1, 281.

prétexte qu'ils n'étaient pas protégés comme les autres fonctionnaires par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII. Cette prétention a été repoussée avec juste raison ¹ et il est reconnu aujourd'hui que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire jouissent du droit de rectification au même titre et dans les mêmes conditions que les fonctionnaires d'autorité de l'ordre administratif.

Les Commissaires de police possèdent le même droit soit comme magistrats de l'ordre administratif, soit comme magistrats de l'ordre judiciaire ².

Les membres de l'enseignement jouissent-ils du droit de rectification ? C'est se demander si les membres de l'enseignement sont dépositaires de l'autorité publique. La qualité de fonctionnaire leur est généralement reconnue. La question s'est surtout posée pour les membres de l'enseignement supérieur. La Cour de cassation a décidé qu'un professeur de Faculté était un fonctionnaire public parce que ce titre lui était donné par la législation sur l'Enseignement ³, et la Cour de Paris avait déjà donné une solution identique sous prétexte qu'un professeur de Faculté était nommé par le gouvernement, recevait un traitement de l'État, don-

¹ Cassat. 14 mai 1869, D. 1869, 1, 310.

² Amiens, 4 décembre 1863, D. 64, 5, 288.

³ Cassat., 31 mai 1856, D. 56 1, 311.

nait des cours publics et délivrait des certificats d'aptitude aux grades divers de l'Université¹.

Sauf ce dernier, le plus sérieux du reste, tous ces motifs pourraient s'appliquer également aux membres de l'enseignement secondaire et à ceux de l'enseignement primaire. Mais ces motifs sont-ils concluants ? Suffisent-ils à attribuer à un professeur agissant comme tel, le droit de rectification ? Peut-on dire d'un professeur qu'il est dépositaire de l'autorité publique ? En quoi est-il le représentant du pouvoir public et dans quelles circonstances, dans quels actes se manifeste son droit d'ordonner ? C'est plutôt aux membres de l'administration de l'enseignement qu'il faudrait reconnaître cette prérogative : le recteur, les inspecteurs, le proviseur qui signent certaines pièces administratives et ont un droit propre à en recevoir certains autres. Mais il nous semble, en ce qui concerne la charge même de l'enseignement, qu'il se passe ici un phénomène analogue à celui qui s'est produit à propos des précepteurs attachés à une personne. On a fait du contrat qui les liait à leurs élèves un contrat de mandat au lieu de reconnaître son véritable caractère de louage de services, et cela sous le prétexte que le louage de services n'était pas un contrat noble. Il faut recon-

¹ Paris, 8 mars 1856. D. 56, 2, 148.

naître aussi que les professeurs de l'enseignement public n'ont pas une fonction au moins d'autorité. S'ils sont dépositaires de quelque chose, c'est de la science, et non pas de l'autorité publique.

On invoque le droit pour les professeurs de l'enseignement supérieur de délivrer des certificats d'aptitude aux diplômes, et c'est là assurément l'argument le plus sérieux de ceux qui voient une fonction dans le professorat. Mais il ne faut pas se méprendre sur la nature véritable de ces certificats d'aptitude. Ils ne sont nullement des actes d'autorité conférant un titre par eux-mêmes : ce sont de simples constatations de capacité. Le diplôme, le titre lui-même est délivré par le ministre, qui peut exiger une nouvelle épreuve, et il ne porte pas même l'indication ou la signature des professeurs qui ont fait subir l'examen ¹.

L'article 31 de la loi de 1881, prévoyant la diffamation, punit de la même peine le délit commis envers un dépositaire et celui commis envers un agent de l'autorité publique. L'article 224 du Code Pénal complétant les articles 222 et 223 punit aussi l'outrage à tout « agent dépositaire de la force publique et à tout citoyen chargé d'un ministère de service public ». L'article 12, au contraire, n'assimile pas au point de vue du droit de rectification

¹ On a d'ailleurs refusé à un instituteur la qualité de fonctionnaire. C. d'appel Nancy, 25 janvier 79, S. 1880-2-333.

le dépositaire et l'agent de l'autorité ou de la force publique. Celui-ci ne pourra donc user de ce droit. Les agents de l'autorité publique sont, en général, les personnes préposées aux différents services de l'administration de l'Etat ou à l'exécution des ordres de l'autorité ¹. Ce sont donc les personnes qui exercent, sous une surveillance supérieure, les actes les plus simples du pouvoir public. En général elles sont en même temps agents de la force publique comme les gendarmes ², officiers de paix, gardes forestiers ³, préposés des contributions indirectes, gardes-champêtres ⁴, etc.

Nous avons donc déterminé d'une façon générale les personnes au profit desquelles la loi nouvelle a établi le droit de rectification. Les anciens fonctionnaires pourraient-ils invoquer le bénéfice de l'article 12 s'ils veulent défendre un acte accompli par eux dans l'exercice de la fonction qu'ils ont abandonnée ?

La même question se pose aussi dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ancien fonctionnaire. On peut se demander alors si la peine en-

¹ Fabreguettes, n° 1278.

² Comparez Cassat. 10 juin 1869, D. 70. 1, 239. Cassat. 23 décembre 1880, D. 81, 1, 392.

³ Comparez Crimin. Rej., 2 juillet. 1846, D. 46, 4, 301. Amiens 19 janv., 1883, D. 83, 2, 214.

⁴ Comparez Nancy 7 novembre 1854, D. 56, 2, 288, Cassat. 9 janv. 1858, D. 58, 5, 289. Grenoble 18 juillet 1873, D. 74, 2, 111.

courue, la juridiction compétente resteront les mêmes que si le fonctionnaire était demeuré en exercice; si la preuve du fait allégué continuera à être possible?

Une jurisprudence constante décide, quant à la répression de l'injure et de la diffamation, qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre le fonctionnaire encore en exercice et celui qui a abandonné sa fonction¹. La même solution doit-elle être admise en ce qui concerne le droit de rectification?

Sous l'empire de la législation de 1852, la négative aurait été incontestable. Le droit de rectification n'était alors qu'une forme du droit d'adresser à la presse des communiqués, droit qui constituait un acte d'autorité. On aurait difficilement compris que ce droit pût être exercé par une personne qui n'aurait plus été dépositaire de l'autorité publique. Mais avec la législation de 1881 la question ne peut faire plus de doute. Il résulte des explications du rapporteur de la loi, M. Lisbonne, que le droit de rectification a changé de caractère: ce n'est plus qu'un droit de réponse un peu spécial. On pourrait donc être tenté d'accorder le droit de rectification à l'ancien fonctionnaire aussi bien qu'au fonctionnaire encore en exercice. Nous

¹ Cassat. 24 mai 1879, D. 79, 1, 273. Fabreguettes, t. 1 n° 1, 325.

croions cependant que si le droit de rectification tel qu'il est conçu par l'article 12 n'a plus précisément le caractère d'un acte d'autorité, il n'en reste pas moins établi au profit de l'autorité et ne peut par suite bénéficier qu'au fonctionnaire encore en exercice. Ce droit est en effet conçu et organisé avec une certaine solennité. L'insertion notamment doit être faite en tête du journal. C'est un honneur et une marque d'importance qu'on comprendrait mal en faveur d'un citoyen qui aurait abandonné la fonction à laquelle cette prérogative est en réalité attachée.

Mais si l'ancien fonctionnaire dont les actes ont été inexactement rapportés a perdu le privilège d'user de la disposition de l'article 12, on pourrait se demander si le successeur de ce fonctionnaire ne pourrait pas du moins au sujet de ces mêmes actes user du droit de rectification? Le fait inexactement rapporté est un fait d'intérêt public, accompli par un fonctionnaire en qualité de représentant du pouvoir; est-ce que le représentant actuel du pouvoir n'a pas le droit d'en rétablir l'exactitude? Nous lui accorderions volontiers ce droit. Le texte de l'article 12 ne dit pas, en effet, que le gérant est tenu d'insérer les rectifications émanées d'un dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes que ce dépositaire a personnellement accomplis, mais bien *au sujet des actes de sa fonction*, ce qui vise

ses propres actes aussi bien que ceux de ses prédécesseurs. C'est en outre dans un intérêt public que le fonctionnaire croit de voir redresser l'erreur commise dans le journal. Cet intérêt demeure toujours le même et on ne comprendrait pas qu'un changement de fonctionnaire l'empêchât d'être défendu.

Avant de terminer l'étude des personnes qui peuvent user du droit de rectification, nous remarquerons la différence qui existe entre les articles 31 et 33 de la loi de 1881 relatifs à l'action en justice pour injure ou diffamation, et l'article 12 relatif au droit de rectification. Les personnes protégées par ces deux textes ne sont pas du tout les mêmes. L'article 31 a une portée beaucoup plus large que l'article 12, puisqu'il s'applique aux membres de l'une et de l'autre chambre, aux agents de l'autorité publique, aux ministres des cultes salariés par l'Etat, aux citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, au juré ou au témoin attaqué à raison de sa déposition. L'esprit de l'article 31 est tout autre que celui de l'article 12. Tandis que ce dernier a pour but de protéger les agents du pouvoir seulement, l'article 31 organise la défense de tous ceux qui à un titre ou à un autre, nommés par le Gouvernement ou élus par leurs concitoyens, à titre temporaire ou à titre permanent, participent à la vie publique du pays.

CHAPITRE II

Quels caractères doit avoir la Rectification ?

L'insertion de la rectification émanée d'un dépositaire de l'autorité publique est obligatoire pour le gérant du journal, mais il faut pour cela que cette rectification réunisse les trois conditions suivantes :

- 1° Qu'elle soit relative à des actes de la fonction;
- 2° Qu'elle redresse des faits inexactement rapportés ;
- 3° Qu'elle ne dépasse pas le double de l'article provocateur.

1° La rectification doit être relative à des actes de la fonction.

Le droit de rectification accordé par l'article 12 aux dépositaires de l'autorité publique n'est pas attaché à la personne même du fonctionnaire, mais bien à son titre. Organisé dans l'intérêt public, il faut que l'acte lui-même ait été accompli par le fonctionnaire, dans l'intérêt public, c'est-à-

dire dans l'exercice de sa fonction. Un acte de la vie privée du fonctionnaire, quels que puissent en être l'importance et le retentissement, quelque travesti que puisse en être le récit, pourra bien donner lieu au droit de réponse établi par l'article 13 pour la défense des intérêts particuliers. Il ne saurait, par cela même qu'il est étranger à l'exercice de la puissance publique, donner ouverture au droit de rectification.

Et il est nécessaire, non seulement que l'acte rapporté ou commenté ait un caractère public, mais encore qu'il relève de la fonction même de celui qui prétend user du droit de rectification. Cela résulte des termes mêmes de l'article 12¹. Il n'en était pas ainsi anciennement. L'article 19 du décret de 1852 exigeait seulement que la communication émanât d'un dépositaire de l'autorité publique : elle pouvait avoir pour objet un intérêt général sans rapport direct avec le titre et les obligations du fonctionnaire qui l'adressait².

Mais il suffit, d'autre part, que l'acte ait été accompli par le dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions. Tandis que l'article 13, que nous expliquerons plus loin, n'accorde le droit de réponse aux particuliers que s'ils ont été

¹ C. de Dijon, 12 juin 1885, *Gaz. des Tribunaux*, 12 juillet 1885.

² C. d'Angers, 23 décembre 1879, sous Cass., S. 80, 1, 281.

nommés ou désignés dans le journal, une pareille condition n'est pas exigée par l'article 12. Le droit de rectification existe par cela seul qu'il s'agit d'un acte de la fonction. Mais en fait, il est assez difficile de concevoir que les actes d'un fonctionnaire soient rapportés dans un journal, sans que la personnalité même du fonctionnaire soit plus ou moins clairement désignée, sinon nommée.

*2° La rectification doit redresser des faits
inexactement rapportés.*

Le mot rectification implique lui-même l'idée de redressement de faits erronés.

A lire cependant les travaux préparatoires de la loi de 1881, on pourrait éprouver quelque doute sur le sens précis que le législateur a entendu donner au mot de rectification. « Votre Commission, dit le rapporteur de la loi à la Chambre, a maintenu, en principe, le droit de rectification et de réponse pour toute personne publique ou privée. » Mais les explications qui suivent dissipent toute hésitation. « Votre Commission, tout en acceptant le principe du droit de réponse, le limite quand il s'agit des représentants de l'autorité publique aux rectifications qui ont trait aux actes de la fonction qui auraient été inexactement rapportés. » Ce sont les termes

mêmes de la loi. Il est donc certain que le dépositaire de l'autorité publique ne peut réclamer une insertion dans les termes de l'article 12, que pour contester l'exactitude matérielle de faits rapportés par le journal, et non pas simplement pour expliquer et interpréter les actes qui lui sont imputés.

Il est permis de trouver que la loi impose par là une limite vraiment trop étroite au droit du fonctionnaire. Certains faits, certains actes peuvent avoir fait, de la part d'un journaliste habile, l'objet d'un récit parfaitement exact, mais se trouver précédés ou suivis de commentaires sur l'intention ou le but du fonctionnaire de nature à en fausser complètement la signification ou la raison d'être. Or l'erreur ou la mauvaise foi dans l'interprétation sont bien plus dangereuses que l'erreur ou la mauvaise foi dans le récit des faits, parce qu'elles sont d'une constatation bien plus difficile. Le fonctionnaire devrait au moins jouir du droit de rétablir le véritable caractère de ses actes.

Mais qu'a donc précisément entendu dire le législateur de 1881 en exigeant « une rectification... au sujet des actes de ses fonctions qui auraient été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique? » Suffit-il que la communication se présente sous la forme et avec les caractères d'une rectification exacte ou non, ou faut-il encore qu'elle

soit conforme à la vérité, qu'elle soit relative à des actes qui ont été l'objet d'un récit réellement inexact ? La question a une très grande importance parce qu'il sera toujours loisible au gérant, si on exige que la rectification soit conforme aux faits, de se soustraire à cette charge en alléguant la réalité des faits rapportés.

Telle n'a certainement pas été la pensée du législateur. Il a voulu régler une question de forme, non pas une question de fond. Cela aurait été complètement annuler le droit déjà si restreint qu'il accorde aux dépositaires de l'autorité publique. On aurait, en outre, autorisé, par là, la preuve des faits devant une juridiction incompétente pour en connaître en matière de presse : la juridiction correctionnelle. Il suffira donc que la communication prétende rectifier, ait les caractères extérieurs d'une rectification, pour que son insertion soit obligatoire sans qu'il y ait lieu de rechercher le bien fondé de cette rectification ¹.

En limitant étroitement le droit du fonctionnaire le législateur a donc voulu seulement mettre un terme à l'ancienne pratique des communiqués.

¹ Dans ce sens Fabreguettes, n° 394, Celliez et Le Senne, *La Loi de 1881 sur la Presse*, p. 112; Bazille et Constant, *Code de la Presse*, p. 131; *Contra* : Dutruc. *Explication pratique de la loi de 1881*, n° 63, Faivre et Benoît Levy, *Code Manuel de la Presse*, p. 64.

A la fin même du second Empire, plusieurs circulaires prescrivait aux fonctionnaires de n'adresser de communication à la presse que sous forme de réponse ou de rectification. Le législateur de 1881 a craint sans doute qu'une trop large définition du droit spécial de réponse accordé aux fonctionnaires ne permît de revenir aux abus du communiqué et c'est pourquoi il a étroitement limité ce droit. C'est ce que reconnaît M. Lisbonne dans son rapport à la Chambre : « Votre commission abroge le communiqué institué par l'article 19 du décret du 17 février 1852 en n'autorisant le droit de réponse de la part des fonctionnaires publics que lorsqu'il s'agit de faire justice d'une assertion inexacte se rapportant à la fonction. »

Quelque restreinte que soit la conception du droit de rectification, il ne paraît pas cependant qu'elle ait donné lieu à de bien vives réclamations de la part des fonctionnaires mis dans l'impossibilité de protester contre une interprétation mensongère de leurs actes. Cela tient sans doute à ce que les fonctionnaires les plus exposés à voir leurs actes attaqués par la presse sont les fonctionnaires politiques qui ont toujours à leur disposition des feuilles prêtes à les défendre et à éclairer le public sur les mobiles et le sens de leurs actes. Cela tient aussi à ce que la jurisprudence, comme nous le verrons plus loin, reconnaît aux fonctionnaires, avec et

outre le droit de rectification, le droit de réponse proprement dit, institué au profit de toute personne désignée par le journal. Le fonctionnaire trouve donc dans ce second droit, plus largement organisé, un moyen de défense qui peut suppléer aux insuffisances du droit de rectification.

3° La rectification ne doit pas dépasser le double de l'article auquel elle se rapporte.

Sous le régime des communiqués aucune limite n'était imposée à l'étendue de la rectification, et cela était naturel, l'insertion pouvant toujours être exigée, qu'elle ait ou non le caractère d'une défense.

Dans le projet de la Commission de 1881 il en était encore de même : le fonctionnaire était laissé juge de la longueur de la rectification. Mais l'esprit de la Chambre qui vota la loi de 1881 était trop défiant vis-à-vis du pouvoir pour ne pas prendre ombrage d'une pareille faculté. Ce fut M. Lockroy qui proposa dans la séance du 14 février 1881, de limiter le droit de rectification, afin dit-il, que, « sous prétexte de rectification l'administration ne pût pas abuser comme elle l'a fait autrefois, de la faculté qui lui est donnée de répondre aux journaux qui attaquent ou critiquent ses actes ». M. Lockroy proposait de limiter la rectification au triple de la longueur de l'article qui l'avait provoquée.

Le rapporteur de la loi s'opposa vivement à l'adoption de cet amendement, et à l'appui de son opinion il invoqua trois motifs. « D'abord, dit-il, il n'est pas plus possible de limiter par anticipation la longueur d'une réponse qu'il n'est possible de limiter l'étendue de l'attaque ; en second lieu l'adoption de l'amendement proposé par M. Lockroy aurait pour effet de placer les fonctionnaires dans une situation plus défavorable que celle des simples particuliers. Effectivement, à l'égard des simples particuliers, d'après l'article 13, le droit de réponse n'est nullement circonscrit ; la réponse peut dépasser le double de l'attaque, à la seule condition du paiement des frais de l'excédent. L'assimilation entre la situation des simples particuliers et celle des fonctionnaires publics aurait pour conséquence de grever le Trésor d'une façon par trop aléatoire et onéreuse pour les contribuables. » « Enfin, dit-il plus loin, il y a un intérêt public de premier ordre à ce que la réponse à une attaque qui concerne les fonctionnaires et les agents du gouvernement soit la plus éclatante et la plus étendue possible. »

Malgré ces objections, M. Lockroy insista en faisant remarquer qu'il ne s'agissait en définitive dans l'article 12 que de la simple rectification d'un fait erroné. L'institution des communiqués avait donné lieu, sous l'Empire, à certains abus.

M. Lockroy les rappela. C'était plus qu'il n'en fallait pour enlever le vote de la Chambre et l'amendement limitatif fut adopté.

Le Sénat se montra encore plus rigoureux que la Chambre. L'étendue de la réponse insérée gratuitement au profit des simples particuliers était seulement du double de la longueur de l'article. Sur l'observation de M. Pelletan, le Sénat voulut assimiler le droit de l'autorité au droit du simple particulier, et il réduisit au double l'étendue de la rectification. Mais ainsi que le remarque fort justement M. Barbier, il y a dans cette prétendue assimilation une grave inexactitude, puisque le simple particulier peut donner à sa réponse la longueur qu'il juge convenable, sous la seule condition de payer les frais d'insertion de la partie qui excède le double.

Les expressions mêmes de l'article 12 : « Ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondront... » sont loin d'être tout à fait claires. Que faut-il entendre exactement par ces mots : le double de l'article ?

L'article peut être entièrement consacré au récit de l'acte unique qui donne lieu à la protestation du fonctionnaire. Il pourra n'y avoir aucune difficulté dans ce cas. Mais il peut aussi arriver que les passages erronés ne tiennent qu'une faible partie de l'article. Faut-il dans ces circonstances,

reconnaître au fonctionnaire, dont la prétention légale doit se réduire au redressement des faits inexacts, le droit de faire insérer une rectification égale au double de l'article tout entier ? L'article peut contenir de même des passages complètement étrangers aux faits à rectifier : le fonctionnaire pourra-t-il exiger la publication d'une rectification égale au double de la totalité de l'article ?

La loi est muette sur ces divers points, et, à s'en tenir à la lettre de son texte, il faudrait reconnaître au fonctionnaire le droit de mesurer l'étendue de sa rectification à la longueur de l'article entier, sans distinction entre l'objet de ses différentes parties. Le contraire est généralement admis cependant par les auteurs, au moins lorsque l'article entier n'est pas relatif au même fait. Il paraît juste alors en effet de proportionner la réponse à l'attaque proprement dite, c'est-à-dire au passage concernant le fonctionnaire.

Mais il ne faudrait pas, croyons-nous, donner la même solution si l'article se trouvait entièrement consacré au récit du même fait, quoique l'assertion inexacte n'en occupât peut-être qu'une infime partie. L'inexactitude peut consister en effet dans un simple mot, une négation ajoutée ou supprimée. Ce serait évidemment supprimer le droit de rectification que de le mesurer à l'étendue du membre de phrase ou du mot incriminé. Ce n'est

pas à un démenti télégraphique que la loi a voulu réduire le droit du fonctionnaire. Il faudra, dans pareille hypothèse, prendre pour base au moins l'étendue du passage relatif au même ordre d'idées.

Le fonctionnaire ne pourrait pas, en payant les frais de l'excédent, dépasser la limite fixée par la loi. Si la rectification cependant excédait cette étendue, quel serait le droit et le devoir du gérant ? Pourrait-il refuser l'insertion ou ne devrait-il pas y procéder jusqu'à concurrence du maximum autorisé par la loi ? Nous retrouverons cette question à propos du droit de réponse lorsque la réponse ne remplit pas les conditions imposées par la loi, et comme il n'y a aucun motif de donner ici une solution différente, nous renvoyons à ce moment l'examen de la difficulté. Nous croyons que le gérant ne possède que le droit de refuser purement et simplement l'insertion.

CHAPITRE III

Comment doit être insérée la Rectification.

Pour examiner les conditions dans lesquelles doit se faire l'insertion de la rectification, nous avons à nous demander :

1° A quelle place doit être insérée la rectification ?

2° En quels caractères ?

3° Dans quel délai ?

Nous étudierons ensuite la sanction de ces obligations.

1° Place de la rectification.

La rectification doit être insérée « en tête du journal », dit l'article 12. C'est à peu près la seule particularité qui subsiste dans la législation nouvelle de l'ancienne institution des communiqués, et le caractère de la rectification ayant été profondément modifié, on se demande pourquoi ce vestige d'un système non seulement aboli mais abhorré.

Quelle qu'ait été la place de l'article inexact, c'est en tête du journal, à la première place, que la rectification qui le concerne doit être insérée, et les termes de la loi sont si précis et si formels,

qu'il faut admettre qu'absolument aucun texte ne peut précéder cette insertion, pas même ces invitations de renouvellement d'abonnement, ces annonces d'abonnement extraordinaire ou de saison, qui se trouvent assez fréquemment publiées en tête des journaux. Admettre en effet une seule exception serait les admettre toutes, car il n'y a pas de raison de distinguer.

Le journaliste peut faire suivre la réponse du fonctionnaire des réflexions qui lui sembleront opportunes, mais il ne pourrait la faire précéder des mêmes commentaires. L'insertion elle-même n'aurait évidemment plus lieu dans ce cas en tête du journal et l'étendue des commentaires pourrait reporter fort loin le texte même de la rectification.

Il ne faut cependant pas oublier, malgré la rigueur de la loi, que nous nous trouvons ici en matière pénale, puisque toute contravention à l'article 12 est punie d'une amende de 100 francs à 1.000 francs et en vertu du principe du droit criminel *pœnalia sunt restringenda*, il faudrait considérer l'obligation de la loi comme remplie, si la rectification elle-même était seulement précédée de quelques mots la concernant et l'annonçant.

2° Caractères employés pour l'insertion de la rectification.

Les communications adressées à la Presse par l'autorité donnaient lieu, à l'origine, au paiement

des frais d'insertion et, dès lors, il n'y avait pas lieu de s'inquiéter des caractères employés. C'était du prix de l'insertion que dépendait, au gré des autorités, la dimension des lettres.

En imposant la gratuité des communications de l'autorité, le décret de 1852 ne se préoccupa pas de la dimension des caractères. Le législateur de 1881 a commis le même oubli et de nombreuses controverses sont nées de ce silence. Les uns ont prétendu que les obligations étaient de droit étroit en matière de Presse comme en toute autre matière, et ils en ont conclu que l'emploi de caractères déterminés n'ayant pas été imposé au gérant par la loi, celui-ci était libre de faire usage de ceux qui lui sembleraient convenables¹, sous la réserve toutefois de ne pas employer des caractères si petits qu'ils en seraient illisibles.

D'autres ont soutenu avec plus de raison, nous semble-t-il, que le choix des caractères ne pouvait être laissé à l'arbitraire du gérant, mais comme personne n'admet, d'autre part, qu'il puisse dépendre du fonctionnaire, comment donc sera-t-il déterminé? Certains veulent que l'insertion soit faite en caractères usités à la première page du journal. C'est une opinion assez raisonnable, mais elle n'a pour elle que le bon sens. En outre, la première

¹ Dutruc, p. 29, n° 62.

page du journal est très souvent composée en caractères très différents. L'impression de l'article de tête lui-même diffère, dans certaines feuilles, d'après l'objet de cet article. On ne peut donc choisir une semblable règle.

Nous croyons plutôt que le modèle des caractères employés dans la rectification doit dépendre du modèle employé dans l'article primitif : les caractères seront identiques dans les deux cas. Le législateur de 1881 a fait du droit de rectification un droit de réponse spécial à l'usage des fonctionnaires; il est donc de bonne interprétation de compléter par les règles du droit de réponse les lacunes du droit analogue de rectification. Or, l'article 13 de la loi de 1881 relatif au droit de réponse exige cette identité de caractères entre la réponse et l'article provocateur. Cette règle doit aussi servir pour le droit de rectification. M. Barbier ajoute à cet argument cette observation fort exacte que le législateur, préoccupé avec juste raison de l'aspect extérieur de la réponse, a sans doute voulu que la rectification comprît non seulement un nombre de lettres double de celui de l'article provocateur, mais encore qu'elle occupât sur le papier une place double, ce qui exige l'emploi de caractères identiques dans l'article et dans la rectification.

3° Délai dans lequel doit avoir lieu la rectification.

Il ne suffisait évidemment pas de donner au fonctionnaire le droit de faire insérer une rectification. Il fallait encore impartir à l'insertion de cette rectification un délai assez rapproché pour qu'elle pût avoir un effet utile.

La loi de 1819 imposait l'insertion le lendemain de l'envoi des pièces, la loi de 1835 le lendemain de leur réception. Le Décret du 17 février 1852 obligeait à la publication, « dans le plus prochain numéro qui paraîtra après le jour de la réception des pièces ». C'est ce système qui a été adopté par la loi de 1881 sous la formule suivante : « ... le gérant sera tenu d'insérer gratuitement en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique. »

Sur ce point comme sur celui de la place et à la différence du droit de réponse appartenant aux particuliers, le droit de rectification rappelle donc le *communiqué*. Mais qu'entendre par le plus prochain numéro ? *Stricto sensu*, ce serait le numéro qui n'aurait pas encore été publié au moment de la réception des pièces. Le gérant serait tenu de faire place à la rectification lui parvenant à la dernière minute, même si le journal se trouvait déjà composé. Il n'en serait autrement que si le tirage avait déjà eu lieu.

Nous ne croyons pas cependant que la loi ait en-

tendu faire preuve d'une telle rigueur à l'égard des journalistes. L'obligation d'insérer une communication est, dans une certaine mesure, une atteinte au droit de propriété. C'est assez qu'un tiers ait le droit d'occuper gratuitement une certaine place dans le journal sans obliger le gérant à recommencer à ses dépens un travail déjà accompli de bonne foi, aux heures et dans les conditions normales.

Sanction de l'obligation du gérant.

Si la rectification ne réunit pas les conditions légales que nous avons énumérées plus haut, le gérant a le droit d'en refuser l'insertion. Il le pourrait également dans les cas où il aurait le droit de refuser la publication d'une réponse émanée d'un simple particulier. Nous examinerons en leur temps ces hypothèses. Mais si le gérant ne peut s'appuyer sur aucun de ces motifs, le refus ou l'insuffisance de l'insertion, si elle n'est pas intégrale ¹, l'exposera aux termes de l'article 12, à une amende de 100 fr. à 1.000 fr. Sous le régime de 1852 l'amende n'était que de 50 fr. à 1.000 fr., mais le journal pouvait en outre être suspendu par voie administrative pendant un délai de quinze jours au plus.

¹ Cassat., 5 août 1853, D. 53, 1, 240.

Tels sont sur ces divers points les solutions généralement adoptées aujourd'hui, mais, sur l'un d'eux, tout au moins, elles sont loin d'avoir toujours été admises. Sous le régime antérieur à la loi de 1881, sous le régime du décret de 1852 notamment, toutes ces difficultés étaient subordonnées à la question supérieure de savoir si le gérant et après lui les tribunaux pouvaient se faire juges de l'insertion requise par les pouvoirs publics et la repousser si elle ne remplissait pas les conditions nécessaires. Or on prétendait que le communiqué adressé au journal avait le caractère d'un acte administratif, d'un acte de puissance publique et, par suite du principe de la séparation des autorités, échappait à l'appréciation de l'autorité judiciaire (Lois des 16-24 août 1790 et du 16 fructidor an III). Le droit du tribunal correctionnel saisi d'un refus d'insertion se serait donc borné au fait même de la constatation du refus sans qu'il pût en examiner le bien fondé, et à la prononciation de la peine prévue par la loi.

Deux arrêts de la Cour de cassation rendus le 5 août 1853¹ paraissent avoir consacré ce système, mais ils sont rédigés en termes trop généraux pour qu'on puisse en déduire une théorie bien certaine. C'est surtout dans l'arrêt célèbre du 20 novembre 1879²,

¹ Cassat., 5 août 1853, D. 53, 1, 240.

² Cassat., 20 novembre 1879, D. 81, 1, 396.

précédé des conclusions du Procureur général, que nous pouvons rechercher la pensée de la Cour suprême avant 1881. Or la Cour paraît bien se rattacher à la doctrine de l'incompétence de l'autorité judiciaire, mais elle ne le fait que sous une importante réserve.

L'article 19 du décret de 1852 prescrivait l'insertion de « documents officiels, relations authentiques, renseignements, réponses ou rectifications » émanés de l'autorité publique. La Cour reconnaît à l'autorité judiciaire le droit d'examiner si le communiqué rentre dans une des catégories comprises dans cette énumération et aussi sans doute celui de rechercher si son auteur peut être réellement considéré comme un dépositaire de l'autorité. Ces deux points acquis, la Cour interdit au Tribunal, sous peine d'enfreindre le principe de la séparation des autorités, d'entrer dans l'examen du fond du communiqué et de rechercher notamment s'il ne porte pas atteinte à l'intérêt des tiers, à l'honneur du journaliste, aux lois ou aux bonnes mœurs. S'il s'agissait de l'exercice du droit ordinaire de réponse, le Tribunal posséderait ce droit. Mais se trouvant en présence d'un acte administratif, il lui est défendu d'en connaître (L. 16 fructidor an III), « Attendu, dit la Cour, que les tribunaux appelés à appliquer ces actes administratifs et non pas à les interpréter, critiquer ou modifier, sont tenus de

leur reconnaître force obligatoire et de réprimer les refus d'insertion régulièrement constatés..... »

C'est la théorie contraire qu'avait auparavant adoptée la Cour de Rennes, et nous ne sommes pas certains qu'elle n'ait pas été dans le vrai. L'insertion du communiqué, en effet, n'a été longtemps imposée au journaliste (avant le décret de 1852) qu'à la condition du paiement des frais d'insertion, et c'est une singulière anomalie pour un acte de puissance publique de n'être pas obligatoire par lui-même, mais de se trouver subordonné à une question d'ordre purement pécuniaire. Le respect de cet acte administratif, d'autre part, était assuré par une disposition pénale, ce qui le rapprochait au point de vue de la sanction et, sans doute aussi de l'appréciation, des actes réglementaires dont l'autorité judiciaire a le droit d'examiner la légalité.

Mais bonne ou mauvaise, nous sommes persuadés que l'interprétation donnée par la Cour de Cassation à l'article 19 du décret de 1852 n'est pas applicable à l'article 12 de la loi de 1881. La situation se trouve aujourd'hui entièrement changée. Ainsi que nous l'avons établi et déjà rappelé à plusieurs reprises, les rédacteurs de la loi de 1881 ont voulu faire du droit de rectification un véritable droit de réponse *sui generis*, à l'usage des fonctionnaires. Il doit en remplir les conditions sur les points qui n'ont pas fait l'objet d'une disposi-

tion spéciale. Il serait, en outre, absolument contraire à l'esprit du législateur de 1881, et aussi à ses sentiments de défiance vis-à-vis de l'autorité, d'attribuer à son œuvre cet effet inattendu de permettre au fonctionnaire auquel il n'a pas voulu accorder la jouissance de tout le droit commun en matière de réponse, de se placer précisément au-dessus de ce droit commun.

Lorsque la rectification remplira les conditions nécessaires, son insertion intégrale sera obligatoire pour le gérant. Le refus ou l'irrégularité de l'insertion seront punis d'une amende. Mais quel sera le caractère de cette peine ? L'infraction commise est-elle une contravention ou un délit ? C'est un point sur lequel se sont élevées d'assez vives difficultés.

Avant de les examiner, il importe de bien préciser le sens de la question. L'article 1^{er} du Code pénal déclare que l'infraction que les lois punissent d'une peine de police est une contravention. Ce n'est pas en ce sens qu'on peut se demander si le refus d'insertion d'une rectification constitue ou non une contravention. La négative serait certaine. L'article 12 de la loi de 1881 punit ce refus d'une peine correctionnelle, et l'article 45 charge expressément les tribunaux correctionnels de l'application de cette peine. Le refus d'insertion est donc certainement un délit de police correctionnelle,

mais faut-il dans l'examen de ce délit faire état de l'intention de l'auteur ou le tribunal doit-il simplement se borner à constater et à réprimer le fait matériel du refus ? C'est en ce sens que l'on peut se demander si le défaut d'insertion est une contravention, car la recherche de l'intention n'a pas lieu, en principe, dans les infractions de ce genre.

Sur la question ainsi comprise, d'assez graves difficultés se sont élevées depuis la loi de 1881. Sous le régime ancien des communiqués, a-t-on dit, le gérant était obligé d'accepter, sans pouvoir en examiner le caractère ni la teneur, toutes les insertions qui lui étaient adressées par les dépositaires de l'autorité publique, et on comprend dans ces conditions que le refus de publication puisse par lui-même et sans recherche de l'intention constituer un délit. C'était en effet l'opinion générale avant la loi de 1881¹. Mais cette loi a totalement modifié la nature de l'insertion requise par le dépositaire de l'autorité publique et l'étendue de l'obligation du journaliste. Celui-ci n'est pas tenu d'insérer les communications qui ne réunissent pas tous les caractères prévus par l'article 12. La loi lui impose donc un examen, une appréciation, et s'il se trompe de bonne foi dans cet examen, on ne saurait le frapper d'une pénalité.

¹ V. Cassat., 5 août 1853, D. 53, 1, 240.

L'amende n'est admissible que si le journaliste a refusé sciemment une insertion à laquelle il se savait et se croyait obligé¹.

La majorité de la doctrine repousse cette manière de voir, et nous croyons aussi pour notre part que le seul fait du refus, qu'il ait eu lieu de bonne ou de mauvaise foi, entraîne l'application de l'amende prévue par l'article 12. Il en était ainsi anciennement, et il n'apparaît nullement, dans les travaux préparatoires de la loi de 1881, qu'on ait eu la moindre intention d'inaugurer un droit nouveau en cette matière. C'est l'ancien article 19 du décret de 1852 qui a formé le corps de l'article 12, et il paraît bien arbitraire, sans aucune preuve à l'appui, de donner aux mêmes mots un sens profondément différent.

On prétend que le gérant n'avait à procéder jadis à aucune vérification du communiqué, tandis qu'il possède aujourd'hui ce droit absolu. Mais c'est là une inexactitude. Le gérant avait aussi anciennement un droit de contrôle limité, mais réel. Il n'était tenu d'accepter la communication que si elle émanait d'un dépositaire de l'autorité publique, ce qui pouvait être, dans certains cas, une question fort difficile à résoudre. La jurisprudence lui reconnaissait en outre le droit d'apprécier le fond même

¹ Faivre et Benoît-Lévy, p. 64 ; Dutruc, p. 30.

de la communication et de refuser l'insertion des communiqués qui n'auraient pas été au nombre des documents, relations, renseignements, réponses ou rectifications énumérés limitativement par la loi¹. Double appréciation, double chance d'erreur qui aurait parfaitement justifié la nécessité de la recherche de l'intention par les tribunaux, si les chances d'erreur pouvaient justifier cette théorie.

On pourrait encore faire remarquer à l'appui de la thèse adverse que le caractère du droit d'insertion a changé dans la législation nouvelle et que ce pouvoir de faire usage de la publicité du journal dans un intérêt général qui distinguait l'ancien communiqué, a fait place à un véritable droit de réponse à l'usage des dépositaires de l'autorité publique. Mais loin d'être une objection à notre solution, cette remarque ne fait que la consolider puisqu'il est généralement admis que le gérant qui a refusé d'insérer la réponse d'un simple particulier ne peut se mettre à l'abri de sa bonne foi, pour échapper à la peine portée à l'article 13.

Nous croyons donc que le délit résultant du défaut d'insertion est un délit contraventionnel dans lequel la mauvaise foi ne saurait entrer comme élément. Permettre au gérant de se retrancher derrière une erreur plus ou moins sincère ou excu-

¹ Cassat. crimin., 20 novembre 1879, D. 81, 1, 396.

sable pour échapper à l'application de la peine aurait été créer une source de difficultés considérables qui auraient complètement énervé la sanction du droit de rectification. Le législateur de 1881 entendait seulement mettre un terme aux abus de l'ancienne institution des communiqués. Il n'a pu adopter une théorie de nature à paralyser complètement le moyen de défense peut-être déjà insuffisant par lui-même qu'il accordait aux représentants du pouvoir.

L'article 13 de la loi de 1881 relatif au droit de réponse en faveur des particuliers, en punissant le défaut d'insertion d'une certaine amende, réserve les autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article du journal pourrait donner lieu. Les tribunaux ordonnent généralement, à titre de dommages-intérêts, la publication de la réponse dont l'insertion a été refusée à tort. En sera-t-il de même pour le droit de rectification ? Le fonctionnaire, dont la rectification n'aurait pas été insérée, aurait-il droit à des dommages-intérêts et pourrait-il à ce titre demander l'insertion de la rectification ?

L'article 12 est muet sur ce point. Le droit du fonctionnaire ne peut donc trouver son fondement dans la législation sur la Presse, mais nous croyons qu'il pourrait parfaitement s'appuyer sur les principes généraux de la responsabilité.

Tel est, dans ses conditions et son fonctionnement, le droit de rectification établi par l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881 au profit des dépositaires de l'autorité publique. Institution singulière qui rappelle par la solennité avec laquelle elle est organisée des époques d'autorité à jamais disparues; institution étroite qui ne peut s'expliquer que par des considérations historiques et que la pratique actuelle du journalisme ignore presque complètement.

En passant à l'étude du droit de réponse, nous allons voir combien plus souple et mieux conçue est cette seconde institution d'une importance considérable et d'une application presque journalière.

DROIT DE RÉPONSE.

L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 est ainsi conçu : « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu. Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée. — Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires. »

Nous diviserons l'étude du droit de réponse de

la même manière que l'étude du droit de rectification et nous nous demanderons :

1° A quelles personnes appartient le droit de réponse ?

2° Quels caractères doit présenter la réponse ?

3° Comment doit se faire l'insertion de la réponse?

CHAPITRE PREMIER

A quelles personnes appartient le droit de réponse.

L'article 13 de la loi de 1881 accorde le droit de réponse à toute personne qui se trouve nommée ou désignée par le journal. C'est une formule trop large pour ne pas avoir donné naissance à de nombreuses difficultés. On peut classer ces difficultés en deux catégories : les unes portent sur le cas d'exercice du droit de réponse ; les autres sur la personnalité de ceux qui pourront réclamer ce droit.

I. — CAS D'EXERCICE DU DROIT DE RÉPONSE.

I. Le cas le plus fréquent est assurément celui de rectification d'une assertion erronée ou de réfutation d'une appréciation désagréable ou préjudiciable. Mais si ces hypothèses sont pratiquement les plus intéressantes, elles ne sont pas les seules. L'article 13 n'impose qu'une condition à l'exercice du droit de réponse : la dénomination ou la désignation de la personne qui prétend en faire usage et de là est née tout d'abord l'importante question de

savoir si une personne peut exiger l'insertion d'une réponse lorsqu'elle n'a en fait aucun intérêt à cette insertion. Plusieurs législations étrangères se sont préoccupées de cette difficulté. D'autres, comme la loi française, sont restées muettes.

Un point en tous cas est hors de doute et forme d'ailleurs la condition même de l'efficacité du droit de réponse : le journaliste n'est pas juge de l'utilité de la réponse¹. Il n'a pas à examiner la teneur de la communication qui lui est faite, pourvu toutefois que cette communication présente réellement le caractère d'une réponse.

Mais si le journaliste ne peut apprécier les moyens de la réponse, on prétend qu'il a le droit d'en examiner la raison d'être et de refuser l'insertion s'il lui paraît que la personne dont elle émane n'y a aucun intérêt.

C'est un principe de notre droit, dit-on, que l'intérêt est la mesure des actions. Cet intérêt doit être largement entendu, à la vérité. Il peut être moral aussi bien que matériel, mais il doit exister. Il est la condition de l'exercice du droit de réponse comme la condition de l'exercice de tous les autres droits². On ajoute que l'expression même de « droit de ré-

¹ Voir les arrêts les plus récents : Cassat., 29 mars 1884, D. 85, 1, 94 ; Cassat., 12 juillet 1884, D. 86, 1, 47 ; Cassat., 8 mai 1890, D. 90, 1, 452 ; Douai, 13 nov. 1895, D. 96, 2, 7.

² Dans ce sens, Trib. Seine, 7 juillet 1883, D. 85, 1, 133.

ponse » est suffisamment significative à cet égard, car le mot réponse « indique par lui-même que le droit qui y est attaché doit avoir pour base une cause qui en motive l'exercice ». On s'indigne enfin des abus auxquels pourrait donner lieu l'exercice illimité du droit de réponse. Il suffirait, au cours d'un article, de citer innocemment une personne pour qu'elle s'armât immédiatement de ce droit formidable pour encombrer le journal de sa prose. La Presse a sa destination et ses exigences. C'est rendre son rôle impossible que de la contraindre à insérer les réponses de toute personne que les nécessités de l'information l'aient obligée à nommer ou à désigner. Dans ces conditions, a-t-on dit, un journal donnant simplement les noms des jurés d'une session d'assises serait exposé aux réponses des trente-six jurés titulaires, sans compter les jurés supplémentaires.

Ces arguments méritent certainement d'être pris en sérieuse considération. Mais ils s'adressent plus encore au législateur qu'au juge. L'article 13 de la loi de 1881, en déterminant les conditions du droit de réponse, a complètement passé sous silence la question de l'intérêt plus ou moins grand que pourrait présenter pour la personne désignée l'insertion d'une réponse, et en présence des dispositions précises de certaines législations étrangères, en présence des controverses qui s'étaient déjà éle-

vées sur ce point, on ne peut considérer ce silence comme un oubli. Dire que l'intérêt est la mesure des actions n'est pas suffisant pour empêcher l'exercice d'un droit précis, spécial, dont les conditions ont été limitativement énumérées par la loi. Quelque défaut d'intérêt que puisse avoir un propriétaire à exercer son droit dans tel sens plutôt que dans tel autre, dans telle hypothèse de préférence à telle autre, à empêcher par exemple de ramasser des herbes nuisibles dans une lande inculte, personne ne lui refusera la faculté de faire à sa fantaisie usage des actions attachées à son titre. Il n'en est pas différemment ici.

D'ailleurs, dans la discussion de la loi de 1822 à la Chambre des Pairs, il a été dit expressément que le journaliste n'aurait pas le droit de se faire juge de l'intérêt que pourrait présenter la réponse pour la personne mise en cause. Sur une objection de M. le duc Decazes, le Garde des Sceaux fit en effet une réponse ainsi résumée dans le *Moniteur*¹ : « Le Garde des Sceaux a dit sans doute, et il le répète, que le journaliste ne devait pas être juge de la réponse, en ce sens seulement qu'il ne pouvait juger de son utilité ou de sa nécessité dans l'intérêt de son auteur. »

Et dans un tout récent projet de loi que nous

¹ *Moniteur*, 1822; p. 383.

étudierons par la suite, M. Odilon-Barrot s'est exprimé de même à propos du droit de réponse : « Ce droit est général et absolu. Il s'ouvre par le seul fait de la nomination ou de la désignation, et il est dérogé, en ce qui le concerne, aux règles ordinaires du droit en ce qu'il n'est pas nécessaire que la personne nommée ou désignée ait à établir qu'elle a un intérêt quelconque à exiger la rectification d'une appréciation inexacte formulée à son égard¹. »

Restent les abus que pourrait entraîner l'exercice du droit de réponse aussi largement conçu. Ces abus ne nous paraissent pas démontrés. Il n'est pas agréable de s'engager dans une polémique de presse où le plus fort et le mieux armé sera, selon toute apparence, le journaliste. Beaucoup même hésitent à faire insérer une réponse à laquelle ils ont cependant tous les droits lorsqu'ils ont été blessés dans leurs intérêts les plus chers.

En outre, l'insertion gratuite à laquelle a droit la personne désignée ne peut dépasser le double du passage qui la concerne. Si la citation ou la désignation est accidentelle, ce passage, même double, n'occupera qu'une très faible place, et il faudra payer les frais de l'excédent de l'insertion. L'in-

¹ Rapport Odilon-Barrot, s. proposit. Flandin concernant le Droit de Réponse. Chambre, annexe à la séance du 15 janvier 1898, n° 2959. *Journal officiel*, Annexes. Chambre, Session ordinaire, p. 564.

térêt pécuniaire deviendra ainsi un frein à l'abus que l'on redoute. A part quelques rares exceptions, croit-on que ce ne sera pas un frein suffisant ?

Enfin, la communication exigée du journaliste doit avoir les caractères d'une réponse, c'est-à-dire qu'elle doit contenir un démenti, une rectification, une explication, etc. A défaut, le droit à l'insertion ne saurait exister. Les abus auxquels pourrait donner lieu l'application de l'article 13, tel que nous le concevons, se trouvent ainsi écartés une fois de plus.

La Cour de cassation a admis notre théorie en refusant formellement au journaliste aussi bien le droit de se faire juge de l'intérêt de la réponse que celui d'apprécier son contenu. « Attendu, dit-elle, que la loi de 1881 sur la Presse ne subordonne pas le droit de répondre à l'intérêt plus ou moins sérieux de celui qui l'exerce ¹. »

Si le journaliste est tenu d'insérer la réponse de la personne désignée sans avoir le droit d'examiner l'intérêt que l'insertion peut présenter pour cette personne, du moins n'est-il pas soumis à semblable obligation lorsque l'article provocateur a été publié du consentement même de la personne

¹ Cassat., 12 juillet 1884, D. 86, 1, 47 ; V. aussi Cassat., 29 janvier 1842, D. Répert., v° *Presse*, n° 330 ; Cassat., 27 novembre 1845, D. 46, 1, 12 ; Trib. de Laval, 9 août 1900, *Recueil Gaz. Palais*, 1901, p. 243.

désignée C'est là un principe de bon sens. Le consentement à la publication d'un article est une renonciation aux droits qui pourraient découler de cette publication.

Il importe toutefois de préciser la portée de la renonciation invoquée par le journaliste, et le principe qu'il ne faut jamais perdre de vue ici est celui que les renonciations ne se présument pas et sont ensuite de droit étroit.

Si la personne désignée est elle-même l'auteur de la communication qui la concerne, elle sera certainement mal venue à prétendre exercer le droit de réponse contre son œuvre personnelle, à moins que la publication contienne des modifications ou des fautes. C'est une hypothèse qui peut se présenter fréquemment avec les annonces par exemple, articles de réclame, avis d'événements de famille, etc...

Il est encore possible que l'article qui désigne une personne sans être son œuvre ait été parfaitement connu et approuvé par elle. Cette approbation, ce consentement à la publication doivent être considérés comme valant renonciation. Mais doit-on voir une renonciation dans le fait d'avoir émis publiquement des idées, d'avoir publiquement développé ses opinions dans une affiche, une proclamation, une réunion, ou encore, dans un ouvrage littéraire, politique ou scientifique ?

Tout est ici question de fait, mais en thèse géné-

rale, nous ne croyons pas que de pareils actes puissent être considérés comme des renonciations. Il ne faut admettre une renonciation que lorsqu'elle est tout à fait certaine dans son sens et précise dans son étendue. Tel ne nous semble pas le cas. Nous allons voir qu'on a voulu considérer comme une renonciation au droit de réponse le fait d'envoyer à un critique un exemplaire d'un ouvrage nouveau ou d'inviter à la représentation d'une œuvre dramatique. Nous ne croyons pas qu'on puisse voir dans ces actes autre chose qu'une marque de déférence et de politesse à l'égard de la critique.

A plus forte raison ne saurions-nous approuver la doctrine d'un arrêt de la Cour de Caen en date du 26 mars 1890¹, refusant le droit de réponse à une personne sous prétexte qu'elle aurait « de son libre consentement, par le rôle politique qu'elle s'est donné, appelé sur elle l'attention de l'opinion et provoqué un débat public en se faisant défendre par un journal dévoué à ses intérêts ». Une telle doctrine aboutirait aux plus étranges conséquences et arriverait à priver du droit de réponse précisément les personnes auxquelles ce droit est le plus nécessaire. Livrer sa personnalité à la discussion publique n'est pas du tout renoncer aux moyens de défense que la loi accorde à tous les citoyens.

¹ Caen, 26 mars 1890, D. 91, 2, 207. V. aussi Douai, 29 janvier 1878, S. 78, 2, 288.

II. La plus célèbre des difficultés qui se sont élevées sur le point que nous examinons est celle de savoir si un article de pure critique : littéraire, artistique, scientifique, etc., peut donner lieu à l'exercice du droit de réponse.

C'est une question à laquelle un procès retentissant a donné naguère une nouvelle actualité, mais qui est très vieille et dont les tribunaux ont eu à s'occuper depuis longtemps.

Par un arrêt, en date du 20 février 1836¹, la Cour de Paris a refusé le droit de faire insérer une réponse à l'auteur d'une brochure qui demandait à répliquer à un article de critique. Par un autre arrêt du 6 mai 1845², elle opposa le même refus à la prétention d'un auteur dramatique.

Mais cette jurisprudence n'eut pas de succès auprès de la Cour suprême. Confirmant un arrêt de la Cour d'Aix, la Cour de cassation avait déjà jugé, en 1829, que le droit de réponse était général et absolu, et lorsque l'arrêt rendu en 1845 par la Cour de Paris lui fut soumis, elle le cassa et renvoya l'affaire devant la Cour d'Orléans. La Cour d'Orléans se prononça dans le même sens que la Cour suprême³.

¹ C. d'appel Paris, 20 février 1836. S. 1836, 2, 287.

² C. d'appel Paris, 6 mai 1845, S. 1845, 2, 308.

³ Cass., 27 novembre 1845, S. 46, 1, 29; D. 46, 1, 12; Orléans, 9 juin 1846, S. 46, 2, 332.

Un an après, cependant, le tribunal de la Seine, appelé à résoudre une fois de plus la même difficulté, persista dans la jurisprudence de la Cour de Paris et repoussa la prétention de l'auteur¹.

C'est en l'état de ces précédents que la question se présenta de nouveau en 1897 devant le tribunal de la Seine.

La qualité des parties en cause, l'intérêt qui s'attache de nos jours plus que jamais aux questions artistiques et littéraires devait donner à ce procès un retentissement considérable et à l'arrêt qui le termina une importance exceptionnelle.

Le Tribunal de la Seine se prononça d'abord contre la prétention de l'auteur, mais pour des motifs étrangers à la question même de savoir si le droit de réponse existe à l'égard des articles de critique. Mais la Cour de Paris et la Cour de cassation ensuite, confirmant la décision de cette dernière, déclarèrent en 1898 comme en 1845, que l'auteur critiqué dans un journal ou dans une publication périodique devait, comme toute autre personne, jouir du droit ordinaire de réponse. Comment apprécier cette jurisprudence ?

Il est certain que les termes de l'article 13 de la loi de 1881 ne font aucune distinction selon la nature de l'article qui donne lieu à la réponse. Ils ac-

¹ Tr. Seine, 16 janvier 1847, S. 47, 2, 508.

cordent le droit de répondre à toute personne, pourvu qu'elle soit nommée ou désignée, et M. de Peyronnet, dans la discussion de la loi de 1822, qui a introduit ce droit dans notre législation, a pris soin de souligner nettement la portée générale de cette formule. Il suffit donc qu'une personne soit nommée ou désignée. Les termes importent peu, l'occasion est indifférente.

Il y a eu cependant des dissidences dans la doctrine. L'exercice illimité et abusif du droit de réponse rendrait fort difficile, il faut le reconnaître, l'œuvre de la critique. Exposé à des insertions quelquefois fort longues et dont il serait dans l'impossibilité d'examiner le mérite ou la valeur littéraire, le journal n'oserait plus publier de critique sérieuse et franche, et, par conséquent quelquefois désagréable, de l'œuvre nouvelle. Il se tiendrait dans de plates et insipides généralités, ou même comme l'article le plus anodin pourrait encore l'exposer à l'insertion d'une réponse dès qu'il y aurait désignation suffisante, il en arriverait à supprimer la difficulté en supprimant toute publication d'ordre critique.

C'est en présence de ces inconvénients qu'on ne saurait négliger, qu'on a prétendu et qu'on prétend encore refuser, même en l'état actuel des textes, à un auteur critiqué le droit de se défendre

sous forme de réponse dans le journal même qui a fait paraître l'article de critique ¹.

Voyons les arguments de Droit invoqués à l'appui de cette opinion.

Les deux anciennes décisions de la Cour de Paris que nous avons citées refusent le droit de réponse à un article de critique, en invoquant un argument auquel on ne se serait guère attendu. L'arrêt du 20 février 1836 notamment, pose le principe que « toute personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique ne peut exiger l'insertion d'une réponse dans ladite feuille qu'autant qu'elle justifie d'un intérêt qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier... » La Cour estime ensuite que l'intérêt d'un auteur à défendre son œuvre n'est pas suffisant pour justifier l'insertion d'une réponse.

Nous ne nous étendrons pas sur cette étonnante conception. Pécuniairement, aussi bien que moralement, il est évident qu'un auteur a un intérêt majeur à défendre le fruit de son travail. Nous savons d'ailleurs que le prétendu défaut d'intérêt ne saurait fournir un motif suffisant de refus d'insertion si la communication adressée conserve le caractère d'une véritable réponse.

Mais on prétend que l'auteur qui a publié un ou-

¹ Fabreguettes, t. I, n° 426 ; Villey, note dans S, 1898, I, 537 ; *Contra* : Chassan, t. I, n° 951 ; Faivre et Benoît-Lévy, p. 70 ; Bazille et Constant, n° 64 ; Barbier, n° 136.

vrage ou fait représenter une pièce s'est exposé lui-même aux appréciations de la critique. Le lecteur qui lit l'ouvrage, le public qui assiste à la représentation de sa pièce, peut l'approuver ou l'applaudir, le critiquer ou le siffler, et cette opinion intime et personnelle, le critique a le droit de la faire connaître au public qu'il a mission de renseigner, comme il a le droit de l'exprimer verbalement et sous la forme qu'il lui plaît dans le courant d'une conférence ou d'une conversation. « Nous estimons même d'une manière générale, dit M. Fabreguettes, que celui qui a provoqué le critique doit en subir les effets. L'auteur dramatique dont la pièce a été sifflée ne répondra jamais aux siffleurs et ne cherchera pas à les prendre à partie. « C'est un droit qu'à la porte on achète en entrant. » Il n'a point à s'étonner qu'après sa chute, son nom et son insuccès retentissent dans la presse, qu'on y dissèque son œuvre, qu'on en montre les faiblesses, les ridicules et les travers. La liberté d'écrire doit être entière jusqu'à l'injure ou la diffamation qui, elles, n'ont rien de commun avec la critique ¹. »

Cela est fort bien dit et parfaitement vrai, mais aussi l'auteur critiqué ne s'étonne-t-il pas qu'on dissèque son œuvre, ne demande-t-il pas qu'on impose silence au critique. Ce qu'il réclame, c'est

¹ Fabreguettes, t. I, n° 427.

qu'il lui soit permis à lui, de présenter ses raisons comme il a été permis au critique de présenter les siennes, et si la liberté d'écrire doit être entière, qu'elle le soit pour lui tout aussi bien que pour le journaliste. Exposer le journal à l'insertion d'une réponse n'est pas plus attenter à la liberté d'écrire que rendre une personne responsable des accidents que sa voiture causera dans la rue n'est entraver la liberté de circulation.

On dit encore que l'auteur a provoqué la critique en mettant son œuvre au jour et qu'il doit subir les conséquences de cette provocation. Singulière provocation en vérité. C'est aux critiques qu'il a plu de s'arroger eux-mêmes ces délicates et redoutables fonctions, comment serait-ce les provoquer que de faire paraître un ouvrage dans un genre dont il leur a plu de leur propre autorité de s'introniser censeurs ? Si dans un journal d'épicerie une personne s'arrogeait le droit de faire la critique de tous les chocolats que l'industrie de l'alimentation voit sans cesse éclore, tous les fabricants de chocolat seraient-ils donc tenus de subir ces appréciations sous prétexte qu'ils les auraient provoquées en mettant au monde un chocolat nouveau ? Où n'irait-on pas avec une semblable doctrine ? L'homme politique, par exemple, qui se présente à une élection, se verra-t-il dans l'impossibilité de se servir du droit de réponse sous le

prétexte qu'il a provoqué la critique de ses opinions ou de ses actes en posant sa candidature ? C'est en matière politique où les passions donnent aux sentiments une ardeur particulière que l'on sent ce qu'aurait d'injuste et d'impossible cette théorie de la provocation.

Mais on va plus loin cependant, et ici la discussion devient plus sérieuse. L'auteur envoie fréquemment au journal un exemplaire de son ouvrage pour qu'il en soit publié un compte rendu. Il invite les critiques à la représentation de la pièce qu'il va faire jouer. N'a-t-il pas, bien évidemment, dans ce cas, sollicité lui-même la critique de son œuvre et renoncé par là au droit de réponse ?

C'est dans ces conditions que se présentait devant les tribunaux le procès de 1898. C'est dans ces conditions également qu'ont été rendus et le jugement du tribunal de la Seine en date du 16 janvier 1847 que nous avons rappelé et un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, en date du 17 juin 1887¹. Dans le même ordre d'idées, il faut citer un arrêt de la Cour de Douai qui a refusé le droit de réponse à un candidat au Conseil général, sous prétexte qu'ayant remis sa profession de foi à un journal, ce dernier « n'a pu la recevoir que sous la réserve

¹ Cour d'appel, Bruxelles, 17 juin 1887, S. 88, 4, 13.

complète et toute naturelle qu'il en ferait l'appréciation ¹ ».

La question présentée dans ces termes mérite un sérieux examen. Elle se ramène, en somme, au point de savoir si l'auteur qui a adressé un exemplaire de son ouvrage à un critique ou qui l'a invité à la représentation d'une pièce a renoncé au droit de réponse, et ceci est une question de fait plus encore qu'une question de droit. Or, on ne peut vraiment affirmer que dans l'état actuel de nos mœurs, un pareil envoi ou une semblable invitation aient la portée qu'on prétend leur attribuer. Ce sont des actes de politesse beaucoup plus que des actes de renonciation. Ce n'est pas l'auteur, le plus souvent, qui fait l'envoi ou adresse l'invitation invoqués contre lui, mais bien l'éditeur ou le directeur du théâtre. Ceux-ci imposent quelquefois même, à l'auteur, ces marques de prévenance pour se conformer aux habitudes, et ne pas froisser la susceptibilité de la puissante corporation des critiques : *genus irritabile*.

Telle a été l'opinion de la Cour de Paris dans le procès de 1898 : « Considérant... que s'il est manifeste, ainsi que le soutient Brunetière, que Dubout en faisant représenter une pièce de théâtre, et en conviant dans les conditions d'usage les critiques

¹ Cour de Douai, 29 janvier 1878, S. 78, 2, 288.

à assister à la première représentation, a lui-même sollicité l'examen de l'œuvre dans la Presse périodique, on ne saurait en induire qu'il ait entendu d'ores et déjà renoncer à l'exercice d'un droit qui ne prend naissance qu'au moment de la publication, et s'interdire, par avance, de répondre à un article dont il ne pouvait prévoir ni la nature, ni le caractère ; que si cette présomption de renonciation à l'exercice d'un droit futur devait être admise pour l'auteur dramatique, elle devrait l'être également et par identité de motifs pour l'écrivain, pour l'orateur, pour le conférencier, pour le candidat à une fonction élective, pour l'homme politique, et généralement pour toute personne qui se produit en public ¹. »

En considérant l'envoi d'un exemplaire ou l'invitation à une représentation comme un acte de renonciation au droit de réponse, on aboutirait d'ailleurs à une distinction qui ne serait pas acceptée de tous et particulièrement des critiques. Une partie des critiques resterait exposée à l'exercice du droit de réponse : celle à laquelle aucun exemplaire ni aucune invitation n'aurait été adressée, tandis que l'autre, plus heureuse, serait affranchie de cette menace. Est-ce bien là ce que l'on désire lorsque l'on invoque les *droits* de la critique ?

¹ C. d'appel de Paris, 5 avril 1898, D. 99, 1, 289 ; Cf. Cassat., 29 juin 1900, S. 1900.1, 480.

Quels que soient ces droits, quels que soient le rôle et la mission de la critique, comme le dit excellemment l'arrêt de la Cour de Paris, il n'est pas possible de faire en sa faveur seule, une brèche à la formule de l'article 13, dont la jurisprudence a toujours considéré l'application intégrale comme la meilleure garantie des citoyens contre les attaques ou les appréciations de la presse. Tout passerait par cette brèche. Le journaliste qui signalera les périls d'un système politique, administratif, social, ou financier inventé ou défendu par un citoyen, pourra invoquer sa mission au nom de la société ou de la vérité, comme le critique au nom de l'Art. Celui qui mettra en garde contre les dangers ou les inconvénients d'une invention nouvelle, se considérera comme le porte-parole de la science ou de la santé publique. On dit que la critique devient impossible si chaque auteur s'arroge le droit de faire insérer une réponse qui peut dépasser le double de l'article. Il y a plus de cinquante ans que la Cour de cassation a admis la légitimité du droit de réponse au profit des auteurs critiqués, et il ne paraît pas que le développement de la critique en ait été beaucoup entravé.

Ajoutons que le droit de réponse est d'autant plus équitable en l'espèce que l'article de critique peut fort bien renfermer des erreurs ou des inexactitudes matérielles qu'il sera de l'intérêt supérieur

de l'auteur de rectifier au plus tôt. Si l'on admet que ces articles échappent à la loi commune, faudra-t-il faire ici exception à l'exception pour l'hypothèse où l'auteur réclamera simplement le droit de rectifier une erreur de fait ?

III. Ce n'est pas seulement à l'occasion d'une polémique, dans un article de « reportage » ou dans une étude critique qu'une personne pourra se trouver citée ou désignée par un journal. Le compte rendu des débats d'un corps constitué, assemblée politique ou judiciaire, la reproduction d'un acte officiel pourront aussi contenir le nom et la désignation de certaines personnes. Le droit de réponse sera-t-il possible dans ce cas ?

Il y a ici une sérieuse objection. La nomination ou la désignation première de la personne n'est pas le fait du journal lui-même. Celui-ci n'a fait que reproduire ce qui a été dit dans une assemblée ou un tribunal, ou ce qui se trouve consigné dans un acte officiel. Ce compte rendu, cette reproduction est fidèle et de bonne foi, nous le supposons. Il serait injuste de s'en prendre au journal d'une affirmation ou d'un récit dont il n'est pas en définitive l'auteur responsable. Le premier devoir et dans une démocratie la principale raison d'être du journal consiste précisément à mettre les citoyens au courant des actes et délibérations des assemblées élues

et des autorités. N'est-ce pas empêcher l'accomplissement de ce devoir ou y apporter tout au moins une singulière entrave que de rendre le journal responsable de son exécution ?

Les tribunaux ont été plus d'une fois frappés de ces objections : « ... Considérant, dit un arrêt de la Cour d'Amiens, que si la loi de 1822 oblige, sous des peines correctionnelles, les gérants des journaux à insérer la réponse de toute personne nommée ou désignée dans leurs feuilles, il y a néanmoins exception à cette règle et le gérant peut s'affranchir de son obligation quand il n'est ni l'auteur de l'article qui a motivé la réponse, ni légalement responsable de l'article¹. » Et la Cour de Montpellier a estimé aussi que le droit de réponse ne s'appliquait qu'aux appréciations personnelles du journaliste, parce que « la réfutation suppose une agression et ne peut s'adresser qu'à l'agresseur et non au journaliste qui, sans aucune intention malveillante, a reproduit les actes émanés de l'autorité publique² ».

Il y a certainement un manque de logique à prendre à partie le journal à l'occasion des comptes rendus d'assemblées publiques ou de l'insertion pure et simple d'actes officiels. L'erreur ou l'appréciation dont on se plaint ne vient pas de lui.

¹ Cour d'Amiens, 11 février 1864, S. 64, 2, 135.

² Cour de Montpellier, 10 avril 1866; S. 66, 2, 140. V. aussi Cour de Rennes, 27 janvier 1868, D. v^o *Presse*, suppl., n^o 299.

C'est par sa fonction même, c'est par une obligation morale toute puissante que le journal fait le compte rendu ou insère l'acte incriminé. Cependant, en présence des termes si généraux de l'article 13, il est difficile de trouver le moyen de mettre les journaux à l'abri d'un droit de réponse qui pourrait devenir abusif.

La Cour de cassation appelée à examiner la question a posé à ce sujet un principe qui ne se trouve pas exprimé dans la loi, mais qui est tellement conforme à la raison et à l'ensemble de notre législation, que tout le monde l'admet sans difficulté. Le gérant ne saurait être rendu responsable que de ses énonciations libres. Si la loi le met dans l'obligation de faire une insertion déterminée, il ne saurait supporter les conséquences auxquelles cette insertion peut donner lieu. C'est un principe de droit certain que la liberté est la condition de la responsabilité. Le gérant ne sera donc pas tenu de publier les réponses aux insertions qu'il n'aurait pas pu refuser.

C'est à la lumière de ce principe qu'il faut examiner la question de savoir si les journaux sont tenus d'accueillir les réponses aux comptes rendus d'assemblées officielles ou à l'insertion d'actes également officiels.

Sous l'empire du décret de 1852, les dépositaires de l'autorité avaient le droit d'adresser aux jour-

naux des communiqués que les gérants ne pouvaient pas refuser. L'insertion de ces communications n'étant pas libre ne pouvait, d'après le principe admis par la Cour de cassation, donner ouverture au droit de réponse ¹.

Une obligation de ce genre n'existe plus pour les journaux sous la législation actuelle, sauf, toutefois, de l'avis général à l'égard du *Journal officiel*. Au moins pour la partie officielle, on admet que le gérant de ce journal est tenu de recevoir, sans les examiner, les communications du gouvernement, et que cette absence de liberté est exclusive de toute responsabilité de sa part même au point de vue du droit de réponse ².

Nous éprouvons cependant des doutes sérieux sur le bien fondé de cette solution au moins à une certaine époque. Au moment où les décisions que nous rapportons ont été rendues, le *Journal officiel* était imprimé et publié par un adjudicataire qui prenait vis-à-vis de l'Etat l'engagement d'insérer, sans examen, les communications qui lui seraient faites. Le défaut de liberté d'appréciation du gérant ne résultait donc, en somme, que d'un contrat et il est fort douteux qu'une obligation purement con-

¹ Tribunal de la Seine, 25 novembre 1868, D. 68, 3, 112.

² Trib. Seine, 19 mars 1869, D. 69, 3, 31; 2 février 1870, D. 70, 3, 40; 15 décembre 1874, D. 75, 5, 352; 7 juillet 1883, D. 85, 1, 133.

tractuelle, même vis-à-vis de l'Etat, puisse ainsi permettre de se dérober aux responsabilités encourues. Aujourd'hui, le Directeur du *Journal officiel* étant un fonctionnaire tenu de par ses fonctions à faire les insertions requises, il est évident qu'il n'a plus la liberté nécessaire pour répondre des insertions qui lui sont imposées.

Le compte rendu des séances de la Chambre pourra donner lieu à l'insertion d'une réponse. C'est ainsi que le jugeait la Cour de Cassation avant le Décret de 1852¹. A cette époque, en effet, les journaux rédigeaient eux-mêmes le compte rendu des séances des Chambres et présentaient ainsi au public une œuvre entièrement personnelle. La Constitution de 1852 enleva cette liberté aux journaux. Le seul compte rendu qu'ils conservèrent la faculté d'insérer était le procès-verbal dressé à l'issue de chaque séance par les soins du Président de l'Assemblée. En l'état de cette législation un M. Leymarie ayant demandé à plusieurs journaux, notamment le *Moniteur* et le *Siècle*, l'insertion d'une réponse au compte rendu d'une séance de la Chambre des Députés, le Tribunal de la Seine et ensuite la Cour de Paris et la Cour de Cassation refusèrent d'ordonner cette insertion sous le prétexte que le compte rendu n'était pas l'œuvre propre et libre du

¹ Cassat. Crimin. 8 février 1850, D. 50, 1, 69.

journal. Mais, quoique n'offrant plus qu'un intérêt rétrospectif, la solution de cet arrêt nous semble fort contestable. Si la liberté de rédaction n'existait plus pour le compte rendu des séances des Chambres, la liberté d'impression subsistait et le journal aurait toujours pu n'imprimer aucun compte rendu du tout ¹.

Quoique le compte rendu soit redevenu aujourd'hui l'œuvre propre du journal et que l'arrêt de 1863 ne soit plus d'aucun poids, on soutient encore cependant que les comptes rendus des séances des Chambres ne peuvent donner lieu au droit de réponse. L'argument invoqué est tiré de l'article 41 § 2 de la loi de 1881 qui est ainsi conçu : « Ne donneront ouverture à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres fait de bonne foi dans les journaux. » Cet article 41 § 2 ne permet certainement pas d'intenter une action en injure ou en diffamation à raison des imputations ou allégations contenues dans un compte rendu de bonne foi des séances publiques des Chambres. On prétend qu'il interdit aussi de citer le gérant en insertion d'une réponse car le texte prohibe *toute action*.

Quelque séduisante que paraisse l'observation, elle ne nous semble cependant pas décisive. Elle aurait d'ailleurs pour effet d'aboutir à une consé-

¹ V. Cassat. 20 mars 1884, D. 85, I, 133 et note.

quence inadmissible. L'article 41 § 2, en effet, met à l'abri de toute action le compte rendu de bonne foi. Il n'exige pas en même temps la fidélité de ce compte rendu. Si l'on se base sur l'article 41 § 2 pour écarter le droit de réponse en notre matière, il faudra refuser aux intéressés même le droit d'exiger une simple rectification, si le compte rendu contient, par la faute du journaliste, des erreurs matérielles mais ne peut être cependant argué de mauvaise foi. Une personne pourrait ainsi, dans un compte rendu inexact, se trouver l'objet d'une imputation erronée sans qu'elle ait le droit, non seulement d'exercer une action en injure ou en diffamation, mais même de faire insérer une réponse, et cette simple conséquence suffit à démontrer qu'il n'est pas possible de soustraire les comptes rendus des Chambres à l'éventualité d'une réponse.

La reproduction des documents officiels n'est pas plus à l'abri du droit de réponse que la publication des comptes rendus des débats législatifs. La jurisprudence, cependant, a montré sur ce point quelque incertitude. L'arrêt précité de 1863 dans l'affaire Leymarie reconnaît ou paraît reconnaître aux journaux le droit de livrer les documents officiels à la publicité sans encourir aucune responsabilité. D'autres juridictions qui ont refusé le droit de réponse dans des hypothèses d'ordres divers, ont aussi invoqué à l'appui de leurs sentences, sinon

exclusivement, du moins entre autres motifs, la qualité de documents officiels ¹. Cependant, la publication de documents officiels ne doit jouir, à cet égard, d'aucun privilège. Ces documents sont bien faits, il est vrai, pour être publiés et connus, mais il faut remarquer que la publication peut en être faite dans des circonstances fort diverses. Un décret ou un arrêté prononçant une révocation ou même une nomination rapporté par un journal longtemps après sa date, et même sans aucun commentaire, peut constituer un acte très grave au sujet duquel il importe de donner le droit à l'intéressé de fournir toutes les explications qu'il jugera opportunes. Refuser le droit de réponse dans ces circonstances, serait supprimer cet utile et nécessaire moyen de défense dans un des cas où il est susceptible de rendre les plus grands services.

Aucun texte de la loi de 1881, d'ailleurs, n'autorise à mettre la publication des documents officiels au-dessus du droit commun. Leur impression est absolument facultative, et nous ajouterons ici, comme tout à l'heure, à propos de la publication des comptes rendus parlementaires que, si on refusait le droit de réponse vis-à-vis de documents officiels, il faudrait le refuser même dans le cas

¹ Trib. Seine, 25 nov. 1868, D. 68, 3, 112 ; 19 mars 1869, D. 69, 3, 31.

où la reproduction du document renfermerait certaines erreurs que l'intéressé désirerait faire rectifier et que cette conséquence serait même ici plus grave que précédemment, puisqu'il faudrait, en l'absence de textes, l'admettre au cas de mauvaise foi avérée de la part du journaliste.

Si la publication des comptes rendus parlementaires peut provoquer les réponses des personnes qui y sont nommées ou désignées, à plus forte raison doit-il en être de même de la publication des comptes rendus relatifs aux débats des assemblées départementales et communales. Les discours prononcés dans ces assemblées ne jouissent d'aucune immunité, les comptes rendus des débats même fidèles et de bonne foi ne bénéficient aucunement du privilège accordé par l'article 41 § 2 aux comptes rendus des séances parlementaires. Comment pourraient-ils échapper à l'éventualité d'une réponse de la part des personnes qui y sont nommées ou désignées et très souvent blâmées et attaquées ?

On trouve cependant des décisions judiciaires qui refusent ici le droit de réponse. Un arrêt déjà cité de la cour de Montpellier⁴ donne cette solution pour le compte rendu des débats d'un Conseil général, sous prétexte que le droit de réponse ne peut s'appliquer qu'aux appréciations person-

⁴ Cour de Montpellier, 10 avril 1866, S. 66, 2, 140.

nelles du journaliste. C'est une erreur que nous avons suffisamment réfutée.

La Cour de Paris a décidé de même, le 26 décembre 1884 pour le compte rendu des séances de Conseil municipal, mais il s'agissait du Conseil municipal de Paris et la question présentait dès lors certaines particularités.

D'après l'article 29 de la loi du 18 juillet 1837, les séances des Conseils municipaux n'étaient pas publiques et leurs débats ne pouvaient être publiés officiellement qu'avec l'approbation de l'autorité supérieure. Cette disposition, abrogée par la loi de 1884, subsiste encore cependant pour le Conseil municipal de Paris. On s'en était servi dans le procès de 1884 pour prétendre qu'il y avait là une situation analogue à celle des comptes rendus législatifs sous le régime de 1852 et qu'une solution identique devait être donnée. La Cour de Paris a accepté la prétention : « Attendu, dit-elle, que le droit de réponse est sans applications aux cas où, comme dans l'espèce, le journal s'est borné à reproduire intégralement et sans commentaires un document émané d'une autorité publique ou d'un corps administratif. » Mais la Cour de Cassation a cassé cet arrêt et il est curieux de constater qu'elle invoque contre la théorie de la Cour de Paris l'observation même que nous avons faite à propos de son ancienne jurisprudence en matière de débats

parlementaires : à savoir que le journaliste est toujours libre de ne pas publier de compte rendu. Comme le dit la Cour de cassation, « l'exercice d'une faculté qui se rattache au droit de la défense personnelle doit toujours trouver place là où l'attaque s'est fait jour et obtenir par la même voie le bénéfice de la publicité qui ne peut être le privilège de l'attaque parce que celle-ci s'est produite dans un compte rendu des séances du Conseil municipal.¹ »

Nous donnons évidemment pour les débats judiciaires la même solution que pour les débats administratifs ou politiques. Le compte rendu qui en est publié par un journal l'expose aux réponses des personnes qui se trouvent nommées ou désignées. Si l'article 41§3 de la loi de 1881 soustrait aux actions des intéressés le compte rendu fidèle et de bonne foi des débats judiciaires, c'est seulement d'après les termes mêmes de son texte aux actions en diffamation, injure ou outrage. Le silence de la loi à l'égard de l'action en insertion d'une réponse peut être considéré comme significatif.

Un arrêt de la Cour de Rennes a cependant pensé le contraire, mais les considérants qu'il renferme sont unanimement rejetés. Ils consacrent en effet une doctrine générale fort dangereuse pour le droit

¹ Cassat., 20 mars 1885, S. 85, 1, 397.

de réponse qu'ils tendraient à limiter au cas où « un acte quelconque de la vie d'un citoyen a été l'objet de la part du journaliste, sinon d'une attaque formelle, du moins d'une divulgation faite sans droit, sans nécessité, sans utilité pour le public ¹. »

Avec beaucoup plus de raison la Cour de Rouen a jugé « qu'aucun texte ne permet au journaliste qui a cru devoir rendre compte de débats de cette nature de repousser les rectifications ou les réponses de ceux qui se prétendent lésés par les énonciations libres de ces comptes rendus » ².

On pourrait peut-être tenter d'expliquer la contradiction de ces deux arrêts en faisant observer que le journaliste s'était borné dans le premier cas à reproduire le dispositif du jugement, tandis qu'il avait dans le second, donné un compte rendu personnel du procès. Mais aucune différence n'est à faire entre ces deux hypothèses, puisque nous avons déjà établi que la simple publication d'un document officiel ne jouissait au point de vue du droit de réponse d'aucune immunité ³. Un seul cas serait à excepter : celui où la publication du jugement ne serait pas le fait volontaire et libre du journaliste. Cela pourrait se produire lorsque l'in-

¹ Cour de Rennes, 27 janvier 1868, S. 68, 2, 69.

² Cour de Rouen, 29 mars 1884, S. 85, 2, 12.

³ Dans ce sens Barbier, n° 137 ; Chassan, t. 1, n° 952 ; Fabreguettes, t. 1, n° 434.

sersion de la décision judiciaire dans le journal a été ordonnée par le juge lui-même. ¹

IV. — Les journaux font fréquemment des publications qui ne sont pas leur œuvre propre, ni la reproduction non plus de débats politiques ou judiciaires, mais bien l'œuvre de simples particuliers étrangers au journal. Cela se produit dans le cas d'insertion de lettres de certaines personnalités, d'articles émanant de correspondants occasionnels, de publications d'annonces ou de réclames. Le journal est-il encore responsable dans ces cas au point de vue du droit de réponse des communications qu'il a accueillies ?

La solution découle toujours du même principe. La publication a-t-elle été faite librement ou était-elle obligatoire ? Le second cas seulement restera à l'abri du droit de réponse.

Si le gérant a accueilli des articles de polémique, de politique ou de littérature, etc., s'il a publié des lettres, s'il a accepté des annonces commerciales, industrielles ou financières, émanant de tiers étrangers à la rédaction du journal, il est évident que sa responsabilité demeurera entière, d'autant plus que la publication incriminée n'aura le plus souvent pas eu lieu gratuitement ².

¹ V. *Pandectes Belges*, V^e Droit de réponse, n^o 27.

² On a prétendu cependant que le journal n'était pas libre de refuser l'insertion d'une annonce. Mais cette opinion est

Des difficultés se sont seulement produites dans deux cas particuliers : en matière de réponse à une annonce judiciaire ou à une autre réponse insérée précédemment dans le journal à la requête d'une personne nommée par lui. Que décider dans ces hypothèses ?

En matière d'annonces judiciaires, la solution sera aisée, de nos jours du moins, aucun journal n'étant tenu d'accepter ces annonces qui, d'ailleurs, lui sont payées. Le journal ayant la liberté d'insertion doit supporter toutes les conséquences de cette insertion. Tous les auteurs sont aujourd'hui de cet avis ¹. Cependant, on trouve au moins un arrêt en sens contraire. Il fut rendu le 11 février 1864 par la Cour d'Amiens.

Les annonces judiciaires devaient, à cette époque, être insérées dans le journal ou les journaux désignés chaque année par le Préfet pour chaque arrondissement (D. 17 février 1852, art. 23). Ce décret ne mentionnait pas, il est vrai, l'obligation pour les journaux ainsi désignés, de recevoir les annonces qu'on leur demandait d'insérer, mais du monopole dont ils jouissaient par le fait de la désignation préfectorale on pouvait déduire cette obligation. L'insertion de l'annonce devenue ainsi obligatoire, n'aurait plus donné ouverture au droit de réponse.

aujourd'hui abandonnée. V. Cour de Paris, 29 novembre 1861, S. 62, 2, 138. Trib. de Seine, 30 novembre 1866, D. 66, 3, 112.

¹ Cf. Barbier, t. 1, p. 138.

Dans l'arrêt dont nous parlons, la Cour d'Amiens ne fait cependant qu'une allusion à cet argument, et le motif principal de refus du droit de réponse à une annonce judiciaire, réside d'après elle dans ce caractère de l'annonce : qu'elle n'est pas l'œuvre du journaliste. Nous avons déjà réfuté cette théorie à propos de la publication des documents officiels. On doit l'écarter, à plus forte raison, en matière d'annonces judiciaires. Quant à l'argument tiré du monopole résultant de la désignation préfectorale, il ne peut plus être invoqué depuis le décret du 28 décembre 1870 ¹, abrogeant celui de 1852.

La question de savoir si le droit de réponse peut s'exercer à propos d'une réponse antérieurement insérée est plus difficile à élucider. M. Barbier refuse le droit de réponse dans cette hypothèse, sous prétexte que la désignation de la personne n'a pas été libre. « Jamais, dit-il, la liberté du gérant n'est plus enchaînée que lorsqu'il est requis par une personne dénommée dans un article d'insérer sa réponse à cet article ou par un fonctionnaire d'insérer sa rectification à un article erroné. La publication de la réponse ou de la rectification n'est pas, à coup sûr, une œuvre libre du gérant ². »

¹ Sauf cependant la difficulté d'application de ce décret dans la ville de Paris. Cf. Ducrocq ; *Traité de Dr. Adm.*, t. III, p. 636.

² La loi du 12 février 1898 sur le droit de réponse dans le

Nous éprouvons quelque scrupule à accepter cette façon de voir. La réponse insérée n'a pas été une œuvre libre, soit, mais n'a-t-elle pas été librement provoquée ? N'est-elle pas la conséquence sinon voulue, du moins prévue, de l'article qui l'a occasionnée ? M. Barbier fait observer que « la faculté de répondre à une réponse pourrait exposer la presse à des abus qui sautent aux yeux ». Mais le refus d'insertion n'engendrerait-il pas des abus encore plus violents ? Qui empêcherait un journaliste de s'entendre avec une tierce personne auquel on imputerait un certain fait sous une forme habile et qui répondrait ensuite en le rejetant sur un tiers ? Et ce tiers serait dans l'impossibilité de protester, on lui refuserait le droit de nier, d'expliquer, de rectifier !

Même sans supposer une collusion, est-il possible d'admettre qu'une personne mise en cause malgré elle au cours d'une polémique suscitée par un article de journal se trouve privée de ce moyen naturel de défense : le droit de réponse, sous prétexte que sa personnalité aura été désignée dans une réponse seulement au lieu de l'être dans un article du journal. M. Barbier fait observer que le droit pour le gérant de refuser en principe la réponse

canton de Vaud, s'exprime ainsi dans son article 1, *in fine* : « La réponse doit être signée de son auteur, lequel est seul responsable de son contenu. »

d'un tiers désigné de la sorte n'offre aucun danger sérieux, « car si la réponse qui désigne ce tiers est réellement offensante pour lui, le gérant qui est libre en pareil cas d'en refuser l'insertion ne pourrait plus, au cas où il l'aurait accueillie, baser sur son défaut de liberté un refus d'insérer¹ ». Sans doute, mais combien d'allégations perfides ne pourront être vraiment considérées comme offensantes ; combien d'affirmations seront simplement des erreurs désagréables sans porter le moins du monde atteinte à l'honneur. Le journaliste qui a ouvert un débat de sa libre initiative doit en subir toutes les conséquences. Il n'a pas à se plaindre s'il est obligé de donner tour à tour la parole à toutes les personnes qui pourront s'y trouver mêlées².

Nous avons ainsi déterminé les hypothèses dans lesquelles le droit de réponse pourra s'exercer conformément à l'article 13 de la loi de 1881. Dans ces hypothèses, quelles personnes pourront user du droit de réponse ?

2° PERSONNES QUI POURRONT USER DU DROIT DE RÉPONSE.

L'article 13 de la loi de 1881 accorde le droit de réponse à « toute personne nommée ou désignée ».

¹ Barbier, n° 139.

² Dans ce sens : *Pandectes Belges*, V° Droit de réponse, n° 34.

Il s'agit d'abord de savoir dans quels cas une personne pourra être considérée comme suffisamment nommée ou désignée; et en second lieu lorsque la désignation sera suffisante quelles personnes précisément pourront réclamer l'insertion d'une réponse.

I. — Sur le premier point il résulte clairement du texte même de la loi de 1881 que la nomination de la personne n'est pas nécessaire. Une simple désignation suffit, quel qu'en soit le genre : allusion, indication d'une qualité, d'un fait accompli par une personne, réticence, omission même, car une omission peut constituer dans certaines circonstances une désignation très claire. On peut aussi incontestablement répondre à une gravure, à une caricature, car il y a désignation, sauf la difficulté qui pourra alors s'élever sur la longueur de la réponse à insérer gratuitement ¹.

Est-il nécessaire que la personne en cause puisse être reconnue de tous, ou d'un certain nombre seulement, ou suffit-il même qu'elle puisse se reconnaître elle seule? Faut-il que cette personne soit désignée isolément ou peut-il suffire qu'elle le soit *in globo* avec un groupe d'autres personnalités?

¹ Voir Liège, 18 mars 1884. *Pasicrisie*, 1884, p. 381.

Les Tribunaux se sont montrés très larges sur le sens du mot désignation et en cela ils se sont, croyons-nous, parfaitement conformés à l'esprit de la loi de 1881. Il n'est pas nécessaire que la désignation soit assez précise et détaillée pour permettre à tout le monde d'identifier la personne en cause. Il suffit même qu'elle permette à l'intéressé seul de se reconnaître puisque dans ce cas comme dans les autres si le dommage moral est moindre il n'y a pas moins en définitive désignation, c'est-à-dire indication de la personne. Nous ne saurions donc approuver la doctrine d'un jugement récent du Tribunal de la Seine déclarant que « les initiales figurant dans un article ne peuvent suffire à désigner une personne, parce qu'il faudrait pour arriver à retrouver leur personnalité ainsi dissimulée se référer à une revue maçonnique qui ne se trouve pas dans le commerce¹ ». La Cour de Paris, il est vrai, a confirmé ce jugement, mais pour d'autres motifs qui démontrent l'insuffisance de la théorie du Tribunal. La Cour a constaté, en effet, qu'il n'était pas démontré que les plaignants fussent les seuls membres de ladite loge ayant des noms commençant par les initiales indiquées dans l'article², et ce considérant est parfaitement valable

¹ Trib. Seine, 6 déc. 1899 *France Judiciaire*, 1900, 2, 132.

² C. Paris, 8 mars 1900, *Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1900.

parce qu'il est relatif à une question d'identité non de publicité.

Cependant, si largement que puisse s'entendre la désignation d'une personne encore, faut-il qu'il y ait désignation. Tout le monde admet qu'une désignation excessivement générale désigne trop de monde pour désigner personne. Si un journal venait à écrire que les Français détestent les courses de taureaux en France, nul n'admettrait qu'une pareille désignation pût autoriser tous les *aficionados* de France à adresser une réponse au journal pour protester de leur passion à l'égard des *corridos*. Mais où s'arrête la généralité d'une désignation ? où commence la précision suffisante pour justifier la réponse ?

C'est là uniquement une question de fait, et on comprendra qu'il soit impossible de donner sur ce point une règle de droit. Les tribunaux apprécieront. Ceux qui admettent que le journaliste peut refuser l'insertion d'une réponse en se basant sur le défaut d'intérêt qu'elle présente pour son auteur pourraient peut être trouver dans cette théorie la limite du droit de réponse. Ce droit n'existerait qu'en présence d'une désignation suffisante pour offrir à la personne quelque intérêt à répondre. Mais cette distinction est plus séduisante que solide. En l'appliquant à l'exemple que nous venons de choisir, il serait difficile de refuser le droit de

réponse aux *aficionados*, sous prétexte qu'ils sont sans intérêt à l'insertion de cette réponse. Ils ont, en effet, un intérêt d'ordre moral évident et ils peuvent avoir un intérêt pécuniaire à défendre le genre de sport qui leur est agréable ou profitable.

II. — Examinons maintenant quelles personnes pourront user du droit de réponse lorsque la désignation se trouvera suffisante.

A. — La première et la plus connue des difficultés que nous rencontrons à ce sujet concerne le droit de réponse du fonctionnaire. Si le fonctionnaire est désigné à propos d'un fait de sa vie privée : nulle hésitation dans ce cas. Attaqué en tant qu'il est homme privé, il se défend en tant qu'il est homme privé et pourra incontestablement invoquer l'article 13. Mais s'il est désigné en tant que fonctionnaire pourra-t-il user du droit de réponse ? Il jouit déjà à ce titre d'un droit particulier : le droit de rectification. Ce droit est-il exclusif du droit de réponse ?

Lorsque M. Mestadier proposa dans la discussion de la loi de 1822 l'amendement qui devait introduire dans notre législation l'institution du droit de réponse, il s'exprima de la façon suivante : « Peut-être, Messieurs, n'avons-nous pas non plus assez observé que souvent les fonctionnaires publics les plus recommandables aimeront mieux

supporter l'injure, laisser même sans répression une calomnie à laquelle ils auront juste sujet de croire que toute leur vie répond et répondra suffisamment que de s'exposer aux nouveaux outrages de leurs adversaires devant les tribunaux, à l'incertitude fort grande des jugements humains, et au scandale qui résultera trop souvent de l'admission de la preuve autorisée par l'article 20 de la loi de 1819. Un moyen plus satisfaisant pour l'honnête homme fonctionnaire ou non, antidote plus efficace contre un poison dont l'effet est si rapide, c'est de pouvoir repousser l'outrage par les mêmes armes et dissiper tous les doutes, tous les nuages dans l'esprit de tous ceux qui auront lu l'article dont il se sentira blessé ¹. »

De ces explications, il résulte clairement que l'auteur de l'amendement qui a posé pour la première fois les principes du droit de réponse entendait parfaitement faire bénéficier les fonctionnaires de ce droit. C'est même peut-être principalement le cas des fonctionnaires qu'il avait en vue, parce que leurs actes sont plus exposés à la critique que ceux des autres citoyens ².

Cela prouve une fois de plus, ainsi que nous

¹ *Moniteur*, 1822, Séance du 1^{er} février, p. 155.

² Un amendement fut proposé à la Chambre des Pairs par le comte Molé pour refuser le droit de réponse aux fonctionnaires. Cet amendement fut rejeté. V. *Moniteur*, 1822, p. 382.

avons essayé de le démontrer, que le droit d'adresser des communications à la presse, établi par la loi de 1849, avait, contrairement à l'avis de M. Lisbonne, une toute autre nature que le droit de réponse, puisqu'en consacrant ce dernier on croit nécessaire d'en rappeler l'utilité pour les fonctionnaires. Et la jurisprudence de l'époque, en effet, distinguant nettement le droit de faire insérer des communications officielles et le droit de réponse, accordait sans hésitation ce dernier droit aux fonctionnaires, concurremment avec l'autre, « car, disait la Cour de cassation, l'article 18 de la loi de 1835, qui donne à l'administration le droit de faire insérer dans les journaux tous les documents dont elle croit la publication utile à la charge de payer le coût de leur insertion, forme une disposition entièrement distincte de laquelle il est impossible d'induire l'abrogation des garanties dont les fonctionnaires publics jouissaient avant cette loi en vertu de la règle générale établie par la loi de 1822¹. »

La loi de 1881 a-t-elle enlevé au fonctionnaire le choix que la jurisprudence lui reconnaissait antérieurement entre le droit de rectification et le droit de réponse ?

La question offre assez d'intérêt, le droit de rec-

¹ Cass. 31 décembre 1835, S. 36, 1, 415 ; Metz, 23 mai 1850, D. 51, 2, 55.

tification étant assez étroitement limité par l'article 12, tandis que le droit de réponse, dans son caractère aussi bien que dans son étendue, se trouve beaucoup plus largement conçu.

On peut dire, pour soutenir que la situation n'est pas modifiée depuis la loi de 1881, que l'article 13 est conçu en termes excessivement généraux et que du moment qu'il accorde le droit de réponse à toute personne nommée ou désignée, il ne suffit pas que le fonctionnaire jouisse, à titre de dépositaire de l'autorité publique, d'un droit particulier de rectification pour lui enlever le droit général qui appartient à toute personne.

Si l'on s'en tient en effet au texte seul de l'article 13, il faut reconnaître que cette argumentation ne manque pas de force, mais il suffit de consulter les travaux préparatoires et de rapprocher le texte de l'article 13 de celui de l'article 12 pour se convaincre qu'une pareille solution serait absolument contraire au texte du législateur de 1881.

C'est ici qu'il importe de rappeler les paroles du rapporteur à la Chambre des députés, M. Lisbonne, faisant du droit de rectification un droit spécial de réponse au profit du fonctionnaire ainsi que nous l'avons établi. « Il nous a paru utile, dit-il, de distinguer par deux dispositions différentes les rectifications émanées de l'autorité publique et celles émanées de personnes privées. »

Et plus loin : « Votre commission a pensé qu'il y avait lieu de poser des règles différentes quand il s'agit de rectifications réclamées par l'autorité publique et quand il s'agit de celles réclamées par les particuliers ou par les fonctionnaires dont les réclamations n'auraient pas pour objet des actes de leur fonction. »

Il résulte nettement de ces passages que l'intention du législateur était de réglementer d'une part le droit des fonctionnaires, et d'autre part celui des simples particuliers. Quoique plus solennel, le droit de rectification admis par la loi de 1881 au profit des fonctionnaires est moins large il est vrai que le droit de réponse. Mais le législateur de 1881 ne professait pas une bien grande sympathie pour le fonctionnaire en général qui apparaissait un peu dans le souvenir des hommes politiques d'alors comme un oppresseur, et il est infiniment vraisemblable que s'il s'est préoccupé de lui, c'est plutôt pour restreindre ses droits que pour les augmenter.

Cependant ces arguments n'ont pas suffi à convaincre la jurisprudence. Les arrêts persistent dans leur ancienne doctrine et malgré la modification considérable apportée par la loi de 1881 au caractère du droit de rectification, ils continuent à assurer au fonctionnaire attaqué le

choix entre le droit de rectification et le droit de réponse ¹.

B. — Le journaliste attaqué dans une feuille adverse jouira-t-il aussi du droit de faire insérer une réponse dans cette feuille ? La jurisprudence lui reconnaît ce droit. Il a cependant été contesté ². Si un journaliste est attaqué par un confrère, il a sa propre feuille pour lui servir de tribune et peut ainsi combattre à armes égales. Le droit de réponse, dit-on, est donc pour lui un droit superflu. Dans toute feuille, en outre, la polémique occupe une large place. C'est rendre impossible cette lutte féconde des idées que d'exposer le journal à la menace incessante d'une réponse peut-être fort longue.

Il est certain que la Presse se trouve dans une situation spéciale vis-à-vis de la Presse. Mais en l'état actuel des textes, il est impossible de faire aucune distinction entre le journaliste et le simple citoyen. S'il plaît au journaliste désigné, au lieu de se défendre dans son propre journal, d'user du droit de réponse dans la feuille qu'il a attaquée nul

¹ Dans ce sens Cassat. 21 février 1889, D. 90, 1, 189; Cassat. 10 avril 1891, S. 94, 1, 478, D. 92, 1, 80; Cassat. 18 juillet 96. S. 97, 1, 64. Trib. Seine, 17 février 1892, *Lois Nouvelles*, 92, 2, 37; Bordeaux, 31 mai 1835; *Journal des Parquets*, 92, 2, 35. Metz, 23 mai 1850, D. 51, 2, 55.

² Fabreguettes, t. 1, n° 249.

ne peut lui refuser cette faculté accordée à tous les citoyens sans exception. Le journaliste peut d'ailleurs avoir à ce choix d'excellentes raisons, car la publicité de son journal et par conséquent le retentissement de sa réponse peut n'être pas comparable à celle de l'organe qui l'a mis en cause.

Cela est généralement reconnu ¹. On cite cependant un jugement du Tribunal de la Seine ² refusant au journaliste le droit de réponse parce que les dispositions relatives à ce droit « protègent les particuliers nommés ou désignés par les journaux contre ces mêmes journaux, mais non les éditeurs des journaux contre d'autres éditeurs pourvus les uns et les autres des mêmes moyens d'attaque et de défense ».

Un jugement du Tribunal du Havre, d'autre part confirmé par la Cour de Rouen ³, tout en accordant le droit de réponse au journaliste paraît établir une différence entre la simple désignation et l'attaque

¹ Cour de Douai, 16 juin 1845, D. 48, 2, 11; Cour de Paris, 16 août 1883, *Gazette du Palais*, t. 5, p. 61. Trib. de Toulouse. 13 novembre 1885, *Gazette du Palais*, 1886, 1. Suppl. 96. Cour d'Aix, 23 avril 1893, D. 93, 2, 352. Trib. Seine, 3 août 1893, *Lois Nouvelles*. 1894, 2^e partie, p. 10; Cassat, 21 mai 1897, D. 98, 1, 94. — Voir aussi Bruxelles, 26 avril 1848, *Paricrisie*, 1850. P. 46.

² Trib. Seine, 28 juillet 1874, D. 75, 5, 352. Barbier, n° 148.

³ Cour de Rouen, 15 juillet 1870, D. 71, 2, 93.

violente « attendu dit-il, que s'il peut être admis en thèse générale qu'un journaliste ne saurait par cela seul qu'il aurait été nommé ou désigné dans un journal à l'occasion d'une polémique engagée, être reçu à revendiquer le bénéfice de l'art. 11 et contraindre ses contradicteurs à insérer ses rectifications dans les colonnes de leur journal, cette limitation du droit de réponse n'est tracée qu'autant que la discussion est restée dans les limites de la convenance et de la modération ».

Si équitable que paraisse cette distinction, aucun texte ne permet de la justifier.

C. — Une question d'ordre plus général peut se poser à propos de l'article 13. Cet article réserve le droit de réponse « à toute personne nommée ou désignée ». Mais cette personne est-elle réellement la seule à pouvoir exercer ce droit ? Nul ne peut-il en faire usage pour elle et en son nom ?

Quoiqu'elle ne paraisse avoir donné lieu à aucun procès, la question comporte de nombreuses applications pratiques. Fréquents sont les cas, soit où une personne exerce en droit civil les droits d'une autre personne qui en a, cependant, la jouissance, soit où une personne est chargée par la loi des intérêts d'une autre : le mari des intérêts de sa femme au moins sous certains régimes de mariage, le père de ceux de son enfant, le tuteur de ceux de son pupille ou de l'interdit placé sous sa

garde. Le droit de réponse appartiendra-t-il, dans tous ces cas, à l'incapable personnellement désigné ou à la personne chargée de ses intérêts, l'un ne pouvant d'ailleurs l'exercer concurremment avec l'autre ?

On admet en matière d'injure et de diffamation que le tuteur, le père, le mari, peuvent porter plainte sans cependant que le mineur ou la femme soient privés de ce droit ¹. La faculté de mettre en mouvement l'action publique appartient ainsi à plusieurs personnes.

En matière de réponse, la situation est un peu différente, parce que l'exercice du droit de réponse n'a pas le même caractère que celui d'une action pénale. C'est plus encore l'exercice d'un droit civil que d'un droit public, à nos yeux du moins, et il faut par suite tenir compte de la distinction généralement reconnue dans ces cas entre l'exercice et la jouissance. Il faudra donc reconnaître l'usage du droit de réponse au mari, au père, au tuteur, et cela même malgré l'opposition de l'incapable. Le droit de réponse est un moyen de défense destiné à remplacer ou à suppléer l'action publique en injure ou en diffamation. Quoique le mari, le père, le tuteur, ne rentrent pas au nombre des personnes désignées, si on leur reconnaît le droit de

¹ Barbier, t. 2, p. 384.

mettre l'action publique en mouvement au sujet des incapables dont ils ont charge, comment ne pas leur reconnaître le droit de les défendre à l'aide du simple droit de réponse?

Il peut paraître étrange à la vérité que le mari ou le père fassent usage d'un droit non seulement à défaut de l'intéressé mais même peut-être à l'encontre de sa volonté. Cela s'explique si l'on remarque que cet intéressé a reçu un défenseur de la loi précisément pour suppléer à son inexpérience et que rien n'est plus naturel dès lors que d'accorder à ce dernier une initiative que l'intéressé n'est pas en mesure de prendre en suffisante connaissance de cause.

Il paraîtrait bien plus étrange d'ailleurs que le père dont le fils est encore trop jeune pour user du droit de réponse, que le tuteur d'une personne folle ou démente ne pût exercer le droit de réponse au nom de l'intéressé incapable d'en user lui-même. Et cependant si on accorde le droit de réponse dans les cas où l'intéressé ne peut pas, il faut bien l'accorder aussi dans les cas où il ne veut pas, puisque la loi ne fait aucune distinction et qu'il faut se baser, pour trouver une solution, sur les principes généraux de notre droit à l'égard du mari, du père ou du tuteur, principes qui demeurent les mêmes dans tous les cas.

D. — Une autre difficulté se présente au sujet

de l'exercice du droit de réponse au nom d'autrui lorsque les héritiers d'une personne décédée veulent user du droit de réponse à propos de la désignation ou de la nomination du défunt dans un journal.

Sur cette question spéciale l'article 13 n'est pas le seul dont nous devons tenir compte. Il y a aussi l'article 34 *in fine*. Cet article est ainsi conçu : « Les articles 29, 30 et 31 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans les cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. *Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu à l'article 13.* »

A s'en tenir à la lettre même de l'article 13, il est certain que le droit de réponse n'existerait pas au profit des héritiers de la personne nommée ou désignée et cela par l'excellente raison qu'ils ne sont pas personnellement mis en cause et que d'autre part ils ne peuvent prétendre au titre d'ayants-cause d'une personne déjà décédée au moment où le droit de réponse aurait pu prendre naissance en elle. Les héritiers du défunt semblent donc ne pas pouvoir jouir du droit de réponse à l'endroit de leur auteur en vertu du texte de droit commun, mais seulement en vertu de la disposition exceptionnelle de l'article 34 *in fine*. Il faudrait donc

à ce droit exceptionnel appliquer rigoureusement l'interprétation *stricti juris*, et le limiter seulement au cas d'injure ou de diffamation dont s'occupe l'article 34 dans sa première partie. Est-ce bien là exactement la pensée du législateur ?

Si l'on se rappelle la pensée qui a dicté l'introduction du droit de réponse dans notre législation, on sera plutôt porté à l'interprétation contraire.

Dans les explications qu'il a données à la Chambre à l'appui de son amendement, M. Mestadier a constamment considéré le droit de réponse comme l'auxiliaire et le complément de l'action en injure ou en diffamation. D'où il faut conclure que ceux-là qui auront le droit d'exercer l'action en injure ou en diffamation, lorsque les éléments constitutifs de ces délits se trouveront réunis, auront également le droit de faire usage du droit de réponse lorsque l'usage de ce droit leur paraîtra préférable ou lorsque les conditions de l'action pénale seront absentes. Or, avant la loi de 1881 et sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, le droit d'agir devant les tribunaux répressifs pour atteindre l'injure ou la diffamation dirigée envers leur auteur était reconnu aux héritiers. Ils devaient aussi logiquement jouir du corollaire de ce droit : le pouvoir de faire insérer une réponse.

Sur les observations qu'a présentées au Sénat

avec une très grande vivacité M. Pelletan, on a cru opportun d'enlever aux héritiers le droit d'intenter une action en injure ou diffamation du chef de leur auteur, sauf l'hypothèse où ils se trouveraient personnellement visés dans leur honneur ou leur considération. Qu'allait devenir le corollaire de ce droit : le droit de faire insérer une réponse? Le législateur prévoyant la difficulté l'a résolue par la disposition finale de l'article 34 : « Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13. »

Tel est, nous semble-t-il, le sens historique et exact de ce texte législatif. Il consacre et maintient, croyons-nous, le droit appartenant aux héritiers de faire usage du droit de réponse lorsqu'ils croiront opportun de s'en servir pour défendre la mémoire de leur aïeul. Il le consacre et le maintient dans les termes mêmes de l'article 13 : C'est-à-dire sous les conditions d'existence et de réglementation prévues par cet article.

Nous ne nous dissimulons pas que cette solution est fâcheuse à plusieurs égards. L'existence et la conduite de ceux qui ont joué un certain rôle dans l'histoire du pays font partie du patrimoine national en quelque sorte et comme le disait M. Pelletan à propos de l'action en injure ou en diffamation : « Au-dessus du droit de la famille privée, il y a le droit de la famille universelle. » Nous croyons

comme MM. Faivre et Benoît-Lévy que « le mot « toujours » a trahi la pensée de la commission, de son rapporteur et du Parlement entier ¹ ». Cette théorie est regrettable au point de vue historique, quoiqu'il soit permis de se défier de l'histoire écrite au jour le jour sinon dans les revues du moins dans les journaux. Elle est regrettable aussi au point de vue de la liberté de la Presse parce qu'à défaut de détermination des héritiers du même degré qui pourront avoir le droit de l'invoquer et des conditions dans lesquelles ils pourront le faire, elle pourra avoir pour conséquence d'obliger le gérant à insérer à propos d'une seule citation des lettres quelquefois contradictoires de plusieurs ayants-droit. Mais elle nous paraît néanmoins la seule compatible avec le texte de la loi aussi bien qu'avec ses antécédents judiciaires.

Quels que soient ses inconvénients, elle a néanmoins été adoptée par la force même du texte dans un arrêt tout récent de la Cour d'appel de Paris, réformant un jugement du Tribunal de la Seine. La Cour de cassation a été saisie de la difficulté ². Ayant à se prononcer sur la question de savoir si le droit de réponse pouvait s'exercer dans les termes de l'article 13 sous la seule condition d'une cita-

¹ Faivre et Benoît-Lévy, *Code manuel de la Presse*, p. 168.

² Cassat., 10 mai 1900, D. 1901, 1, 137.

tion ou d'une désignation, ou s'il était besoin d'une injure ou d'une diffamation pour le motiver, elle a rendu une solution intermédiaire qu'il nous paraît fort difficile de justifier en droit.

La Cour suprême ne sépare pas la partie finale de l'article 34 du texte qui le précède. Pour elle comme pour un certain nombre d'auteurs, le droit de réponse au profit des héritiers nécessite l'existence d'une injure ou d'une diffamation mais non pas d'un délit d'injure ou de diffamation, parce que l'article 34 dans sa première partie ne parle du délit mais uniquement du fait même de l'injure ou de la diffamation.

La conséquence naturelle de cette doctrine est qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de l'intention, malveillante ou non, de l'auteur de l'article pour accorder le droit de réponse : « Attendu, dit-elle, que ce droit permet de repousser toute attaque injurieuse, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne décédée à laquelle il est imputé, qu'il peut s'exercer pour défendre la mémoire de la personne attaquée et conserver intact son patrimoine moral sans qu'il soit nécessaire que l'écrivain ait eu en rédigeant son article une intention malveillante à l'égard du défunt ou de ses héritiers... »¹

¹ Dans un arrêt précédent en date du 6 août 1897, la Cour

Ce système à la fois plus large que celui du Tribunal de la Seine mais plus restreint que celui de la Cour d'appel et qui essaye de concilier les droits de l'histoire avec les intérêts de la famille, ne nous paraît malheureusement pas admissible. Si l'on rattache la partie finale de l'article 34 à son commencement, il est impossible de ne pas reconnaître que les premières lignes de l'article 34 visent le délit de diffamation ou d'injure, quoique le mot délit n'y soit pas employé. Si le législateur a cru bon d'écarter l'exercice de l'action publique dans le cas d'injure ou de diffamation envers les morts, il fallait nécessairement qu'il supposât une action publique possible c'est-à-dire l'existence de l'élément intentionnel.

Nous regrettons donc que le législateur de 1881 n'ait pas cru devoir examiner plus complètement en matière de droit de réponse le problème de la conciliation des intérêts privés et des nécessités historiques qu'il a résolu en matière d'injure ou de diffamation. Les Tribunaux n'avaient pas eu avant 1881 l'occasion de s'occuper de la question. C'est pourquoi sans doute il n'a pas aperçu la gravité de la solution qu'il consacrait accidentelle-

de cassation ayant eu à s'occuper de cette question accessoirement à une autre, paraît au contraire avoir entendu refuser aux héritiers le droit de réponse. Cassat., 6 août 1897, D. 98, 1, 252.

ment. Il faut attendre d'une réforme législative la modification de cet état de choses. Jusque-là la jurisprudence ne peut que s'incliner devant le texte ¹.

E. — Le droit de réponse appartient-il aux êtres moraux? On l'admet généralement. La solution cependant ne va pas sans quelque difficulté. Une association, un corps constitué sont-ils des personnes pour se voir attribuer le droit de réponse?

On ne s'est pas arrêté à l'objection. Il est certain qu'il serait contraire à toute équité qu'un être moral pût se trouver attaqué ou insulté sans avoir les moyens de se défendre. Dans aucune des législations sur la presse, le législateur n'a borné aux personnes physiques la protection qu'il accordait vis-à-vis des journaux. L'article 30 de la loi de 1881 en est une preuve. La diffamation n'y est pas seulement punie lorsqu'elle a pour objet des personnes vivantes, mais aussi lorsqu'elle est commise vis-à-vis des Cours, des Tribunaux, des Armées de terre et de mer, des Corps constitués, des Administrations publiques. Il faudra accorder le droit de réponse à ces êtres administratifs qui possèdent déjà le droit à l'action publique. Mais le droit à

¹ Dans ce sens : Faivre et Benoît-Lévy, *loc. cit.* Bonnier et Larnaude, *Traité théorique et pratique des preuves*, 5^e édit.; p. 77; *Contrà* : Barbier, t. II, n° 550; Fabreguettes, t. II, n° 1351; Dalloz, *Jurisp. Gén. Suppl.*, v° *Presse*, n° 1028.

leur reconnaître ne serait-il pas plutôt le droit de rectification ?

La loi de 1881 assimile en effet au point de vue de la diffamation les fonctionnaires et les administrations publiques ou corps constitués : même pénalité, même juridiction, même réserve de la preuve. Ne faut-il pas dire aussi même droit de rectification !

L'article 12, d'autre part, parle d'un « dépositaire de l'autorité publique au sujet des actes de sa fonction » et en présence de termes désignant d'une façon aussi précise une personne physique, on pourrait éprouver quelque doute.

Nous croyons cependant que c'est bien le droit de rectification que possèdent les corps constitués. Quoique empruntant à la loi de 1881 un caractère nouveau, ce droit a été cependant inspiré par l'ancienne législation des communiqués. Or le chef d'un corps constitué jouissait à cette époque en tant que fonctionnaire du droit de faire des communications aussi bien dans son intérêt personnel que dans l'intérêt du corps dont il avait la direction. Si la loi de 1881 a limité dans son objet ce droit d'adresser des communications à la presse, elle ne l'a pas fait dans la catégorie des personnes qui pourront en user. Quant aux termes mêmes de l'article 12 il ne faut pas leur attacher une importance limitative : ils statuent *de eo quod plerumque fit*.

Nous accordons donc aux corps constitués le droit de rectification. Pour notre part nous ne leur accorderions que ce droit. Nous en avons déjà donné le motif au sujet des fonctionnaires. Mais si on se conforme à la théorie de la jurisprudence, il faudra leur reconnaître en outre comme aux fonctionnaires le droit ordinaire de réponse.

Si les corps constitués peuvent exiger des journaux des insertions obligatoires, faut-il dire la même chose des êtres moraux qui n'ont pas un caractère public tels qu'une association, un groupement, une société ?

Ici nous n'avons plus de guide dans les textes qui concernent la diffamation ou l'injure. L'article 32, en effet, prévoit et punit la diffamation envers les « particuliers ». Mais les êtres moraux sont-ils compris dans cette disposition ?

Quoique la loi ne s'explique pas sur ce point, on admet généralement que les êtres moraux sont compris dans la disposition de la loi de 1881 qui punit la diffamation envers les simples particuliers ¹. Mais tandis que certains l'admettent sans aucune restriction ², d'autres font une distinction entre les êtres collectifs qui jouissent de la personnalité civile et ceux qui n'en jouissent pas. Ils

¹ Cf. cependant Cassat. 21 mai 1897, D. 98, 1, 94.

² Fabreguettes, t. 1, n° 1332.

n'accordent qu'aux premiers le bénéfice de l'article 32. « Ces êtres collectifs privés ne sont protégés contre la diffamation ou l'injure qu'autant qu'en vertu des lois générales ils constituent de véritables personnes civiles ayant une capacité juridique plus ou moins complète et la faculté d'ester en justice pour y soutenir leurs droits » ¹.

Nous croyons cette distinction parfaitement fondée. Sans doute la poursuite devant les tribunaux correctionnels pourra avoir lieu par l'organe du ministère public sans que l'intéressé intervienne autrement que sous forme de plainte, mais il est difficile de comprendre un délit commis envers un être dépourvu de tous droits civils et civiques : il est impossible de comprendre comment une condamnation pécuniaire sous forme de dommages-intérêts pourra être accordée à une collectivité incapable de posséder puisqu'elle n'existe pas légalement. Et s'il en est ainsi pour l'action publique, nous croyons qu'il doit en être de même pour le droit de réponse. Il faudra l'accorder aux êtres moraux possédant la personnalité civile et le refuser à ceux qui en sont dépourvus. Cette différence peut froisser notre esprit d'équité et il peut sembler injuste que le président d'un cercle attaqué dans les journaux n'ait pas le droit de réponse au nom du cercle qu'il dirige, mais il faut

¹ Barbier, n° 534.

remarquer que cette regrettable conséquence se trouvera considérablement atténuée dans la pratique, soit parce que les membres du cercle attaqué pourront se trouver personnellement atteints, ce qui leur conférera le droit individuel de réponse, soit parce que le président du cercle se trouvera le plus souvent plus ou moins engagé, plus ou moins désigné dans l'article, ce qui aura pour effet de lui ouvrir personnellement le droit de réponse ¹.

Ceux qui accordent le droit de réponse même aux êtres moraux dépourvus de personnalité civile pourraient, cependant, appuyer leur opinion sur une jurisprudence qui paraît assez nettement établie.

Si les groupements qui ne poursuivent pas de but lucratif ou qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique sont privés de la personnalité civile proprement dite, ce n'est pas à dire cependant qu'ils soient dénués aux yeux de la jurisprudence de toute existence légale. Plusieurs arrêts, en effet, ont reconnu à ces collectivités lorsqu'elles ont été approuvées par l'autorité administrative, et au moins lorsqu'elles poursuivent un intérêt général, une certaine réalité de droit. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de cassation du 30 août 1859, qu'elles tiennent de l'adhésion de l'autorité publique à leur institution une indivi-

¹ *Contra* Cassat., 8 mai 1890, D. 90 1, 452. — Voir : *Pandectes Belges*. V^e Droit de réponse, n^o 65.

dualité véritable, et que ce concours de l'autorité consacre leur existence dans les termes et suivant les règles des statuts qui les régissent et qui en ont reçu la sanction ; qu'elles peuvent, dès lors, agir judiciairement, et que l'on peut agir contre elles en la personne des administrateurs agents ou syndics qui ont le pouvoir de les représenter suivant ces statuts ¹. »

Mais les arrêts rendus en ce sens sont limités aux associations instituées dans un but d'utilité générale, telles que sociétés de courses, associations de patronage, etc., etc. Ils restent étrangers aux associations poursuivant un but égoïste, un intérêt personnel à ses membres. D'autre part, quelle est d'une façon précise la portée de cette *individualité* ainsi reconnue à ces groupements ? Elle est presque uniquement d'éluder la règle : « Nul en France ne plaide par procureur », et de permettre au gérant ou président d'agir seul ou d'être seul actionné valablement en justice au nom de l'association. Les personnalités composant la collectivité, peuvent avoir, vis-à-vis des tiers, des droits ou des obligations qui demeurent individuelles, quoique elles dérivent de leur titre de membre de la dite collectivité. Le président agira

¹ Cassat., 30 août 1859, D. 59, 1, 365 ; V. aussi Cassat., 27 mai 1887, D. 87, 1, 289 ; Cassat., 2 janvier 1894, D. 94, 1, 81, et Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. 1, p. 288, n° 738, D.

au nom de tous sans être arrêté par l'adage « nul ne plaide par procureur ».

Mais toute autre est la question de savoir si l'association pourra exercer le droit de réponse. Il ne s'agit plus ici de droits appartenant individuellement à chaque membre, mais exercés au nom de tous par l'un d'entre eux, puisque nul n'a été personnellement désigné. Il s'agirait d'un droit appartenant bien à l'association en tant que personne distincte, ayant une existence et des droits propres tout à fait indépendants de ceux des membres qui la composent. Et cela, en l'absence d'un texte formel, n'est vraiment possible à nos yeux qu'à la condition que cette association jouisse de la personnalité civile. Nous ajouterons que nous nous trouvons ici en matière pénale, le défaut d'insertion de la réponse étant exposé à une sanction correctionnelle, et que la solution négative que nous donnons se trouve ainsi confirmée par le principe que l'interprétation est de droit étroit en matière pénale.

Un journal attaqué par un confrère peut-il user du droit de réponse par l'organe de son gérant ? On objecte d'abord que le gérant ayant la feuille qu'il dirige à sa disposition, peut y faire insérer la réponse qu'il désire. C'est l'objection que nous avons déjà rencontrée et que nous avons réfutée à propos du journaliste personnellement attaqué.

Mais il y a une autre difficulté plus grave : le journal envisagé en lui-même a-t-il une personnalité lui permettant de prétendre à des droits propres ? Il ne faut pas confondre le journal avec son propriétaire qui n'a aucune personnalité en tant que propriétaire, et ne se trouve exposé à aucune condamnation pour fait de Presse.

Lorsque un journal est attaqué tous les auteurs reconnaissent à son gérant le droit de réponse ¹, mais cette solution est contestable, la personnalité du journal paraissant fort douteuse ². Dans les rares circonstances où elle s'est trouvée en présence de la difficulté, la jurisprudence ³ a donné une solution contraire, et la Cour de cassation ⁴ vient récemment de confirmer cette jurisprudence. Mais les termes de son arrêt sont peu précis, et il convient d'attendre une autre occasion pour connaître et apprécier sa véritable doctrine.

¹ Cf. Barbier, n° 148 ; De Grattier, t. 2, p. 102 ; Dalloz, Suppl., v° *Presse*, n° 235.

² Cassat., 8 janv. 92, D. 92, 1-440.

³ Saint Omer, 29 avril 1849, *Gazette Tribunaux*. 6 mai 1850 ; Trib. Seine, 8 septembre 1843, Dutruc, n° 74. On cite généralement en sens contraire un arrêt de la Cour d'Orléans du 28 septembre 1859, Dalloz. Répert. Suppl., v° *Presse*, n° 285, mais dans cet arrêt, la Cour a expressément constaté que le plaignant agissait en son nom propre et comme personnellement désigné.

⁴ Cassat., 21 mai 1897, D. 98, 1, 94.

CHAPITRE II

Caractères que doit présenter la réponse.

La réponse que les personnes que nous venons de déterminer ont le droit de faire insérer dans le journal doit présenter certains caractères pour que la publication en soit obligatoire pour le journaliste. Quels sont ces caractères ?

La question a une extrême importance, car elle renferme tout le problème de la réglementation et de l'étendue du droit de réponse. Dans quelles limites devra se tenir la personne désignée dans l'exercice de son droit de réponse ? Attaquée par le journal, pourra-t-elle attaquer à son tour ou sera-t-elle obligée de se tenir sur la défensive, de se borner à des négations, des protestations ou des réfutations ? Dans quelle forme, en quels termes, sur quel ton devra être conçue la réponse ? Tout autant de questions extrêmement importantes dont la solution dans un sens ou dans l'autre peut modifier complètement le caractère et l'efficacité du droit de réponse.

La règle souveraine en cette matière c'est que le

journaliste n'est pas juge de la réponse. C'est un principe absolu sur lequel la jurisprudence a insisté à maintes reprises et qu'elle a consacré dans d'innombrables décisions.

Elle n'a fait d'ailleurs en cela que s'inspirer des débats qui précédèrent le vote de l'amendement de M. Mestadier à la Chambre des Pairs.

M. le duc de Broglie, en effet, exprima à la Chambre Haute, les craintes suivantes sur les conséquences possibles du droit de réponse : « Si vous obligez, dit-il, le journaliste à insérer dans sa feuille toute réponse qui lui sera envoyée, vous ouvrez la porte à une foule d'abus dangereux. La réponse, en effet, peut contenir un délit. Ce délit aura le même résultat que les autres délits de la presse périodique et cependant il ne pourra être l'objet de la même répression, puisque l'auteur de la réponse ne présentera aucune des garanties demandées au journaliste. »

A quoi le Garde des Sceaux, M. de Peyronnet, crut devoir répondre dans les termes suivants : « L'opinant a pu croire que l'on ne peut abuser du droit qu'il (l'article 11) consacre... Le noble pair s'est mépris lorsqu'il a pensé que l'obligation imposée au journaliste écartait la responsabilité qui peut s'attacher à cette insertion. La loi ne peut obliger personne à commettre un délit et le journaliste sera le juge nécessaire de la réponse qui lui

sera adressée. Si elle est innocente, il sera tenu de l'insérer. Si elle est coupable, aucune loi ne peut l'y obliger et jamais aucun tribunal n'admettrait pour excuse d'une réponse criminelle, l'obligation que le journaliste prétendrait lui être imposée par la loi de l'insérer¹. » De ces explications il résultait que le journaliste n'aurait le droit d'apprécier la réponse que dans un cas : celui où elle contiendrait un délit.

Cette simple restriction, si naturelle qu'elle fût, parut à M. le duc Decazes un danger pour l'efficacité du droit de réponse. « Si cependant, fit-il observer, on convient qu'il (le gérant) ne peut être tenu d'insérer une réponse criminelle, s'il est évident qu'il ne peut être non plus obligé d'insérer une réponse qui n'aurait aucun trait à son article, comment ne pas reconnaître qu'il doit rester juge de la réponse et comment ne pas craindre alors que l'intérêt que la loi veut garantir ne le soit pas d'une manière suffisante ? ». Et le Garde des Sceaux insista en répondant à nouveau que « le journaliste ne devait pas être juge de la réponse, mais en ce cas seulement, qu'il ne pouvait juger de son utilité ou de sa nécessité dans l'intérêt de son auteur ; ainsi que le particulier qui la présente ait tort ou raison de se trouver offensé

¹ *Moniteur*, 1822, p. 382.

par l'article où il aura été désigné, dès lors qu'il l'a été le journaliste doit insérer sa réponse. Mais cette obligation ne peut entraîner celle de publier un article coupable et c'est ici qu'il redevient, par la nécessité des choses, juge non pas de l'opportunité de la réponse, mais de ce que la réponse peut contenir. »

C'est en tenant compte de ces importantes explications que la jurisprudence a été amenée d'abord à poser le principe que le journaliste n'est pas juge de la réponse ; ensuite à apporter certaines limitations à ce principe,

Examinons le principe, nous ferons ensuite l'étude des limitations.

Le principe est contenu dans un grand nombre de décisions judiciaires et toujours exprimé dans les termes les plus généraux. La formule dont la jurisprudence se sert est habituellement la suivante : « *Attendu que le droit de réponse est général et absolu ; que celui qui est fondé à s'en prévaloir est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme et de la teneur de la réponse dont il entend réclamer l'insertion...* ¹ » ou encore : « *Attendu qu'il appartient à celui qui en use de régler la forme et la*

¹ Cassat, 19 novembre 1869, D. 70, 1, 142 ; Cassat., 13 août 1883, D. 84, 1, 44 ; Cassat., 24 mars 1884, D. 85, 1, 94 ; Cassat., 3 juin 1892, D. 93, 1, 461 ; Cassat., 8 janvier 1892, D. 92, 1, 440, etc., etc.

teneur de sa réponse sans avoir à subir le contrôle du journaliste...¹. »

La personne désignée est donc absolument libre de se défendre comme elle l'entend, dans la forme et de la manière qui lui semblent opportunes. Le journaliste ne peut soumettre à son examen ni l'efficacité de la réponse, ni l'exactitude des faits allégués², ni la logique de l'argumentation présentée³. Le fond aussi bien que la forme échappent à son contrôle.

Plus sage principe ne pouvait être admis ni plus indispensable à l'efficacité du droit de réponse. Libre a été l'attaque, libre doit être également la défense. Le véritable juge est le public sous les yeux duquel les pièces du procès doivent être exposées, intégralement, telles qu'il paraît convenable aux parties de les produire. Donner au journaliste un droit de contrôle sur les insertions réclamées aurait été lui donner un moyen trop facile de se retrancher derrière un prétexte plus ou moins vraisemblable pour refuser la publication requise. Le droit de réponse n'aurait plus subsisté en pratique que dans la mesure où

¹ Cassat., 8 mai 1890, D. 90, 1, 452.

² Trib. Seine, 7 décembre 1839. Dalloz Répert. v^o *Presse*, n^o 330 ; Cassat., 29 janvier 1842. *Ibid.* ; Cassat., 27 novembre 1845, D. 46, 1, 12.

³ Cassat., 26 mars 1841, D. 41, 1, 138.

le bon plaisir de certains journalistes aurait bien voulu le laisser subsister.

Le journaliste ne peut apprécier l'utilité ou l'opportunité d'une réponse. Il ne peut non plus en examiner le contenu ni au point de vue de la forme ni au point de vue du fond. La réponse peut revêtir tel caractère qu'il plaira à son auteur de lui attribuer. Elle peut consister dans une protestation, une négation, une explication aussi bien que dans une rectification.

C'est surtout au cas de rectification, à la vérité, que le droit de réponse paraît naturel. Mais si c'est là son application la plus naturelle et peut-être la plus fréquente, ce n'est incontestablement pas la seule. Tout en reconnaissant la parfaite authenticité des faits produits, la personne désignée peut contester leur interprétation, ou les éclairer par des explications que le journaliste de bonne ou de mauvaise foi aura omis de faire connaître au public. Un droit de réponse borné à un droit de rectification n'offrirait aux particuliers, ainsi que l'ont fait remarquer M. Sourigues et M. Cunéo d'Ornano lors de la discussion de la loi de 1881¹, qu'un moyen de défense tout à fait insuffisant vis-à-vis des imputations ou des insinuations des journaux.

¹ Chambre des députés, Séance du 24 janvier 1881.

L'étendue de la réponse échappe également au contrôle du journaliste. Aucune difficulté n'aurait pu s'élever sur ce point sous l'empire de la loi de 1822, parce qu'elle fixait la longueur de la réponse au double de la longueur de l'article sans permettre même sous l'offre de paiement des frais d'insertion d'excéder cette proportion. La loi de 1835 suivie par celle du 27 juillet 1849 et par la loi de 1881 permet au contraire à la réponse de prendre l'étendue que son auteur jugera convenable, sous la condition du paiement du prix d'insertion pour la partie qui dépassera le double de l'article provocateur.

Quelle que soit l'étendue de la réponse, le journaliste est donc tenu sous cette condition d'en assurer l'insertion et cela est équitable, parce que les nécessités de la réponse exigeront fréquemment des explications plus étendues que la proportion du double. Un seul mot, une seule allusion, par exemple, à des faits déjà connus, mais plus ou moins exacts, peut nécessiter de fort longues explications. Ce serait apporter une injuste restriction au droit de défense que de permettre au journaliste de limiter par avance l'importance de la réponse en calculant savamment les termes de son attaque.

La jurisprudence, d'ailleurs, s'est depuis longtemps formée dans ce sens. Un jugement du Tri-

bunal de Marseille confirmé par la Cour d'Aix paraît cependant vouloir apporter une limite à ce droit absolu du particulier et cette limite se trouverait dans l'abus. « Attendu que le droit de réponse visé dans la disposition précitée est général et absolu; qu'il ne s'arrête que lorsque commence l'abus... ¹ » Mais il est difficile d'admettre l'abus dans l'exercice d'un droit aussi expressément consacré par la loi. Le journaliste jouit de la liberté de l'attaque; la réponse doit bénéficier de la même liberté.

Toutefois si large que soit l'exercice du droit de réponse, il faut bien préciser le caractère de ce droit et à cet égard le jugement précité du Tribunal de Marseille contient un considérant qui doit plus longtemps retenir notre attention. Le Tribunal a examiné en effet si la communication n'avait pas perdu le caractère d'une réponse. C'est, en effet, un point important.

Si vaste que soit le champ où la personne désignée pourra se mouvoir, encore faut-il que la communication dont elle exige l'insertion ait le caractère d'une réponse, c'est-à-dire d'une défense. Cela n'est pas exprimé à la vérité dans l'article 13 de la loi de 1881, mais cela a été dit formellement dans

¹ Trib. Marseille, 4 mars 1893, D. 93, 2, 352. V. aussi affaire Dubout-Brunetière, Trib. Seine, 29 décembre 1897, D. 99, 1, 289.

la discussion de l'amendement Mestadier à la Chambre des Pairs et cela résulte d'ailleurs de l'expression même dont s'est servi le législateur. Il est certain qu'il faut être très prudent dans l'appréciation de ce caractère responsif ¹ et les réponses les plus indirectes seront quelquefois les plus spirituelles et les meilleures. « Qu'un officier accusé de lâcheté ou de trahison sur le champ de bataille, dit M. l'avocat général Plougoulm ², somme son calomniateur d'insérer le rapport officiel du combat, nè sera-ce pas la réponse la plus digne, la plus concluante et, partant, la meilleure qu'il puisse faire ? » Mais si libéralement qu'on conçoive l'exercice du droit de réponse, encore faut-il que le caractère de réponse existe à un degré quelconque. Il ne serait vraiment pas possible de permettre à un commerçant désigné par exemple dans le récit d'un accident de profiter de la circonstance pour faire insérer gratuitement en bonne place sous forme de réponse une réclame au profit de sa maison. On cite également le cas d'une personne qui avait voulu faire insérer le *Syllabus* de Pie IX en réponse à un article de comptabilité commerciale ³.

La jurisprudence n'a pas eu souvent à s'occuper de la question, mais des quelques décisions que

¹ V. Cour Dijon, 29 mars 1882, D. 82, 2, 135.

² Cassat., 8 février 1850, D. 50, 1, 69.

³ Courtrai, 20 février 1878, *Belgique Judiciaire*, 1878, p. 399.

nous possédions, il résulte nettement qu'elle adopte les idées que nous venons d'exposer ¹.

Le principe connu, voyons les limitations nécessaires que la jurisprudence a dû apporter à l'exercice du droit de réponse. Ces limitations sont au nombre de trois principales : il faut que la réponse respecte l'intérêt des tiers — l'honneur du journaliste — les lois et les bonnes mœurs.

A. — INTÉRÊT DES TIERS.

Toutes les décisions qui proclament le principe du droit absolu de réponse ajoutent soigneusement que ce droit a pour limite « *l'intérêt légitime des tiers* ». Le journaliste a donc le droit et le devoir de refuser l'insertion d'une réponse qui porterait atteinte à cet intérêt.

On se souvient que dans la discussion de la loi de 1882, le garde des sceaux, répondant à une observation de M. le duc de Broglie, déclara que l'obligation d'insérer la réponse disparaissait lorsque celle-ci renfermait un délit ².

Faut-il donc que la réponse dont l'insertion est

¹ Cour de Paris, 14 janvier 1844, D. 47, 2, 220 ; Cour de Paris, 12 décembre 1846, D. 47, 2, 221. — V. aussi : *Pandectes Belge*. V^o Droit de Réponse, n^o 125 et suivants.

² Cf. C. Limoges, 21 janvier 1888, D. 89, 2, 189.

requis contienne véritablement un délit à l'égard d'un tiers, c'est-à-dire qu'elle soit diffamatoire ou injurieuse, pour justifier le refus d'insertion ?

Dans l'article 13 de la loi de 1881 aussi bien que dans l'article 11 de la loi de 1822, il n'existe aucune disposition apportant une limitation quelconque au droit de réponse. C'est dans la mesure où l'exercice de ce droit serait incompatible avec les principes généraux et d'ordre public de notre législation qu'il convient de lui imposer des limites. Il avait paru au garde des sceaux, M. de Peyronnet, que ce cas se présentait seulement lorsque la réponse constituait un délit et ce fut aussi l'opinion des premiers juges auxquels la difficulté fut soumise, « attendu, dit la Cour de Cassation en 1838, que le refus d'insertion ne pouvait être justifié que si la réponse à insérer avait le caractère de crime ou de délit ¹. »

Mais en 1841, survint un arrêt d'une grande importance, et dans lequel la Cour suprême posa les principes d'une jurisprudence qui ne devait plus se démentir. La Cour de cassation se livre, dans cet arrêt, à un long examen du droit de réponse, dont elle apprécie l'utilité et l'étendue. Elle proclame « que ce droit de répondre est général et

¹ Cassat. 1^{er} mars 1838, D. 38, 1, 266 ; Cassat. 12 septembre 1829, D. 29, 1, 356 ; Cassat. 7 novembre 1834, D. 35, 1, 179.

« absolu ; que celui qui l'exerce, qui est fondé à l'exercer de ce qu'il a été nommé ou désigné, est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme, de la teneur de sa réponse ; qu'elle ne doit subir aucune sorte de contrôle de la part du journaliste », et après ces constatations, la Cour suprême déclare que « s'il convient de reconnaître à l'autorité judiciaire une faculté d'examen refusée au journaliste, l'exercice circonspect d'une telle faculté doit se réduire aux seuls cas où l'ordre social, la morale publique, l'intérêt d'un tiers, l'honneur du journaliste réclameraient cet exercice ¹ ».

C'est la formule que les tribunaux emploieront désormais. Pour justifier le refus d'insertion, il n'est plus nécessaire que l'information concernant le tiers soit diffamatoire ou injurieuse. Il suffit qu'elle porte atteinte à son intérêt. Cette restriction nouvelle apportée à l'exercice du droit de réponse est-elle admissible ?

Elle est certainement équitable. Il est aisé d'attaquer un tiers en se livrant à son égard à des insinuations et des allusions désagréables sans cependant tomber dans l'injure et la diffamation proprement dites. Mais en l'état des textes était-il

¹ Cassat., 26 mars 1841, D. 41, 1, 138, Cf. Cassat., 21 novembre 1845, D. 46, 1, 12 ; Cassat., 8 février 1850, D. 50, 1, 69 ; Cassat., 29 juin 1900, S. 1900, 1, 480.

possible au juge de 1841, est-il possible au juge contemporain d'apporter pareille limitation au droit de réponse ?

L'arrêt de 1841 n'a pas justifié en droit sa solution. Outre son fondement moral, il est possible, cependant, de lui trouver un fondement juridique. Si l'insertion d'une réponse ne constitue pas un délit pénal lorsque cette réponse porte seulement atteinte à l'intérêt d'une tierce personne, elle constitue certainement un délit civil, et à ce titre, elle est de nature à donner naissance à des dommages-intérêts. Or, on ne peut pas plus obliger une personne à commettre un délit civil qu'à se rendre coupable d'un délit pénal. Le dommage est un fait d'ordre public absolument en dehors et au-dessus de la volonté ou de l'accord des citoyens. En droit comme en équité, nous approuvons donc la théorie de l'arrêt de 1841 ¹.

Lors de la discussion de la loi de 1881, un député cependant, M. Sourigues, proposa d'en revenir au système antérieur. Il déposa un amendement tendant à n'autoriser le refus d'une réponse que dans le cas où celle-ci contiendrait un délit d'injure ou de diffamation à l'égard de tiers. Cet amendement fut rejeté sans discussion, de sorte que la règle admise par la Cour de cassation emprunte à ce vote une consécration presque législative.

¹ Voir dans ce sens : Cassat., 1^{er} novembre 1875, D. 77, 1, 67.

Même sous l'empire de la loi de 1881 et après le rejet de l'amendement Sourigues on a cependant soutenu que le refus d'insertion de la réponse ne pouvait se motiver que par l'existence d'un délit, diffamation ou injure, contenu dans la réponse. Voici à cet égard comment s'exprime M. Villey : « La loi consacre le droit de réponse d'une manière absolue et sans restriction. La raison dit que ce droit ne saurait être en aucune façon soumis au contrôle du journaliste à l'égard duquel il est exercé, car ce serait un droit illusoire. Dès lors, il faut poser en principe que le droit de réponse n'aura d'autres limites que celles qui résultent de la loi elle-même ; or la loi défend et punit la diffamation et l'injure ; elle définit ces deux délits. Le droit de réponse ne saurait légitimer la diffamation ou l'injure ; la loi n'aurait pu admettre cela sans abdiquer elle-même... Mais hors ce cas et tant qu'aucun délit caractérisé de diffamation ou d'injure ne se trouve dans la réponse, l'insertion est obligatoire, si vifs et si blessants même que soient les termes de la réponse. Dans ce système les tribunaux ont un critérium assez sûr pour apprécier si le refus d'insertion est ou non légitime. Y a-t-il dans la réponse un délit caractérisé de diffamation ou d'injure ? ¹ »

¹ Villey, note sous Cassat., 6 février 1886, S. 88, 2, 281.

Nous croyons préférable le système de la Cour de cassation et nous avons essayé de prouver qu'il reposait aussi en droit sur une base solide.

Mais que faut-il entendre au juste par l'expression « intérêt des tiers » ? La question comporte un double examen. Il faut rechercher le sens du mot « tiers » et ensuite la portée du mot « intérêt » aux yeux de la jurisprudence.

Dans la définition juridique qu'il donne du mot « tiers », Littré a soin de ne pas employer de formule générale. Il procède par voie d'exemples et les ouvrages de Droit ont imité la même prudence. C'est que la notion de tiers est souvent fort délicate et fort diverse dans les actes juridiques. Nous ne nous trouvons heureusement pas ici en présence d'un acte juridique et l'expression de tiers désigne simplement *une personne étrangère à la polémique engagée*, c'est-à-dire à la rédaction et à la publication de l'article provocateur lui-même ¹.

Cette distinction faite entre les tiers et les autres personnes, présente un assez grand intérêt. L'auteur de la réponse aura moins de liberté vis-à-vis des tiers qu'à l'égard des personnes mêlées à la rédaction ou à la publication de l'article. Sans doute il devra respecter l'honneur de ces dernières aux termes mêmes de la jurisprudence. Mais tandis

¹ Dalloz, Rép. Supp. V^o Presse, n^o 307.

que la vivacité de l'attaque pourra excuser la vivacité de la réponse lorsque c'est le journaliste qui s'en trouve atteint, il n'y a rien de semblable lorsque la réponse met en cause des tiers proprement dits.

L'auteur même de l'article provocateur ne peut évidemment être considéré comme un tiers et peu importe que cet auteur soit un rédacteur habituel du journal ou une personne étrangère dont la communication a été publiée par le journal. Le fait de ne pas faire partie de la rédaction du journal ne saurait amoindrir la responsabilité de l'auteur de l'article et lui conférer aucun privilège.

Le gérant du journal qui a publié l'article n'est pas davantage un tiers. Sans doute dans l'état actuel de nos mœurs, ce gérant est généralement étranger aux publications du journal qu'il ignore le plus souvent. Mais il est juridiquement la personnification du journal; c'est lui qui répond à titre principal des actes délictueux que peut commettre le journal qu'il représente. Auteur principal à l'égard de la peine, il ne saurait être considéré comme un étranger au point de vue du droit de réponse.

Mais il ne suffit pas d'avoir été mêlé aux faits rapportés par le journal pour perdre la qualité de tiers et le bénéfice de la protection plus sévère attachée à cette qualité. Dans le récit d'un incident

survenu entre deux personnes, l'une d'elle, serait certainement un tiers au point de vue de la réponse émanée de l'autre puisqu'elle demeure étrangère aussi bien à la publication qu'à la rédaction de l'article et que c'est la participation à ces actes qu'il faut examiner.

Nous ne saurions donc approuver un arrêt de la Chambre criminelle, en date du 18 novembre 1881¹, refusant la qualité de tiers au rédacteur en chef d'un journal qui avait publié une lettre de congé adressée par ce rédacteur en chef à l'un de ses collaborateurs. « Attendu, dit cette décision, que des constatations de l'arrêt de la Cour d'appel, il résulte que Mayer était le rédacteur en chef et le propriétaire du journal *la Lanterne*, et que c'était lui qui en cette qualité avait envoyé à Robert la lettre de congé, origine du débat, que conséquemment le débat existait, en réalité, entre Mayer, d'une part, et Robert, de l'autre. » La Cour de cassation aurait beaucoup plus exactement jugé à nos yeux si en donnant la même solution elle l'avait motivée sur ce fait que la publication de la lettre de congé à laquelle il était répondu émanait du rédacteur en chef.

Le tiers dont l'intérêt lésé justifie le refus d'in-

¹ Cassat., 18 novembre 1881, S. 82, 1, 236; Cf. Cassat., 6 février 1886, S. 88, 1, 281; Trib. Saint-Flour, 20 janvier 1883, *Lois nouvelles*, 83, 3, 99, 220.

sersion peut être une personne morale aussi bien qu'une personne physique ¹. Le refus d'insertion, en effet, trouve son fondement dans le devoir du gérant de ne pas commettre de délit pénal ou même simplement de délit civil. Or, il est certains êtres moraux énumérés par l'article 30, qui peuvent être incontestablement l'objet d'une diffamation punissable. D'autre part, on admet généralement que les collectivités d'intérêt privé revêtues de la personnalité civile, sont aussi protégées par la loi de 1881 contre la diffamation et l'injure et peuvent, en tous cas, intenter une action en indemnité contre le gérant, en raison du préjudice causé. La responsabilité pénale ou civile du gérant se trouve donc engagée à l'égard de ces associations. Il aura le droit de veiller à ce que leur intérêt ne soit pas atteint, et de refuser l'insertion de toute réponse qui pourrait le compromettre. Mais il paraît plus difficile de donner au gérant le droit de refuser l'insertion, lorsque la réponse mettra en cause des groupements ou collectivités non revêtues de la personnalité civile, à moins, toutefois, que la réponse puisse être considérée comme portant atteinte aux intérêts, non pas de la collectivité, mais de certains membres de cette collectivité pris individuellement.

¹ Cassat. Crim. . 8 janvier 1892, D. 92, 1, 440.

Expliquons maintenant ce que la jurisprudence considère comme une lésion à « l'intérêt des tiers ». Peu importe la nature de l'intérêt atteint : il peut être moral aussi bien que matériel pourvu que la lésion soit réelle.

Il n'est pas nécessaire non plus, comme nous l'avons vu, que la réponse contienne une injure ou une diffamation. Il suffit qu'elle soit blessante ou malveillante ¹.

Mais il faut qu'elle ait ce caractère. La règle à adopter résulte du fondement même que nous avons donné au droit de refus de la réponse : la responsabilité pénale ou civile que le journal pourrait encourir au regard de la personne mise en cause. Il faut que cette responsabilité existe réellement pour justifier le refus d'insertion. Ce serait singulièrement amoindrir le droit de réponse, que de priver celui qui en use de la faculté d'indiquer les tiers qui peuvent s'être trouvés mêlés aux faits rapportés ². Mais il faudra que l'auteur de la réponse use de ce droit dans l'intérêt de sa défense, et non pas dans une pensée de malveillance

¹ Trib. Seine, 18 février 1854, D. 54, 1, 290 ; Cassat., 21 janvier 1860, D. 60, 1, 104 ; Cassat., 29 mars 1884, D. 85, 1, 94 ; Cf. cependant Cassat., 3 juin 1892, D. 93, 1, 461. Voir aussi Bruxelles 14 janvier 1885 : *Pasicrisie* 1885, p. 47. Cassat. Belge 20 octobre 1884, *Pasicrisie* 1884, p. 313, *Pandectes Belges* : V^o Droit de Réponse, n^o 137.

² Cassat. 19 novembre 1869, D. 70. 1, 142.

à l'égard des tiers. Le droit de réponse est une arme défensive : non pas une arme offensive.

Il n'est pas nécessaire non plus que les tiers soient nommés individuellement s'ils sont désignés d'une façon suffisamment claire et précise¹. Une désignation trop vague pour porter atteinte à l'intérêt de personne ne suffira pas plus pour justifier le refus d'insertion, que la simple désignation d'un tiers sans intention malveillante².

HONNEUR DU JOURNALISTE.

L'intérêt des tiers telle est la première limitation apportée par les Tribunaux au droit absolu de réponse; l'honneur du journaliste constitue la

¹ Cassat., 10 décembre 1875, D. 77, 1, 67; Cassat., 29 mars 1884, D. 85, 1, 94.

² Cassat., 3 août 1894, S. 94, 1, 431. V. aussi Cassat., 6 août 1897, D. 98, 1, 252.

Est considéré par la jurisprudence comme une atteinte suffisante à l'intérêt des tiers : Le fait d'accuser ce tiers d'être en fuite pour échapper aux nombreuses poursuites de ses créanciers. Limoges, 21 janvier 1888, D. 89, 2, 189. — Le fait d'avoir reproché aux grands propriétaires de la Martinique (au nombre de 427 environ) « leurs injustices envers les mulâtres et leurs préjugés ». Cassat., 29 mars, 1884, D. 85, 1, 94.

N'est pas au contraire une atteinte à l'intérêt des tiers : — Le fait de s'exprimer de la façon suivante à l'égard d'un agent de police : « Si au lieu de faire malencontreusement le

seconde ¹. La jurisprudence est aussi nette et aussi constante sur cette règle que sur la précédente. C'est aussi, d'ailleurs, l'arrêt de 1841 qui en contient pour la première fois l'expression.

Il n'est pas très aisé de marquer la différence que la jurisprudence entend faire entre les tiers et les journalistes en parlant de l'intérêt des uns et de l'honneur des autres. Le mot intérêt est plus général que le mot honneur, car si tout honneur est intérêt, tout intérêt n'est pas honneur. Un préjudice matériel résultant de l'insertion d'une réponse sera une atteinte évidente à l'intérêt d'une personne, mais n'entachera pas son honneur. Est-ce donc ce point de vue de la matérialité de l'intérêt et de l'immatérialité de l'honneur qu'a entendu adopter la jurisprudence ?

Nous ne le pensons pas. Nous croyons plutôt avec M. Barbier que dans la pensée des arrêts le mot honneur et le mot intérêt indiquent tout simplement des degrés. L'auteur de la réponse sera tenu à moins de ménagements et de réserve vis-à-

magistrat instructeur dans son domicile, cet agent avait agi avec prudence en faisant circuler les curieux, il ne se serait produit aucun rassemblement. Cassat., 3 juin 1892, D. 93, 1, 467. — Le fait de demander l'insertion d'une lettre contenant des signatures de tiers, même si l'identité de ces signatures n'est pas établie. Cassat., 19 novembre 1869, D. 70, 1, 142.

¹ Cassat., 17 août 1883, D. 84, 1, 44 ; Cassat., 29 mars 1884, D. 85, 1, 94.

vis du journaliste qui a provoqué lui-même le débat qu'à l'égard de tiers qui y sont restés étrangers.

A cette première différence, fort délicate on le comprend, entre la situation du tiers et celle du journaliste, il faut en joindre une autre extrêmement importante, car elle donne son véritable caractère à l'exercice du droit de réponse à l'égard du journaliste. C'est que le tribunal doit tenir compte dans l'appréciation de la réponse des termes mêmes de l'article provocateur : « attendu, dit un des plus récents arrêts de la Cour de Cassation en la matière, qu'il est non moins certain que dans l'appréciation qu'ils ont à faire d'une réponse, les juges doivent dans une juste mesure prendre en considération la nature et la forme de l'attaque, les besoins de la défense et la légitime susceptibilité de la personne désignée dans le journal ¹ ». La jurisprudence a décidé à maintes reprises, en effet, que la violence de l'article provocateur justifiait la vivacité de la réponse et qu'un journaliste qui n'avait gardé aucune retenue dans l'attaque était mal venu de se plaindre de l'énergie de la réponse ². C'est transporter en matière de droit de réponse la

¹ Cassat., 3 juin 1892, D. 93, 1, 462.

² C. Rouen, 8 mars 1879, D. 80, 2, 30; Cassat., 2 juillet 1854, D., 54, 1, 290; Cassat., 8 mai 1890, D. 90, 1, 452; Cassat., 3 juin 1893, D. 93, 1, 461; C. de Metz, 23 mai 1850, D. 51, 2, 55.

théorie de la provocation en matière d'injure que nous trouvons dans l'article 471, § 11 du Code pénal et dans l'article 33, § 2 de la loi de 1881 elle-même.

Il est permis de se demander sur quelles raisons de droit peut s'appuyer cette jurisprudence sur le respect dû à l'honneur du journaliste.

Une double explication peut en être donnée. Quand il s'agit non pas du gérant mais du journaliste, celui-ci ne perd pas de par sa qualité l'action en injure ou en diffamation qui pourrait résulter d'une publication outrageante, car il n'y a dans la loi de 1881, aucun texte qui le prive de cette faculté de droit commun. Le gérant ainsi assujéti à la menace d'un procès correctionnel, ou même d'un procès civil en indemnité, peut donc justifier son refus d'insertion quand il s'agit de l'honneur du journaliste par les mêmes motifs que lorsqu'il s'agit de l'intérêt des tiers, avec cette différence toutefois qu'il devra se montrer moins sévère dans l'appréciation de la réponse, parce que sa propre responsabilité est atténuée dans la mesure de la violence de la provocation. Mais tel ne paraît pas cependant le véritable fondement de la limitation apportée au droit de réponse au profit du journaliste. Les tribunaux paraissent plutôt avoir accepté l'idée d'abus du droit. Le droit de réponse étant un droit de défense ne peut s'exercer que dans la

mesure où il conserve ce caractère. Dès qu'il donne lieu à des outrages ou à des imputations malveillantes, il change de nature et l'insertion perd son caractère obligatoire : « Attendu, dit un arrêt de la Chambre criminelle, que l'exercice de ce droit limité par le respect des lois et des bonnes mœurs doit se renfermer dans la mesure des besoins d'une légitime défense, que spécialement la réponse ne doit contenir rien de contraire à l'honneur ou à la considération de celui à qui elle est adressée ¹. » Et c'est aussi l'opinion de M. de Grattier dont les commentaires des lois sur la Presse paraissent avoir eu assez d'influence sur la jurisprudence de son époque ².

Quelle que soit son explication juridique il faut accepter comme définitive cette jurisprudence. Elle est parfaitement équitable et impose à l'exercice du droit de réponse une limite qui le contient sans l'entraver surtout en admettant la théorie de la provocation ³.

¹ Cassat. 17 août 1883, D. 84, 1, 44.

² De Grattier, T. 2, p. 106, X.

³ Cependant dans la discussion de la loi de 1881, M. Sou-
rigues déposa un amendement qui permettait de refuser l'in-
sertion d'une réponse si elle contenait un délit d'injure ou de
diffamation à moins que ce délit ne concernât le journaliste,
auquel cas celui-ci était tenu à l'insertion sauf le droit de
poursuivre ensuite l'auteur de la réponse. Le journaliste avec
ce système n'aurait pas même pu repousser l'insertion d'une

RESPECT DES LOIS ET DES BONNES MŒURS.

Reste la troisième limitation apportée par la jurisprudence à l'exercice du droit de réponse : La réponse ne doit contenir aucun passage contraire aux lois ni aux bonnes mœurs. C'est un principe consacré dans maintes circonstances par les arrêts, mais dont ils ont eu jusqu'ici, rarement, l'occasion de faire l'application immédiate ¹.

Est-il nécessaire pour justifier le refus d'insertion que l'atteinte aux lois ou aux bonnes mœurs constitue un délit punissable ou suffit-il qu'elle constitue un acte généralement contraire à la loi ou réprouvé par la morale ? La jurisprudence n'a pas encore eu l'occasion de préciser sa doctrine sur ce point, mais il est conforme à ses décisions en matière de lésion à l'intérêt des tiers ou d'atteinte à l'honneur du journaliste, de ne pas exiger l'existence d'un fait punissable. Le principe auquel elle paraît se rattacher en apportant certaines limitations au droit de réponse est celui-ci : que l'abus n'est pas le droit et que la légitime défense ne nécessite pas les écarts de langage. Ce principe est également vrai, lorsqu'il s'agit d'une atteinte même non punissable aux bonnes mœurs.

réponse contenant à son égard un délit caractérisé. Nous savons que l'amendement Sourigues fut rejeté sans discussion.

¹ Cassat., 6 janvier 1865, D. 65, 1, 197.

Quel serait le droit du gérant à l'égard d'une réponse qui ne remplirait pas les conditions de respect de l'intérêt des tiers, de l'honneur du journaliste, des lois et bonnes mœurs que nous verrons étudier ? Pourrait-il refuser purement et simplement l'insertion ? Pourrait-il supprimer les passages coupables ?

Le droit de refuser purement et simplement l'insertion de la réponse lui appartient sans aucun doute et la jurisprudence en effet le lui reconnaît. Le gérant n'a pas à refaire la réponse pour en publier les parties convenables. Ce serait pour lui une œuvre trop difficile et trop dangereuse à laquelle nul texte ne permet de le contraindre. La jurisprudence est constante en ce sens ¹.

Mais si le journal n'est pas tenu de par la loi d'accomplir ce travail de correction a-t-il du moins la faculté de le faire ? Peut-il supprimer dans une réponse les passages coupables et publier le reste ? La doctrine lui accorde généralement ce droit. Quant à la jurisprudence, peu de sentences lui reconnaissent d'une façon précise le droit de supprimer certains passages ². La plupart parlent d'une façon générale du refus d'insertion. C'est

¹ C. de Riom, 14 janvier 1844, D. 47, 2, 220 ; C. de Douai, 16 juin 1845, D. 48, 2, 11. Cassat., 17 août 1883, D. 84, 1, 44.

² Trib. de Marseille, 9 février 1883. *France judiciaire*, t. VII, 2, 498 ; C. de Paris, 3 juin 1841, S. 41, 2, 584.

qu'en effet tout autre est le droit de refuser l'insertion et tout autre celui de supprimer certains passages. Le refus d'insertion ne met pas l'intéressé dans l'impossibilité d'user à nouveau de l'article 13. Il n'a qu'à adresser une nouvelle réponse d'où les expressions incorrectes ou blessantes seront supprimées. L'insertion d'une réponse amendée, si on l'admettait, épuiserait au contraire le droit du tiers sans que souvent la réponse modifiée même de bonne foi par le journaliste atteigne le but poursuivi.

Faudra-t-il donc obliger le journaliste à publier du moins le sens du passage sauf à modifier les expressions ? Ce serait lui accorder un droit exorbitant : celui de refaire la réponse. C'est en vain qu'on invoquerait le principe : qui peut le plus peut le moins, en prétendant que le gérant possédant le droit de ne pas insérer de réponse du tout, possède *a fortiori* celui de ne pas insérer certains passages. Le défaut complet d'insertion est moins grave que l'insertion partielle, comme nous l'avons démontré, puisqu'il a l'avantage de laisser intact le droit de l'intéressé d'adresser une nouvelle réponse ¹.

¹ Les mêmes questions se présentent au sujet du droit de rectification et doivent recevoir les mêmes solutions. En outre il y a dans l'exercice de ce droit une difficulté spéciale : la réponse ne peut jamais dépasser le double. Si elle le dépasse nous croyons que le gérant ne pourra qu'en refuser purement l'insertion.

Nous croyons donc que le gérant ne possède que le droit de refuser purement et simplement l'insertion.

Si le gérant n'a pas le droit de supprimer dans la réponse les passages qui lui sembleraient nuisibles à l'intérêt des tiers, à l'honneur du journaliste, aux lois ou aux bonnes mœurs, à plus forte raison ne peut-il supprimer les passages qu'il jugerait seulement inutiles ou inopportuns. Il ne peut pas plus se faire juge de l'intérêt de certaines parties de la réponse que de l'intérêt de la réponse elle-même¹, à moins cependant qu'il ne se trouve en présence de phrases absolument étrangères au sujet et qui n'auraient en rien le caractère d'une réponse. Nous lui permettrions dans ce cas à la différence du cas précédent de supprimer ces passages, parce qu'il n'est pas tenu de les insérer et que de par leur nature même, leur suppression n'altère pas le caractère de la réponse².

Si contestable que puisse être en Droit la conception que la jurisprudence se fait de l'étendue et des limites du droit de réponse on ne peut nier cependant qu'elle n'assure largement dans la pratique

¹ Cassat. 26 mars 1841, Dalloz. Rép. v°. *Presse*, n° 334, 2° C. de Douai, 16 juin 1845, D. 48, 2, 11. C. de Dijon, 29 mars 1882, D. 82, 2, 135.

² C. de Paris, 3 juin 1841, S. 41, 2, 584.

l'exercice du droit de légitime défense. Il est équitable d'exiger de la réponse la plus grande modération à l'égard de tiers qui conservent le silence et sont mêlés peut-être malgré eux à un débat public ; il est juste également de demander à la réponse une parfaite correction morale et quant à l'obligation peut-être plus délicate de respecter l'honneur du journaliste, elle ne constitue nullement un obstacle au droit de réponse par la large application que les tribunaux font ici de la théorie de la provocation.

Le droit de réponse tel que l'applique la jurisprudence offre donc à la personne attaquée ou simplement désignée un moyen de défense très précieux. Les rigoureuses conditions que la loi impose au journaliste dans l'insertion de la réponse augmentent encore son efficacité.

CHAPITRE III

Comment doit se faire l'insertion.

I. — CARACTÈRES ET PLACE.

« Au moins faut-il, disait en 1822 M. Mestadier, en expliquant son amendement, au moins faut-il que celui qui est signalé d'une manière quelconque au public puisse combattre à armes égales sur le terrain choisi par son adversaire. »

Pour atteindre ce but la première condition semblait devoir être que la réponse se présentât sous la même forme que l'article qui l'avait provoquée, c'est-à-dire qu'elle fût publiée à la même place ou à une place analogue et en caractères identiques. Le législateur de 1822 garda cependant le silence sur ces deux points.

La loi de 1819 n'avait pas été plus explicite, mais cela s'expliquait alors. Les insertions qu'autorisait cette loi n'étant pas gratuites la place choisie et les lettres employées variaient avec le tarif demandé. Avec le droit de réponse gratuit de la loi de 1822, la situation n'était plus la même et il au-

rait fallu assurer à la réponse la même publicité qu'à l'article provocateur. Dans le silence de la loi de 1822 et des lois qui suivirent jusqu'en 1881 des difficultés s'élevèrent devant les tribunaux. Mais elles ne paraissent cependant pas avoir été très fréquentes. Il y avait même à cette époque un puissant argument pour exiger l'insertion de la réponse au moins en mêmes caractères que celle de l'article. Le journal, en effet, n'était tenu d'insérer que le double de la longueur de l'article provocateur. Or, comment apprécier ce double si la réponse n'était pas imprimée en caractères identiques ? Sous peine de laisser au journaliste libre du choix des caractères un pouvoir tout à fait arbitraire, il paraissait donc nécessaire sur ce point au moins qu'il y ait similitude entre la réponse et l'article provocateur.

La jurisprudence ne paraît pas cependant avoir fait grand état de cette considération et elle accordait au journaliste liberté de choix soit quant à la place, soit quant aux caractères, sous la seule condition de ne pas agir de mauvaise foi ¹.

Le législateur de 1881 plus logique, en tous cas plus explicite que celui de 1822, n'a pas cru pouvoir laisser à l'arbitraire du journaliste le choix des conditions de l'insertion. Il lui a formellement im-

¹ Trib. corr. Seine, 7 janvier 1847, S. 47, 2, 507.

posé la publication en même place et en mêmes caractères.

Cette modification apportée par la loi de 1881 à la législation antérieure n'a pas été cependant sans soulever des objections.

Dans la discussion au Sénat de l'article 13, M. Bozérian demanda l'adoption d'un amendement ayant pour but de laisser au gérant le choix des caractères et de la place de la réponse à moins que l'intéressé ne demandât expressément l'insertion au même lieu que l'article et avec les mêmes caractères. M. Bozérian expliqua ainsi son amendement : « Ainsi, si une personne a été nommée à la première page du journal, sa réponse devra nécessairement être insérée à la première page. Peu importe que par suite de certaines circonstances l'insertion soit difficile et impossible à cette page, il faudra absolument que le journaliste trouve le moyen de trancher ces difficultés, de résoudre ces impossibilités. Si l'insertion est faite à la deuxième page, alors même qu'il n'en résulterait aucun préjudice appréciable pour l'auteur de la réponse, le journaliste commet une contravention : il peut être poursuivi par le ministère public.

Ce n'est pas tout. Si l'article a été imprimé en caractère 8, il faut que la réponse soit imprimée en caractère 8. »

M. Bozérian faisait observer en outre que si

l'intéressé n'était pas aussi exigeant que la loi et ne tenait pas absolument à ce que la réponse fût insérée en même place et en mêmes caractères que l'article, le journaliste pourra cependant être poursuivi devant les Tribunaux et condamné. Il proposait en conséquence de déclarer qu'il faudrait une demande de l'intéressé pour que l'insertion fût faite en même place et avec les mêmes caractères.

Mais cet amendement n'eut pas de suite. Il fut retiré par son auteur lui-même sur la réponse du rapporteur qu'on avait voulu mettre l'attaque et la défense dans la même situation. « Nous avons voulu établir l'égalité complète entre l'attaque et la défense. Vous attaquez en tel endroit, on répondra au même endroit, cela me paraît être de la justice élémentaire ¹. »

Le journaliste n'aura donc plus sous l'empire de la loi de 1881 la faculté qu'il possédait auparavant de choisir la place et les caractères d'insertion de la réponse. La loi détermine étroitement les conditions de cette publication et si les journalistes ne s'y conforment pas toujours en pratique du moins est-il toujours au pouvoir des particuliers d'exiger la stricte application de l'article 13.

¹ *Journal officiel*, séance du 5 juillet 1881.

II. — DÉLAI D'INSERTION.

Ce n'était pas assez de contraindre le journaliste à insérer la communication qui lui était faite par une personne désignée ou attaquée, de l'obliger à l'insérer en même place et avec les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée, il fallait encore pour donner toute son efficacité à la réponse lui assurer une prompte publication. La défense ne vaut, que si elle suit d'assez près l'attaque qui l'a occasionnée. Il faut que le souvenir des faits rapportés soit encore assez précis, pour permettre à une protestation, une réfutation ou une rectification d'avoir tout son effet. Plus encore que le choix des caractères ou de la place, le choix du moment de la publication aurait procuré au journaliste la faculté d'annuler complètement le moyen de défense que la loi donnait aux particuliers vis-à-vis de la Presse. Aussi la loi de 1822, pourtant muette sur les caractères et l'emplacement de l'insertion de la réponse, fixait-elle avec précision le moment où cette insertion devait avoir lieu. « Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des

trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique... »

La loi du 9 septembre 1835 se montra encore plus rigoureuse. Elle exigea, dans tous les cas, l'insertion dans le numéro qui suivait le jour de la réception (article 17). La loi de 1881 revint au système de 1822.

Le journaliste a donc trois jours dans ce système à partir du moment de la réception pour insérer la réponse. Il est généralement reconnu que ce délai n'est pas franc, et que le jour de la réception aussi bien que le jour de la publication doivent être compris dans son calcul. Même ainsi entendu un espace de temps assez long s'écoulera entre la réception et l'obligation de l'insertion. Cela permettra au journaliste non seulement de prendre connaissance de la réponse, mais de l'approfondir, de prendre conseil et au besoin d'opposer un refus à la demande de la personne désignée.

Il est cependant des cas où l'existence de ce sage délai se trouve contestée. L'insertion de la réponse est une obligation non seulement pour les journaux quotidiens, mais encore pour tous les écrits périodiques, quel que soit l'intervalle qui sépare deux numéros subséquents. Si donc une réponse est adressée et reçue par le gérant avant la publication d'un numéro quelconque du périodique, mais moins de trois jours avant cette publi-

cation, le gérant aurait-il le droit de refuser l'insertion dans le numéro qui va paraître, sous prétexte qu'il serait privé de la sorte du délai de trois jours, que lui accorde l'article 13 ?

C'est imposer une grave charge au gérant, que de l'obliger à publier la réponse dans le numéro qui paraîtra moins de trois jours après la réception de la réponse. Ce numéro se trouvera peut-être déjà composé : il faudra modifier la composition terminée pour faire place à la réponse venue au dernier moment. Bien plus si l'on admet que la réponse devra toujours se trouver publiée dans le plus prochain numéro, il faudra donner la même solution, même si le numéro sur le point de paraître a déjà été imprimé, mais ne se trouve pas encore mis en vente. On va imposer ainsi une perte assez considérable au gérant, on le met en outre dans l'impossibilité peut-être de faire un examen sérieux de cette réponse dont il va cependant du fait de la publication assumer la responsabilité. En abandonnant le système de 1835, le législateur a voulu sans doute ne pas prendre le journaliste au dépourvu et lui donner le temps de réfléchir et de juger.

La Cour de Cassation n'a cependant pas été de cet avis. Par un arrêt en date du 9 août 1872 ¹, elle

¹ Cassat., 9 août 1872, S. 73, 1, 181.

a imposé au gerant la publication immédiate sauf le cas d'impossibilité matérielle. La Cour estime que cette solution se trouve dictée, non seulement par le texte formel de la loi, mais encore et surtout par les motifs qui l'ont inspirée : « Attendu, dit-elle, qu'en effet, le législateur a voulu, en ouvrant au profit de toute personne nommée ou désignée par un journal le droit de réponse, lui assurer un droit sérieux et utile et qu'elle ne peut user utilement de ce droit qu'à la condition que la défense soit aussi rapprochée que possible de l'attaque et que le remède soit placé à côté du mal ; attendu que le but de la loi ne serait pas atteint si un journal ou écrit périodique, paraissant à des intervalles plus ou moins longs, pouvait, en présence d'une sommation d'insérer une réponse dans son plus prochain numéro, se dispenser de l'insérer dans celui qui paraîtrait avant l'expiration du délai de trois jours et l'ajourner à une ou plusieurs semaines. »

Cet arrêt repose en somme sur deux motifs : le premier consiste à invoquer le texte formel de la loi. Or, nous ne croyons pas que ce texte soit favorable à la prétention de la personne désignée ¹.

L'article 13 dit : « Le gérant sera tenu d'insérer

¹ Le texte invoqué par l'arrêt est celui de la loi de 1822. Mais on sait que la loi de 1881 ne l'a pas modifiée sur ce point.

dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours... » Que conclure de cette formule, sinon que l'obligation de publier la réponse dans le plus prochain numéro n'existe que s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours ? Si la plus prochaine publication a lieu avant l'expiration de ce délai on n'est plus du tout dans le texte de la loi. On peut même conclure par *a contrario* que l'insertion n'aura lieu que dans le numéro suivant, puisque c'est seulement dans le cas où le prochain numéro est postérieur au délai de trois jours que la loi exige que l'insertion y soit faite.

Mais, dit alors la Cour de cassation, la réponse n'aura pas lieu dans ce cas en temps utile comme l'a cependant voulu la loi. La loi a voulu que la réponse soit insérée en temps utile : nous y consentons, mais elle a voulu aussi donner au journaliste le temps d'agir en connaissance de cause. Et si la réponse parvient trop tard pour être insérée dans le prochain numéro, à qui en incombe la faute ? La publication est hebdomadaire, bi-mensuelle ou mensuelle : on a donc largement le temps de faire parvenir la réponse l'avant-veille comme le dit l'article 13. Si la réponse arrive trop tard, c'est à la personne désignée à s'imputer sa négligence. Si elle voulait une insertion plus rapide elle n'avait qu'à répondre en temps opportun.

Quoi qu'il en soit la Cour de Cassation a décidé que la réponse devait être insérée dans le plus prochain numéro sauf impossibilité matérielle. Que faut-il entendre par cette expression d'impossibilité matérielle ? La Cour ne le dit pas dans l'arrêt de 1872. Mais un autre arrêt du 4 février 1847 permet de préciser le sens de cette formule. La Cour de Douai a estimé que le fait d'avoir déjà composé le numéro et d'en avoir commencé l'impression n'était pas suffisant pour constituer une impossibilité matérielle parce qu'il était encore possible de modifier la partie non imprimée ¹.

On peut dire qu'une pareille décision suffit à condamner le principe. A l'époque où l'arrêt de Douai a été rendu il était impossible de juger autrement parce que la loi de 1835 avait supprimé le délai de trois jours. Mais pourrait-on de nos jours approuver une semblable solution ? Le journaliste obligé d'insérer au dernier moment une réponse dont l'envoi a été savamment calculé se trouve victime d'un véritable guet-apens moral qu'il n'est certainement pas entré dans la pensée du législateur de légitimer. Nous croyons que le délai de trois jours a été accordé au journaliste pour lui per-

¹ Douai, 28 septembre 1846. V. Cassat., 4 février 1847, D. 47. 1, 56.

mettre d'apprécier la réponse dont il va en somme assumer la responsabilité. Il ne saurait dépendre de la négligence ou de la méchanceté de la personne désignée de le priver de cette indispensable garantie contre les conséquences possibles de la réponse.

La réponse dont l'insertion est demandée doit être remise au gérant, car c'est lui qui constitue la représentation juridique du journal. Si la remise ne lui a pas été faite personnellement du moins, faut-il que la réponse lui soit parvenue pour que l'insertion en soit obligatoire ¹.

Le délai imposé par la loi, qu'on admette le minimum de trois jours ou qu'on adopte la théorie de la jurisprudence, commencera à courir du moment où la réponse sera parvenue au gérant. Il y aura donc grand intérêt à faire la preuve de ce moment. Comment pourra se faire cette preuve? Le plus souvent la personne désignée a pris soin de faire remettre sa réponse par l'entremise d'un huissier et dans ce cas aucune difficulté ne pourra s'élever. A défaut de cette précaution la preuve pourra être fournie par tous les moyens. Nous sommes ici en matière criminelle puisque le gérant encourt une pénalité s'il ne s'est pas conformé aux prescriptions de la loi et en matière criminelle aussi bien du côté de l'accusa-

¹ C. de Metz, 1850, D. 51, 2, 55.

tion que de la défense, la preuve est possible par tous les moyens.

Une question assez curieuse s'est présentée à ce sujet devant la Cour de Paris. La réponse avait été adressée au gérant sous pli recommandé, portant indication du contenu. Le gérant avait refusé le pli. Il s'agissait de savoir si la non insertion de la réponse contenue dans la lettre refusée pouvait entraîner l'application de la pénalité de l'article 13. La Cour de Paris ne l'a pas pensé, parce que, dit-elle, « il n'est pas exact d'assimiler le refus de recevoir une lettre présentée par un facteur des postes au fait de jeter sans le lire l'exploit notifié par huissier ¹ ». Nous ne croyons pas que cette solution soit à l'abri de la critique. La loi fait une obligation au gérant du journal d'insérer dans les trois jours les réponses qui lui seront adressées. Lorsque la réponse sera remise par acte d'huissier, toute contestation sera écartée sur la réalité et les conditions de la remise. C'est un avantage considérable, mais il n'est pas nécessaire que la remise soit faite par l'intermédiaire d'un huissier. Seulement, il faudra alors en faire la preuve par tous les moyens. Une fois cette preuve faite, nous croyons que la situation du gérant est la même dans tous les cas ; dans tous les cas, il a

¹ C. de Paris, 26 juin 1897, D. 99, 2. 265.

refusé soit directement, soit indirectement, l'insertion de la réponse, et sa responsabilité pénale ou civile doit toujours rester la même.

Mais remarquons qu'il faudra établir pour cela non seulement que la lettre est parvenue au gérant et qu'il l'a refusée, mais encore qu'il savait qu'elle contenait une réponse. C'est ce qu'avait parfaitement compris le tribunal d'Auxerre, dont la Cour a confirmé l'arrêt, quand il constatait que le gérant s'était fait une loi de refuser systématiquement toutes les lettres recommandées, et que le demandeur ne rapportait pas la preuve qu'il ait réellement connu la nature du contenu de la lettre refusée¹.

Des contestations assez intéressantes peuvent se produire dans le cas où le journal est représenté par plusieurs gérants et dans celui où il s'est produit un changement de gérant après la demande d'insertion d'une réponse.

Si le journal possède plusieurs gérants, auquel faudra-t-il adresser la réponse? La loi n'a pas prévu ce cas, et les deux gérants ayant, de par leur rôle légal, même caractère et même fonction, ont même pouvoir de recevoir la réponse. Mais si l'insertion n'a pas lieu, contre quel gérant devra

¹ Cf. sur cet arrêt : *France judiciaire*, 1900, 1, p. 225, note de M. E. Joseph Laroche.

être exercée l'action publique? Si l'on met en cause le gérant auquel on n'a pas adressé la réponse, celui-ci pourra prétendre qu'il l'a ignorée. Si l'on s'attaque à celui à qui la sommation d'insertion a été faite, celui-ci pourra prétendre qu'il n'est pas responsable au cas où le dernier numéro dans lequel a paru la réponse n'aurait pas été signé de lui. C'est en effet un principe reconnu que le gérant qui signe le journal où se trouve consommé le délit en assume seul la responsabilité, et le délit est ici consommé par la publication du dernier numéro qui aurait pu contenir la réponse.

Nous croyons qu'il y a lieu de poursuivre le gérant qui a reçu la réponse, même s'il n'est pas le signataire du dernier numéro paru dans le délai imposé par l'article 13. Cette solution nous paraît imposée par cette considération que la loi a voulu ici sanctionner d'une pénalité l'inexécution d'une obligation. Or, à qui incombait cette obligation, et, par suite, quelle personne doit assumer la responsabilité de sa non exécution? Il est de toute évidence que c'est le gérant à qui a été adressée la demande d'insertion. On dit que cela n'est pas possible dans le cas où ce gérant n'a pas signé le dernier numéro publié dans le délai de trois jours, parce que c'est ce numéro qui consomme le délit. Il n'est peut-être pas très exact de dire que le délit résulte dans ce cas de la publication du journal sans l'insertion

de la réponse, de telle sorte que ce serait au signataire du journal à en assumer la responsabilité. Le délit résulte plutôt de la non publication de la réponse, ce qui est différent, et cette non publication est évidemment imputable à celui qu'on a mis en demeure de l'exécuter.

Plus délicate est l'hypothèse où le gérant du journal vient à changer par décès ou simple substitution entre le moment où la réponse a été reçue et celui où elle aurait dû au plus tard être publiée. Il est certain que l'ancien gérant ne peut plus, dans ce cas, être rendu responsable du défaut d'une insertion qu'il n'a pas eu le délai légal d'assurer, et quant au nouveau gérant, il peut arguer de l'ignorance où il se trouvait de la demande d'insertion. S'il est prouvé qu'il a connu cette demande, nous concluons à sa responsabilité. Si cette preuve ne résulte pas des circonstances, il est difficile de donner la même solution : *pœnalialia non sunt extendenda*.

III. — ETENDUE DE L'INSERTION.

Si la personne désignée est juge de la forme et du contenu de la réponse, elle est aussi aujourd'hui juge de son étendue.

Ce principe n'a pas toujours été admis. La loi du 25 mars 1822 (article 11) accordait une insertion pouvant avoir le double de la longueur de l'article primitif. Cette insertion était, d'ailleurs, entièrement gratuite, mais la personne désignée ne pouvait pas, en offrant le paiement de l'excédent, exiger l'insertion d'une réponse plus étendue¹. Ce système pouvait avoir ses inconvénients. La loi du 9 septembre 1835 adopta une combinaison plus libérale, donnant toute son ampleur au droit de réponse tout en respectant les intérêts légitimes de la Presse. L'article 17 de cette loi ordonne, en effet, l'insertion intégrale de la réponse quelle que soit son étendue. « Toutefois, si la réponse a plus du double de la longueur de l'article auquel elle sera faite, le surplus de l'insertion sera payé selon le tarif des annonces. » Abrogée avec la loi de 1835 par le décret du 6 mars 1848, cette disposition fut reproduite dans la loi du 27 juillet 1849 (article 13) et nous la retrouvons dans la loi de 1881, sous la formule suivante : « Elle (la réponse) sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires. »

¹ Cassat., 8 février 1850, D. 50, 1, 59.

Ainsi donc, insertion gratuite jusqu'à concurrence du double de l'article provocateur; insertion obligatoire mais rémunérée pour l'excédent de la réponse : tel est le trait commun des lois de 1835, 1849 et 1881. Mais si elles se ressemblent sur ce point, ces lois diffèrent par un détail d'application. Le tarif de la rémunération a été différemment établi par chacune d'elles. La loi de 1835 s'exprime ainsi : « ... Le surplus de l'insertion sera payé selon le tarif des annonces. » Il s'agissait ici du tarif des annonces arrêté par le journal. « L'administration n'a rien à y voir, dit M. Parant ¹, il s'agit d'un acte privé et industriel. »

Cette liberté du journal de soumettre la partie de la réponse excédant le double de l'article au tarif qu'il lui plaisait était fort dangereuse car elle permettait d'entraver l'exercice complet du droit de réponse par l'adoption d'un tarif très élevé. Sous l'empire de la loi de 1849, des contestations s'élevèrent sur ce point. La loi de 1849, en reproduisant dans son esprit l'article 17 de la loi de 1835, n'en avait pas cependant reproduit exactement le texte : « ... Le prix d'insertion, disait-elle, sera dû pour le surplus seulement. » Mais de quel prix d'insertion était-il question ? Du prix des annonces ordinaires ou du prix des annonces judiciaires ?

¹ Parant, *Lois de la Presse en 1836*, p. 441, III.

On reconnaissait généralement que la loi de 1849 avait entendu se reporter à l'article 17 de la loi de 1835 et qu'il fallait se conformer au tarif des annonces ordinaires. Mais si le tarif des annonces ordinaires se trouvait ainsi admis, ce tarif pouvait varier selon la nature et surtout la place de l'annonce, fallait-il notamment admettre l'application du tarif des annonces proprement dites et réclames ou celle du tarif des insertions dans le corps du journal? C'est cette dernière solution qui fut admise. Elle semblait, en effet, la plus rationnelle, car la publication de la réponse à l'endroit même où a paru l'article provocateur se rapproche infiniment plus d'une insertion dans le corps du journal que d'une annonce ordinaire publiée à un emplacement désigné à l'avance et ne tombant que sous les yeux des lecteurs spécialement intéressés à les connaître¹. Mais avec un pareil système l'exercice du droit de réponse pouvait se heurter à un obstacle infranchissable dans un tarif considérablement élevé à dessein par la direction du journal. Avant la loi de 1881 la jurisprudence écartait dans une certaine mesure ce danger en décidant que le tarif imposé pourrait être vérifié et modifié par les tribunaux s'il apparaissait qu'il avait été fixé dans l'intention manifeste d'empê-

¹ Trib. Avranches, 12 juin 1880, S. 81 2, 45.

cher l'exercice du droit de réponse : « Attendu, dit le tribunal d'Avranches, qu'il est incontestable que de pareils faits s'ils se produisaient ne sauraient manquer d'appeler l'attention de la justice. »

C'est pour éviter, sans doute, de pareils abus que la loi de 1881 a imposé le tarif des annonces judiciaires. Mais elle n'a pas atteint par cette disposition le but qu'elle se proposait, car le tarif des annonces judiciaires dépend aujourd'hui aussi bien que le tarif des autres annonces de la seule volonté du journaliste. L'article 23 du décret du 17 février 1852 sur la Presse donnait au Préfet le droit de désigner annuellement, dans chaque arrondissement le ou les journaux chargés d'insérer les annonces judiciaires et il avait en même temps pouvoir d'arrêter le tarif de ces annonces. Mais ce décret a été abrogé par un autre décret du gouvernement de la Défense nationale en date du 26 décembre 1870. Les parties sont libres maintenant de choisir le journal où elles préfèrent publier les annonces judiciaires et le Préfet a perdu le droit de fixation du tarif avec le droit de désignation ¹.

Un jugement tout récent du tribunal de la Seine a décidé cependant que ce tarif continuait à être

¹ Sauf cependant pour la ville de Paris. Cf. Barbier, t. I, p. 136 ; Ducrocq, *Cours de droit administratif*, t. III, p. 636.

obligatoire pour les insertions de réponse tout au moins. « Attendu, dit-il, qu'en fait les Préfets continuent à régler le tarif des annonces judiciaires », et « qu'en se référant au paragraphe *in fine* de l'article 13 de la loi de 1881, le prix demandé de l'insertion doit être fixé d'après ce tarif¹. » Le tarif établi par l'autorité administrative conserverait donc *parte in quâ* sa force obligatoire. C'est une théorie d'autant plus soutenable qu'elle est certainement conforme au but poursuivi par le législateur : éviter l'arbitraire des tarifs.

Si certain prix se trouve dû pour l'insertion de la réponse, à quel moment devra avoir lieu le paiement de ce prix ? Certains gérants ont exigé le versement préalable du coût de l'insertion et un certain nombre d'auteurs approuvent cette prétention. Il est certain que l'insertion faite antérieurement au paiement expose le gérant aux chances d'insolvabilité de l'auteur de la réponse. Mais la seule crainte d'un pareil danger peut-elle autoriser le refus ou tout au moins l'ajournement de l'insertion ?

Si nous nous trouvions sur le terrain du pur droit civil, nous estimerions fondé le refus du gérant, mais l'obligation imposée au journal par

¹ Trib. Seine, 6 novembre 1900, *Gaz. des trib.*, n° du 7 novembre 1900. V. dans ce sens : Cons. d'Etat, 17 novembre 1899, D. 1901, 3, 14.

l'article 13 de la loi de 1881, n'a pas un caractère purement privé et la preuve la plus éclatante en résulte de la mesure pénale qui la sanctionne. L'obligation du gérant a donc un caractère spécial, à la fois d'ordre public et d'intérêt privé, et c'est dans le texte de la loi qui la consacre qu'il faut aller en chercher les règles. Or, l'article 13 impose d'une façon absolue l'insertion de la réponse dans le délai de trois jours, après la réception. Ce n'est qu'ensuite et après avoir posé le principe, déterminé les règles et assuré la sanction de cette insertion qu'il s'occupe de son étendue et du paiement éventuel auquel pourra donner lieu l'insertion de l'excédent. Aucune distinction n'est faite dans la loi selon la longueur de la réponse. Le principe doit donc constamment être appliqué : insertion dans les trois jours.

Si le législateur avait voulu donner au gérant le droit d'exiger le paiement préalable de l'excédent non seulement il s'en serait expliqué, mais encore il aurait fixé le délai de l'insertion à partir du jour du paiement. Or, nous ne trouvons rien de semblable dans la loi de 1881. En admettant que la prétention du gérant soit fondée, dans quel délai devrait-il donc procéder à l'insertion après la consignation des frais ?

Ajoutons, avec M. Barbier ¹, qu'en fait « les nom-

¹ T. 1, n, 155, p. 137.

breuses contestations pouvant s'élever sur la longueur de la réponse et le prix de l'insertion pourraient retarder indéfiniment l'insertion de la réponse qui, pour être efficace, doit avoir lieu dans le plus bref délai indiqué par la loi. »

Le gérant devra donc procéder à l'insertion de la réponse dans le délai de trois jours. Ce n'est qu'ensuite qu'il pourra réclamer le coût de l'insertion. La jurisprudence toujours jalouse, en matière de droit de réponse, des intérêts des particuliers, a constamment consacré cette solution. Attendu, dit un arrêt de la Cour de Pau ¹, que l'interprétation contraire « si elle était acceptée ne tendrait à rien moins qu'à faire admettre qu'en vue d'éviter aux journalistes des mécomptes dans le recouvrement des salaires relatifs à leurs insertions, le législateur n'a pas hésité à faire du droit de réponse une sorte de privilège fermé aux indigents ou à ceux qui, sans l'être absolument, peuvent ne point, à heure fixe, disposer de ressources suffisantes pour mettre ce droit en mouvement. »

Le défaut de consignation préalable des frais n'est donc pas pour le journaliste un motif suffisant de refus d'insertion.

¹ Pau, 12 mars 1892. S. sous cassat. 1852, 1, 604. En ce sens : Rouen, 13 décembre 1839, D. 47, 4, 390 ; Riom, 14 janvier 1844, D. 47, 2, 220. Metz, 23 mai 1850, D. 51, 2, 55. Paris, 16 mai 1850, D. 51, 5, 430. Toulouse, 20 juillet 1892, *Gaz. Palais*, 92, 2, 326, Cassat., 3 juin, 1892, D. 93, 1, 461.

IV. -- SANCTION DES OBLIGATIONS DU GÉRANT.

Nous avons déjà fait observer que l'obligation d'insérer la réponse, quoique établie en première ligne dans un intérêt privé, avait cependant un caractère d'ordre public. L'inexécution de cette obligation est en effet punie d'une amende. Depuis la loi de 1822, cette amende a toujours été de 50 à 500 francs. Elle est appliquée par le tribunal de police correctionnelle. Mais, on reconnaît généralement que cette infraction a le caractère d'une contravention, c'est-à-dire que la bonne foi ne saurait l'excuser.

Il importe, toutefois, de s'entendre sur ce point : l'intention de nuire n'est pas nécessaire ; un simple oubli, une simple négligence peuvent faire naître la responsabilité pénale du gérant. Mais encore faut-il, pour que l'infraction puisse se commettre, que le gérant ait eu connaissance de l'existence de la réponse. Son ignorance sur ce point écarterait l'existence de l'infraction, non pas à raison de sa bonne foi, mais bien parce que l'obligation même dont l'inexécution constitue le fait coupable n'aurait pas pu prendre naissance.

L'infraction punissable d'une amende existe non seulement lorsque la publication n'a pas eu lieu, mais aussi lorsque elle a été tardive ou irrég-

gulière. Si toutefois la réponse dépassait les limites que nous avons déterminées, si elle blessait l'intérêt d'un tiers, l'honneur du journaliste, ou si elle portait atteinte à la loi ou aux bonnes mœurs, le refus d'insertion ne saurait constituer une infraction, puisque l'obligation d'insérer elle-même n'existerait pas.

La poursuite pénale peut être intentée par l'intéressé; elle peut l'être aussi par le ministère public. La loi de 1881, dans son article 60, subordonne, en cas d'injure ou de calomnie, la poursuite du ministère public à la plainte de la personne diffamée ou injuriée. Rien de semblable ne se trouve dans la loi pour le refus d'insertion du droit de réponse. La répression de l'infraction résultant du défaut d'insertion peut donc émaner de l'initiative seule du ministère public. C'est le droit commun. Cependant, il est évident qu'une pareille initiative pourrait être dangereuse à la personne même dont la poursuite aurait pour objet de défendre les intérêts. Cette personne peut juger préférable de laisser tomber dans l'oubli la réponse qu'elle a adressée au journal, et il est certainement conforme à la pensée de la loi de lui laisser entière liberté d'appréciation sur la meilleure manière de défendre ses intérêts. Il ne faut pas que l'intervention intempestive ou inopportune du ministère public puisse lui porter préjudice, et, comme le

dit M. Barbier, « il y a lieu d'admettre au moins en fait, sinon en droit, que le ministère public ne devra jamais agir d'office. »

L'infraction punissable d'une amende de 50 à 500 francs résulte du défaut d'insertion de la réponse et non pas de l'article du journal qui a donné lieu à la réponse. Mais cet article lui-même peut donner ouverture à l'exercice de diverses actions pénales : actions en injure et en diffamation prévues par les articles 29 et suivants de la loi de 1881. Ces sont ces actions que vise l'art. 13 relatif au droit de réponse quand il réserve les autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu. Le sens de ce passage n'est pas douteux. La personne citée dans un article d'une façon injurieuse ou diffamatoire peut intenter, si elle le juge utile, les actions en injure ou en diffamation ; elle peut, si elle le préfère, user du droit de réponse. Elle a aussi le droit de se servir de ce double moyen si elle estime que l'insertion d'une réponse est insuffisante pour la défense de ses intérêts ou de son honneur ¹.

Si certain que soit ce troisième point, remarquons toutefois que l'article 13 s'exprime d'une façon inexacte quand il réserve « les autres peines et dom-

¹ Chassan, t. I, n° 954 ; Parant, p. 151 et 152 ; Dalloz, Rép. v° *Presse*, n° 353, Suppl., n° 340 ; Dutruc, n° 83

mages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu ». Par l'emploi du mot autres, l'article 13 semble donner à croire que l'amende de 50 à 500-francs est une peine punissant une infraction résultant de l'article provocateur, alors qu'elle se rapporte au contraire à un fait nécessairement postérieur : la non insertion, dans les conditions imposées par la loi, d'une réponse adressée au gérant par la personne désignée dans l'article.

La sanction de l'obligation d'insérer la réponse peut consister non seulement dans une condamnation pénale, mais aussi dans une condamnation à des dommages-intérêts. L'article 13, il est vrai, en parlant de dommages-intérêts, ne vise que ceux auxquels l'article provocateur lui-même peut avoir donné lieu, mais ce silence à l'égard d'une réparation civile pour refus d'insertion n'autorise pas une dérogation au droit commun. C'est d'ailleurs l'opinion unanime. La seule question qui pourrait s'élever est celle des conditions à remplir pour faire courir ces dommages-intérêts. En droit commun et d'après l'article 1146 du Code civil, une mise en demeure est nécessaire; on sait qu'il suffit au contraire pour que la sanction pénale du refus d'insertion soit encourue, que le fait de la connaissance de la réponse par le gérant soit démontré par un moyen quelconque. La même démonstration suffira-t-elle pour donner droit à une réparation

civile, ou faudra-t-il conformément à l'article 1146 que la réquisition d'insertion ait lieu par voie de sommation ? Nous sommes ici évidemment dans une matière exceptionnelle et on comprendrait une dérogation aux règles générales du Code civil. Cependant l'article 13 n'a nullement posé de principes spéciaux pour la réparation civile pouvant résulter de la non publication de la réponse. Il n'a pas même prévu cette réparation et l'on se trouve pour l'admettre obligé de s'en rapporter aux théories du droit commun. Il faut donc reconnaître en l'espèce la nécessité d'une sommation. Il est vrai que l'article 1146 apporte lui-même une exception au principe qu'il pose : « lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un temps qu'il a laissé passer ». Mais ce n'est pas pour un cas semblable que l'article 1146 établit une exception à la nécessité d'une interpellation. C'est dans l'hypothèse où le fait promis ne pourrait être matériellement ou utilement accompli que dans un certain délai désormais expiré, que les dommages-intérêts courent de plein droit. Or, ici l'insertion peut toujours avoir lieu matériellement après l'expiration du délai de trois jours; elle peut aussi dans le même délai avoir lieu utilement, car si l'utilité de la réponse dépend de sa rapidité, elle n'est cependant pas subordonnée en général à une question de quelques heures.

Il faudrait donc, semble-t-il, admettre la nécessité d'une sommation pour donner lieu à une réparation civile. La jurisprudence cependant n'a jamais exigé cette condition, et il faut d'ailleurs s'en féliciter au point de vue pratique. Comment les tribunaux ont-ils été amenés à consacrer cette solution ? Ce n'est point par une violation arbitraire de l'article 1146, mais bien par application de principes différents de ceux de l'article 1146 : les principes de la responsabilité délictuelle. L'inexécution d'une obligation donne lieu en général à la seule application des règles de la responsabilité contractuelle consignés dans l'article 1146. La jurisprudence admet cependant qu'il peut y avoir dans certains cas particuliers à la fois inexécution d'une obligation antérieure et délit ou quasi-délit civil. Elle applique alors les règles générales de la responsabilité délictuelle dont une des plus notables est précisément celle-ci : que les dommages-intérêts courent de plein droit.

C'est ce qui s'est produit dans notre hypothèse. L'inexécution de l'obligation d'insérer la réponse constitue une infraction pénale et de tous les cas où l'inexécution d'une obligation peut donner lieu au concours des règles de la responsabilité contractuelle et de la responsabilité délictuelle celui où l'inexécution de l'obligation constitue une infrac-

tion pénale, est assurément le moins contesté¹. La jurisprudence s'est donc inspirée naturellement de cette théorie dans notre espèce et il ne paraît pas, d'ailleurs, que l'application qu'elle en a fait ainsi ait jamais été contestée.

Mais il était important de signaler le caractère de la réparation civile accordée à la personne dont la réponse n'a point été insérée. Quoique octroyée à l'occasion de l'inexécution d'une obligation, c'est une réparation délictuelle et à ce titre soumise à toutes les règles qui régissent de semblables dommages-intérêts : absence de sommation, montant toujours équivalent au préjudice subi, exécution possible sur les biens dotaux si le gérant du journal condamné se trouve être une femme, etc.

La réparation civile prononcée à l'occasion d'un délit ou d'un quasi délit consiste le plus souvent en une indemnité pécuniaire. Ce n'est pas là cependant une règle absolue et il est admis que les tribunaux ont le droit de condamner à toute autre réparation plus efficace². Le meilleur mode de réparation consistera, en notre matière, dans la publicité donnée à la réponse ainsi qu'au jugement

¹ V. Aubry et Rau, t. IV, p. 755, n° 7; Demolombe, *Contrats et obligations*, t. VIII, n° 456; Labbé, sous Cassat., 23, novembre 1885, S. 86, 1, 1.

² V. Req. 6 décembre 1869, D. 71, 1, 56; Cassat., 9 août 1880, S. 81, 1, 358.

de condamnation. C'est, en effet, la mesure que les tribunaux ordonnent généralement sous une certaine astreinte par chaque jour de retard. Ils peuvent aussi ordonner l'insertion dans d'autres journaux aux frais du gérant, ainsi que l'affichage du jugement et de la réponse non insérée ¹.

Beaucoup mieux qu'une indemnité pécuniaire, ces divers modes de réparation sauvegarderont les intérêts et l'honneur de la personne désignée. Ils peuvent d'ailleurs être ordonnés aussi bien par le tribunal correctionnel saisi de la poursuite pénale que par le tribunal civil si la personne lésée a préféré user de cette voie.

L'article 63 de la loi de 1881 applique une prescription spéciale de trois mois pour toutes les actions publiques ou civiles résultant des crimes, délits et contraventions qu'elle prévoit. Cette prescription est aussi applicable aux diverses actions pénales ou privées pouvant résulter du défaut d'insertion ou de l'irrégularité d'insertion d'une réponse ou d'une rectification. La prescription part alors du dernier jour accordé par la loi au gérant pour la publication utile de la réponse ou rectification.

Mais quel tribunal sera compétent pour connaître soit de l'action civile, soit de l'action pénale

¹ Metz, 23 mai 1850, D. 51, 2, 55.

pour refus d'insertion de la réponse ? Il y a sur ce point un très grave désaccord entre la doctrine et la jurisprudence.

L'article 63 du Code d'instruction criminelle permet à la personne lésée de saisir de sa plainte soit le tribunal du lieu du délit, soit celui de la résidence du prévenu, soit celui du lieu où il pourra être trouvé. Le tribunal de la résidence du gérant et celui de son domicile seront donc incontestablement compétents en vertu de ce texte. Mais seront-ils les seuls compétents ? L'article 63 parle du tribunal du lieu du délit, il s'agit d'ici de savoir quel sera ce tribunal.

En matière de Presse c'est la publication qui constitue le délit : tout lieu dans lequel se sera effectuée la publication d'un écrit coupable constituera donc le lieu du délit puisqu'effectivement la publication incriminée s'y est produite. Nous nous trouverons donc en présence d'autant de tribunaux compétents que d'arrondissements où a pénétré le journal poursuivi. C'est la règle que la jurisprudence et la doctrine ont constamment appliquée à la poursuite pour diffamation ou injure. Faut-il aussi l'appliquer lorsque l'action pénale a pour cause le refus d'insertion d'une réponse ?

La jurisprudence est de cet avis. Mais le délit réprimé par l'article 13 consiste précisément dans le défaut de publication, comment donc affirmer

que le tribunal de tout arrondissement où le journal a pénétré est compétent *ratione loci* parce que la publication coupable s'y est produite ?

La jurisprudence y est parvenue à l'aide d'un double raisonnement. Un arrêt de la Cour de Cassation du 10 novembre 1883 ¹ proclame la compétence du tribunal de chaque arrondissement où la feuille est parvenue, parce que « le refus ou l'omission d'insertion de la rectification, dans le délai et suivant les formes déterminées par la loi, se rattache étroitement au délit même de publication qu'il continue ». Il est impossible d'accepter un pareil raisonnement. La publication d'un article contenant la désignation d'une personne ne constitue nécessairement aucun délit, comme le remarque avec infiniment de raison M. Barbier ², et à supposer même que l'article primitif renfermât une injure ou une diffamation, ce délit ne se trouverait nullement continué par l'omission d'insertion de la rectification, omission punie d'une peine tout à fait différente et dont la connaissance *ratione materiæ* peut appartenir à une juridiction autre que la juridiction compétente pour la répression de l'injure ou de la diffamation.

Aussi la Cour de Cassation a-t-elle modifié son

¹ Cassat., 10 novembre 1883, D. 84, 1, 370.

² T. 1, n. 158, p. 138.

argumentation première; « attendu, dit un arrêt du 14 février 1889, qu'en matière de Presse c'est la publication de l'écrit coupable qui constitue le délit; qu'il en est ainsi non seulement lorsqu'il s'agit non d'un délit de Presse ordinaire, mais de l'infraction spéciale prévue par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 résultant de l'omission par un journal d'une réponse à lui adressée en vertu de cet article; que l'infraction est constituée dans ce cas par la publication, dans le délai légal, d'un ou plusieurs numéros du journal ne contenant pas l'insertion requise, soit que cette insertion ait été entièrement omise soit qu'elle ait été faite à une place et dans des caractères autres que ceux déterminés par la loi ¹. » Ainsi le délit est constitué aux yeux de la Cour suprême par la publication des numéros qui ne contiennent pas la réponse. Cette formule est plus nette assurément que celle de 1883, mais nous la croyons également contraire à la vérité. Le délit ne résulte pas, en effet, de la publication, mais de la non publication. Cette non publication peut être constatée dans tous les lieux où parvient le journal attaqué, mais le délit qu'elle constitue n'est pas commis également dans tous ces endroits. Le gérant auquel on a fait parvenir

¹ Cassat., 14 février 1889, D. 90, 1, 186. Cf. Pau, 24 janvier 1883, D. 83, 2, 117. Cassat., 27 février 1885, D. 85, 1, 379.

une réponse a l'obligation légale d'en assurer l'insertion. Le délit constitue la sanction de cette obligation, mais dans quel lieu se commet ce délit ? Dans le lieu évidemment où se produit la résistance à l'obligation légale, c'est-à-dire dans le lieu du domicile du gérant. La majeure partie de la doctrine combat l'opinion de la jurisprudence ¹.

Il est dur à la vérité pour la personne désignée d'avoir à assigner le gérant au lieu de son domicile peut-être fort éloigné de l'endroit où elle se trouve elle-même. Il est assurément fâcheux pour elle que le procès échappe à la compétence du tribunal de la région où l'article a pu faire le plus de mal et c'est peut-être pour ces motifs que la jurisprudence a assimilé l'hypothèse de la non publication d'une réponse à celle d'une publication coupable. Mais au fond des choses il existe entre les deux cas une profonde différence. Ici, c'est le fait de la publication qui est punissable partout où il est constaté : là c'est l'inexécution d'une obligation légale. Que cette inexécution se rattache ou non à une publication, il n'y a qu'un lieu où puisse être commis le délit qu'elle constitue, c'est celui où cette inexécu-

¹ Cf. Barbier, t. I, p. 138, n. 158. Chassan, t. I, p. 665, n. 959. Schuermann, *Code de la Presse*, t. II, p. 369. *Contra* : Fabreguettes, t. I, n. 475. Loi 18 juin 1883, n. 143.

tion même a été voulue, c'est-à-dire le domicile du gérant.

Cette solution que nous donnons pour l'action pénale est vraie aussi d'ailleurs pour l'action civile intentée distinctement. C'est le tribunal du domicile du gérant qui sera encore compétent pour connaître de la poursuite.

ETUDE CRITIQUE DU DROIT DE RÉPONSE.

I

C'est de 1822 que date l'institution en France du droit de réponse. Il a été introduit depuis dans toutes les lois sur la Presse. Il a passé dans toutes les législations étrangères, même les plus récentes. La loi du 29 juillet 1881 l'a consacré à son tour avec plus de détails. Maintes fois la jurisprudence a reconnu son importance et assuré avec un soin jaloux son application. L'usage en est devenu populaire et quotidien et il est tellement entré dans les mœurs qu'en l'effaçant de nos lois on paraîtrait porter atteinte à un principe essentiel d'ordre public. Et, cependant, quels que soient ses avantages, quelles que soient les garanties qu'il offre aux citoyens dans une démocratie où ils peuvent être mêlés à chaque instant à un débat public, le droit de réponse a été l'objet de très vives critiques. Les unes sont d'ordre purement théoriques ; les autres concernent spécialement la conception du

législateur, français. Nous les examinerons successivement.

L'amendement Mestadier ne fut pas voté en 1822 sans discussion. Par la plus étrange des conséquences, c'est à la Chambre des Pairs, peu suspecte cependant de tendresse à l'égard de la Presse, qu'il donna lieu, de la part du duc de Broglie notamment, aux plus vives objections.

Mais les critiques qui furent alors adressées au Droit de Réponse étaient spéciales au projet. On a depuis élevé et généralisé la question et c'est l'institution même dans son principe et dans sa raison d'être qui a été attaquée. Le Droit de Réponse a été présenté comme une institution extraordinaire et monstrueuse portant atteinte à la fois à la liberté de la Presse et au droit de propriété, véritable expropriation partielle et momentanée contraire aux principes fondamentaux de notre droit et à laquelle rien autre ne ressemble dans nos lois. « C'est à coup sûr un droit exorbitant, dit M. Dareste¹ : Répondre à une attaque par la parole, par lettre ou par la voie de la presse est une faculté qui appartient à tout le monde contre tout le monde et qui n'a pas besoin d'être écrite par la loi. Mais répondre dans le journal même ou dans la revue qui a publié l'attaque; s'imposer au gérant comme ré-

¹ Dareste : *Le Droit de Réponse en matière de Presse* : Revue politique et parlementaire, 1899, t. XXII, p. 515.

dacteur obligatoire et gratuit et l'obliger à imprimer et à répandre une prose qui n'est généralement pas destinée à lui plaire, c'est là une représaille particulière dont la presse périodique a le privilège. Ni l'orateur, ni l'écrivain ni sauraient être contraints sur la réquisition d'un particulier de prononcer un autre discours ou de publier un second livre pour lui faire amende honorable. Le journaliste seul subit cette loi rigoureuse dont l'application peut le cas échéant causer une gêne à son industrie ou même jeter le discrédit sur sa personne ou son œuvre. La diffusion, l'influence de la presse périodique expliquent cette exception. Suffisent-elles pour la justifier ? »

Droit de représailles pour M. Dareste, le droit de réponse a pour d'autres le caractère d'une peine spéciale à la presse ; « c'est une peine mitigée, ce qui ne l'empêche pas d'être particulièrement grave et particulièrement préjudiciable aux publications qu'elle atteint ¹ ».

Et après avoir attaqué le droit de réponse dans son fondement, dans sa légitimité, on en vient à nier jusqu'à son utilité, jusqu'à son efficacité. Ou l'article auquel on répond, dit le criminaliste italien Ellero ², contient une imputation injurieuse,

¹ Maze, *Le droit de réponse*. Thèse, Paris, 1900, p. 8.

² Ellero, cité par Celso Grassi, *La legislazione Inglese sulla stampa*, p. 362.

et alors c'est à la loi pénale à en assurer la punition, à la loi civile à en procurer la réparation; ou bien, au contraire, il ne contient rien de semblable, et alors comment peut-il être besoin d'une réponse?

Nous aurons d'autant moins de peine à justifier de ces critiques le droit de réponse que les attaques dont il est l'objet ne viennent pas, comme le remarque avec finesse M. Celso Grassi¹, des journalistes eux-mêmes auxquels l'exercice de ce droit pourrait être lourd à supporter, mais bien, principalement, des juristes.

S'il faut juger un arbre à ses fruits et une institution à ses résultats, il est incontestable que l'idée du droit de réponse est une des plus heureuses des temps modernes.

On lui reproche d'être une atteinte au droit de propriété, de constituer un servage pour le journaliste, obligé chez lui et malgré lui de chanter les louanges de son adversaire. Remarquons d'abord que la personnalité même du journaliste ne saurait être mise en cause. Sa susceptibilité et sa dignité sont parfaitement ménagées. On ne lui demande pas, comme le dit M. Dareste, de faire amende honorable, de se dédire ou de présenter des excuses. Sa seule obligation sera de laisser parler l'adversaire, et ce n'est pas une obligation

¹ Celso Grassi, *loc. cit.*

bien pénible pour les personnes qui ont le cœur haut.

Quant à l'atteinte au droit de propriété, s'il est, aujourd'hui plus que jamais, un principe bien certain et bien reconnu, c'est que le droit de propriété n'est pas un droit un et toujours identique, mais qu'il est au contraire différemment organisé selon les besoins différents de la société. Il y a autant de droits distincts de propriété que d'objets distincts de ces droits. La propriété littéraire ou artistique n'est pas la même que la propriété ordinaire, et dans celle-ci même, la propriété mobilière n'est pas réglée de la même façon que la propriété immobilière. Le journaliste qui ne se tient pas dans le domaine intime de ses intérêts propres, mais dont l'effort tend essentiellement à sortir de son moi en agissant sur les actes d'autrui, en se servant des actes d'autrui, jouit d'une propriété particulièrement puissante et dangereuse dont la loi doit fixer les limites. Si le journal, si la revue n'appartiennent pas aux citoyens qui prétendent user du droit de réponse, il faut remarquer d'ailleurs que les actes et les paroles de ces citoyens, au moins quand ils n'agissent pas à titre de fonctionnaires ou de mandataires publics, n'appartiennent pas davantage au journaliste. « Le mur de la vie privée » mérite autant de respect que le mur de la propriété.

Si l'on va d'autre part au fond des choses, on est bien obligé de reconnaître qu'en l'absence de l'institution du droit de réponse, les tribunaux pourraient toujours imposer au journaliste, à titre de réparation civile d'une imputation préjudiciable, sans même qu'elle soit injurieuse ou diffamatoire, la publication d'une rétractation, d'une rectification, ou encore de leurs jugements. Et il est non moins incontestable que si, avant l'exercice de cette action en justice, le tribunal se trouvait en présence d'un article rectificatif émané du journaliste ou inséré de bonne volonté par le journaliste, il pourrait considérer la réparation ainsi obtenue comme suffisante. On en reviendrait de la sorte, par la force même des choses, à la pratique détournée, mais moins heureuse et plus compliquée du droit de réponse. Les journalistes de mauvaise foi seraient les seuls à se féliciter du silence de la loi.

Et ce que nous disons est tellement vrai et répond tellement à la réalité des faits que les choses se sont à peu près passées de la sorte en Angleterre, où le droit de réponse n'existe pas. D'après la section II du *Campbell's Libel act*, les propriétaires et éditeurs de journaux qui ont publié un *libel*¹ peuvent se libérer de la poursuite en offrant une certaine somme au plaignant ; mais il faut, pour jouir de

¹ La publication écrite punissable est ainsi appelée en Angleterre.

cet avantage, qu'ils démontrent leur bonne foi et l'offre qu'ils ont faite de publier des excuses satisfaisantes pour l'offensé. L'article 4 de la loi du 24 décembre 1888, prévoyant la publication du compte rendu d'un meeting, d'une séance d'un corps administratif ou d'une commission de la Chambre, accorde de même à ce compte rendu, s'il est exact et loyal, le privilège de l'immunité ; mais ce privilège cesse s'il est prouvé que le journaliste « a été requis d'insérer une lettre ou un exposé raisonnable contredisant ou expliquant les faits et qu'il a refusé ou négligé de s'y prêter ¹ ».

On dit que le droit de réponse est « une représaille particulière dont la presse périodique a le privilège », car ni l'orateur, ni l'écrivain ne sont tenus à semblable obligation. Cela est exact, mais cela est tout naturel. Il n'est pas possible d'abord de comparer la publicité de la presse, du journal acheté de tous et lu partout avec celle d'une réunion qui ne comprend nécessairement qu'un nombre limité de personnes ou avec celle d'un livre coûteux et qui ne peut s'adresser qu'à un public spécial. Les attaques du journal ont bien plus de retentissement que celles du livre ou de la parole et on comprendrait parfaitement une disposition spéciale à son égard, s'il n'était un autre motif de

¹ *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 226.

la différence dont on se plaint. Et ce motif est tout simplement celui-ci : si le droit de réponse tel qu'il est conçu pour la Presse n'existe pas à l'égard d'un discours ou d'un livre, c'est que, dans ces cas, il est ou impossible ou inutile. Il est impossible pour le livre parce qu'il ne trouverait pas l'organe où s'exercer, qu'il imposerait une charge infiniment trop lourde à l'auteur et que dans le cas même d'une seconde édition, il n'atteindrait pas le même public. Il est impossible pour la réunion publique, si elle n'est pas contradictoire à raison des mêmes motifs, et si elle est contradictoire il est inutile puisque l'intéressé a déjà eu les moyens de se faire entendre. Car le droit de réponse n'est pas autre chose que cela : le moyen de se faire entendre, de présenter la défense à ceux qui ont entendu l'attaque.

Tout cela est évident et non seulement le droit de réponse est un droit naturel et dont le fardeau n'est, dans la plupart des cas, pas onéreux pour la presse, mais il offre peut-être encore plus d'avantages aux journalistes qu'aux citoyens mêmes qui peuvent en faire usage. Si l'article est susceptible d'une répression pénale, dit M. Ellero, c'est à la justice à le punir, s'il ne contient aucune expression injurieuse, aucune imputation diffamatoire, pourquoi le droit de réponse ? Dans les deux cas, il est inutile.

Eh bien ! il nous semble que dans l'état actuel de nos mœurs la grande, l'incontestable utilité du droit de réponse est précisément d'éviter fréquemment ces déplorables procès en injure ou en diffamation. Le journaliste sincère et de bonne foi ne refusera pas d'accorder la parole à la personne mise en cause parce que la vérité dont il désire la manifestation, ressortira peut-être de ses explications. Et l'intéressé de son côté confiant dans son bon droit et satisfait d'avoir pu faire entendre sa protestation, laissant au public suffisamment éclairé désormais le soin d'apprécier et de juger, renoncera à une action en justice qui ne saurait profiter qu'aux amateurs, toujours nombreux il est vrai, d'affaires scandaleuses. Permettant aux uns de rétablir les faits ou de les expliquer, écartant des autres la menace d'une action en justice et d'une condamnation, évitant à tous les ennuis et les frais d'un procès, le droit de réponse donnera satisfaction à chacun sans imposer de charge trop lourde à personne. Où trouver une institution qui pourrait mettre en parallèle de semblables avantages ?

Est-ce à dire cependant que le droit de réponse tel qu'il a été conçu par le législateur français soit une œuvre complète et définitive, insusceptible de modifications ou de perfectionnements. Loin de nous cette pensée. Si la plupart des pays étran-

gers ont adopté le principe du droit de réponse, ils ne l'ont pas tous adopté dans les termes de l'article 13. Deux systèmes opposés se partagent à cet égard les législations européennes ; voyons en quoi ils consistent et quel est leur mérite respectif?

II

L'un d'eux est le système français. On le connaît. Il réside essentiellement dans cette idée que le droit de réponse appartient à toute personne pourvu qu'elle ait été nommée ou désignée dans le journal, quel que soit le motif, quelle que soit la nature, quelle que soit l'occasion de cette désignation. Elogieuse ou désagréable, fortuite ou préméditée, importante ou insignifiante, toute nomination ou désignation donne ouverture à l'exercice du droit de réponse sans qu'il y ait lieu d'en rechercher l'occasion, la nature ou l'intention. C'est un système excessivement large dont la seule limite consiste dans la nécessité pour la personne qui requiert l'insertion d'adresser une communication ayant le caractère direct ou au moins indirect d'une réponse, c'est-à-dire d'une rectification, d'une négation, d'une explication, etc., relative au fait rapporté ou à l'appréciation émise.

Fort libérale à l'égard des personnes désignées on comprend cependant qu'une pareille conception puisse apporter de singulières entraves à la profession de journaliste. Elle a donné lieu dès

son origine à de très énergiques critiques. Le duc de Broglie, lors de la discussion de la loi de 1822, en signala vivement les inconvénients. La Presse a son rôle dans notre société, et la loi qui le reconnaît doit lui permettre de le remplir. Elle se trouve dans la nécessité quotidienne de par sa nature et sa raison d'être de citer ou de désigner les personnes mêlées aux événements dont elle fait le récit ou qu'elle apprécie. Comment pourra-t-elle s'acquitter de sa tâche, atteindre son but, si la menace d'une réponse pouvant remplir plusieurs colonnes pèse constamment sur la moindre et la plus innocente de ses désignations ou de ses allusions ?

Cet inconvénient est encore plus sensible peut-être lorsque le journaliste fait œuvre de critique ou d'historien. Sa liberté d'appréciation, la sincérité de ses opinions peuvent se trouver singulièrement entravées par la crainte de provoquer les réponses de toutes les personnes qu'il croira nécessaire ou utile de désigner dans le courant de son étude. Si les citoyens ont des droits et des intérêts dont il faut assurer la protection, la Presse a aussi son utilité et son rôle, de nos jours plus que jamais. Il importe, après l'avoir délivrée des entraves gouvernementales, de ne pas lui imposer tant qu'elle n'abusera pas de ses droits, des chaînes qui pour être d'un autre genre n'en seront pas moins fort pesantes.

C'est pour tenir compte de ces considérations que la loi de l'Empire d'Allemagne du 7 mai 1874 sur la Presse, a limité beaucoup plus étroitement que la loi française l'exercice du droit de réponse. Ce droit n'est plus dans la loi allemande qu'un droit de rectification. En effet, le § 1 de l'article 11 de cette loi est ainsi conçu : « Le rédacteur responsable d'un imprimé périodique est tenu d'insérer sans interpolations, ni suppressions, les rectifications de faits dont les intéressés, autorités publiques ou simples particuliers, désirent l'insertion en tant que ces rectifications sont signées par celui qui les envoie, qu'elles ne contiennent rien de contraire à la loi pénale et qu'elles se bornent à des allégations de fait. »

La loi Autrichienne du 17 décembre 1862 complétée par une Nouvelle de 1868 avait déjà adopté la même idée, ainsi que la loi sur la Presse du 15 décembre 1837 pour le canton de Schaffouse et le Code Pénal du 30 janvier 1866 pour le canton de Berne. Depuis elle a été également consacrée par la loi Espagnole sur la Presse du 26 juillet 1883 ¹ (article 14), par la loi Serbe du

La loi du 8 janvier 1879 sur la Presse était tout autrement conçue : « Tout journal est obligé d'insérer dans un de ses trois premiers numéros qui suivent, toute communication à lui adressée par un particulier, un tribunal, une corporation ou une association autorisée par la loi, qui se croient

12/24 mars 1881 (article 11), par la loi du 12 décembre 1892 sur le régime de la Presse en Colombie.

C'est aussi ce système qui a failli être consacré en 1881 par la loi française. Dans le projet primitif le mot « rectification » figurait au texte à la place du mot « réponse » sans cependant qu'on paraisse s'être nettement rendu compte dans les travaux préparatoires du sens précis de ce mot, le rapporteur, M. Lisbonne, ayant plusieurs fois employé l'une pour l'autre l'expression réponse et l'expression rectification ¹.

On voit le trait caractéristique de la théorie allemande et la différence profonde qui la sépare du système français. Le droit de réponse n'est plus que le droit de rectifier un fait inexactement rapporté et matériellement erroné, et pour préciser encore sa portée, la loi ajoute que ce droit ne pourra s'exercer qu'au sujet d'allégations de faits.

Sans doute une telle faculté de rectification est

offensés ou à qui on attribue dans le journal des faits faux ou défigurés, à l'effet de défendre, de nier, rectifier, redresser ou expliquer les dits faits... » (article 11)

¹ La même faute n'a pas été commise en 1898 à propos d'une proposition de loi de M. Lavertujon sur le droit de réponse dont nous aurons bientôt à nous occuper. Le texte proposé par M. Lavertujon parlait de rectification et de réponse rectificative. On a effacé ces expressions dans les travaux préparatoires pour en revenir au mot de réponse.

précieuse pour les intérêts des citoyens et utile pour la manifestation de la vérité. Elle est néanmoins bien insuffisante. Ce n'est pas seulement par une imputation erronée ou mensongère qu'un journal peut nuire à l'honneur ou porter atteinte aux intérêts d'une personne, mais aussi par des commentaires hostiles ou des appréciations malveillantes. Or, dans le système allemand de pareilles attaques pourront se produire sans crainte d'une protestation ou d'une réfutation. L'injure, l'outrage même ne pourraient donner ouverture qu'à une sanction pénale plus ou moins facile à obtenir. C'est là une conséquence extrêmement fâcheuse pour les pauvres et les humbles surtout, pour les timides aussi, pour tous ceux qui n'osent ou ne peuvent pas, et auxquels le droit de réponse offre un moyen beaucoup plus accessible de défense.

A la vérité « l'allégation de fait » au sujet de laquelle peut s'exercer la rectification pourra être plus ou moins largement entendue. C'est une expression dont la jurisprudence pourrait étendre le sens selon les besoins de la pratique. « C'est ainsi, dit M. Maze, que toute appréciation de caractère, de conduite doit en principe être rejetée ; mais il est clair cependant qu'une appréciation de cette nature peut toujours se ramener à un fait¹. » Il n'en

¹ Maze : *Le Droit de réponse* p. 129.

est pas moins vrai qu'une pareille limitation donne au journal la faculté de tout dire et, comme il le voudra, pourvu qu'il ne tombe pas dans l'erreur ou le mensonge matériel.

Ce sont ces graves dangers qui furent signalés par M. Cunéo d'Ornano à la tribune française lors de la discussion de la loi de 1881 et qui déterminèrent dans le texte la substitution du mot réponse au mot rectification ¹.

Quels que soient les désavantages du droit de réponse large et souple, tel qu'il se trouve organisé dans la loi de 1881, ils nous paraissent donc moindres que les inconvénients du système rigide et étroit de la rectification. Un grand nombre de pays étrangers ont d'ailleurs adopté la théorie française : la Belgique par le Décret du 20 juillet 1831 (article 13) ²; l'Italie, par la loi du 26 mars 1848 ;

¹ Voici dans quels termes s'est exprimé M. Cunéo d'Ornano : « Le mot rectification semble indiquer que la réponse doit se borner au redressement d'un fait erroné ; mais il peut y avoir dans un article autre chose qu'une articulation de fait, il peut s'y trouver des réflexions, des considérations d'ordre purement moral qui touchent à l'honneur de la personne nommée ou désignée. Ne faut-il pas alors que cette personne ait droit non seulement à une simple rectification de fait mais à une réponse plus générale ? C'est pour cela que le mot réponse de l'ancienne législation me paraît meilleur et je demande qu'il soit rétabli dans la loi nouvelle. »

« Toute personne citée dans un journal soit nominativement, soit indirectement, aura le droit d'y faire insérer une

l'Égypte, par le décret du 26 novembre 1881 ; la Bulgarie, par la loi du 17/29 décembre 1887, article 11 ; le canton des Grisons, par loi du 13 juillet 1839 ; le canton de Vaud, par la loi de 1832 et par la loi toute récente du 12 février 1898¹.

réponse, pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres d'écriture ou le doublé de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée. Cette réponse sera insérée au plus tard le surlendemain du jour où elle aura été déposée aux bureaux du journal, à peine contre l'auteur de 20 florins d'amende par chaque jour de retard. » (Article 13, Décret du 10 juillet 1831, reproduit dans le Code pénal de 1867).

¹Voici le texte de cette loi que nous allons avoir très souvent à citer. Elle est intitulée : *Loi du 12 février 1898, modifiant celle du 26 décembre 1832 sur la presse en ce qui concerne le droit de réponse*.

Article 1. — L'éditeur, responsable de toute publication périodique dans laquelle une personne a été nommée ou désignée, est tenu, sur la réquisition de cette personne, d'insérer gratuitement la réponse de celle-ci dans l'un des deux plus prochains numéros, dès le jour de la réception de cette réponse.

La réponse doit être signée de son auteur, lequel est seul responsable de son contenu.

Article 2. — La réponse doit être insérée intégralement, sans suppressions, modifications ou interpolations, avec les mêmes caractères typographiques, dans la même partie de la publication, et d'une manière aussi lisible que l'article auquel elle se rapporte.

Article 3. — L'éditeur peut refuser l'insertion d'une réponse dont le contenu essentiel n'aurait pas de rapport direct ou immédiat avec les faits signalés dans l'article qui la motive.

Article 4. — Il peut aussi refuser l'insertion d'une réponse

Mais entre ces deux conceptions extrêmes de la réponse toujours possible ou de la rectification étroitement limitée, n'y a-t-il pas place pour une théorie intermédiaire ?

Nous voyons déjà apparaître cette théorie dans

injurieuse, diffamatoire, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, ou mettant en cause d'une façon malveillante une personne étrangère au débat.

Article 5. — L'éditeur peut refuser l'insertion de la réponse lorsque celle-ci dépasse un nombre de lignes double de celui dont se compose l'article qui la provoque.

Toutefois l'auteur de la réponse a droit à quinze lignes au minimum.

Les citations textuelles de l'article auquel on répond ne comptent pas dans la supputation du nombre de lignes auquel a droit l'auteur de la réponse.

Article 6. — Dans le cas où l'éditeur refuse l'insertion d'une réponse, il doit la conserver à la disposition du juge compétent mentionné à l'article 9 de la présente loi.

Il prévient l'intéressé de son refus par lettre chargée.

Le délai de 20 jours fixé à l'article 9 pour le dépôt de la plainte compte à partir du jour où l'intéressé a reçu notification de ce refus.

Article 7. — Si la personne visée veut répondre en une seule fois à des articles publiés dans plusieurs numéros successifs d'une publication périodique, sa réponse ne peut excéder le double de l'article le plus long.

Article 8. — Le droit de réponse doit être exercé sous peine de péremption dans un délai de 30 jours de l'article incriminé.

Toutefois, même après l'expiration du délai sus-indiqué, si la personne visée prouve qu'elle a ignoré la publication de l'article, ou n'a pu y répondre pour cause de maladie grave,

la proposition faite par Dulaure au Conseil des Cinq-Cents, dans la séance du 26 prairial an VII : « Tous propriétaires ou rédacteurs de journaux, ou d'ouvrages périodiques, quelle que soit sa dénomination, qui y auraient inséré un article atten-

d'absence ou d'autre empêchement dûment justifié, elle peut faire usage de son droit de réponse dans le délai de 20 jours de celui où l'empêchement a pris fin.

Article 9. — Toute plainte portée contre l'éditeur d'une publication périodique en vertu de la présente loi doit, sous peine de prescription de l'action pénale, être déposée en mains du juge compétent dans les 20 jours, dès la contravention.

Article 10. — Toute contestation entre l'éditeur et l'auteur de la réponse au sujet de l'insertion de celle-ci est jugée par le tribunal de police.

Si l'auteur de la réponse obtient gain de cause, le tribunal ordonne l'insertion de la réponse dans l'un des deux premiers numéros qui paraîtront dès le jour où le jugement deviendra définitif et condamne l'éditeur à une amende qui ne peut excéder 200 francs.

Dans les cas des articles 3 et 4, si la bonne foi de l'éditeur est établie, le tribunal se borne à ordonner l'insertion de la réponse.

Article 11. — Si l'éditeur n'insère pas la réponse en exécution du jugement, il est condamné à une amende qui ne peut excéder 1.000 francs.

Cette peine n'est prononcée par le tribunal de police que sur nouvelle plainte de l'intéressé portée sous peine de prescription de l'action pénale dans les 20 jours, dès le dernier jour utile accordé pour l'insertion de la réponse. Le tribunal ordonne en outre que la réponse sera aussi insérée dans un ou plusieurs journaux vaudois qu'il désigne, et cela aux frais

tatoire à la réputation d'un ou de plusieurs citoyens, seront tenus d'y insérer la réponse à cet article dans les cinq jours qui suivront la réception de ladite réponse. »

Nous la retrouvons dans l'amendement présenté à la Chambre des députés par M. Chabron de Solilhac lors de la discussion de la loi de 1819 : « Toute personne qui aura été *attaquée* ou *inculpée*

de l'éditeur qui a refusé sans droit de publier la réponse dans son journal.

Article 12. — Les dispositions de la présente loi sont sans préjudice aux réclamations en dommages-intérêts ni à la répression des délits que constituerait la publication de l'article incriminé.

Article 13. — Le droit de réponse appartient également aux personnes civiles et morales, aux corps constitués et à la famille d'une personne défunte, sous la réserve qu'il soit exercé par un représentant unique agissant en leur nom.

Article 14. — L'instruction de l'enquête a lieu conformément au Code de procédure pénale.

Le juge tente la conciliation dans le plus bref délai.

L'auteur de la réponse qui aurait déposé une plainte abusive peut être condamné aux frais.

Article 15. — Le droit de réponse à des articles publiés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sera prescrit dans le délai d'un mois dès l'entrée en vigueur de la loi. Est réservée la disposition de l'article 8, alinéa 2.

Article 16. — L'article 36 de la loi du 26 décembre 1832 sur la presse est abrogé.

Article 17. — Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur dès et y compris le 1^{er} mars 1898.

dans un journal, pourra adresser sa réponse au journaliste, qui sera tenu de l'insérer textuellement dans son prochain numéro. »

Et en 1822, à propos de la discussion de l'amendement Mestadier, M. le marquis de Bonnay, à la Chambre des Pairs, exprima le désir de trouver dans l'article projeté « une expression qui eût pour objet d'établir d'une manière précise que le droit de réponse n'est accordé qu'à l'individu désigné dans le journal d'une manière injurieuse ». Il déposa ensuite dans ce sens un amendement qui ne fut pas adopté. La loi Espagnole du 26 juillet 1883, tout en adoptant le système allemand, paraît aussi avoir fait place à cette conception, de même que la loi précédente du 8 janvier 1879, en obligeant le journal à insérer les réponses ou rectifications adressées à l'occasion d'articles contenant des outrages ou des faits faux ou faussés ¹ (article 14). L'article 37 de la nouvelle loi Portugaise sur la presse du 28 mai-7 juillet 1898 semble à son tour se rattacher à cette idée : « Tout périodique, dit-elle, est tenu d'insérer gratuitement dans le premier de ses numéros paraissant après la sommation :

« 1^o La défense des individus ou personnes mo-

¹ *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 447. Analyse de M. Feraud-Giraud.

rales qui auront été injuriés ou diffamés dans ce périodique, pourvu que la longueur de cette défense, imprimée en même caractère et en format égal à celui de l'article diffamatoire ou injurieux, ne dépasse pas le double dudit article et n'exige pas plus de mille lettres d'impression ;

« 2° Les démentis ou rectifications de l'autorité contre toute nouvelle publication reproduite par le périodique... »

C'est la théorie que paraît également avoir voulu consacrer la Cour de Rennes, malgré les termes si nets de la loi française dans un arrêt du 27 janvier 1868, que nous avons déjà eu l'occasion de citer : « Attendu, dit la Cour, que le droit de réponse suppose donc nécessairement qu'un acte quelconque de la vie d'un citoyen est l'objet de la part d'un journaliste, sinon d'une attaque formelle, du moins d'une divulgation faite sans droit, sans nécessité, sans intérêt pour le public, et que là où rien de semblable ne se rencontre, le droit de réponse n'existe pas ¹ ».

Ce système, qui peut se combiner avec le système de la rectification pure et simple, écarte les conséquences les plus regrettables du système allemand : celles qui refusent le droit à l'insertion lorsque l'article, quoique matériellement exact,

¹ Cour de Rennes, 27 janvier 1868, S. 68. 2. 69.

reposant sur un fait réel ou ne rappelant aucun fait, contient une attaque violente contre les personnes. Il paraît s'inspirer de la théorie anglaise du *libel*, ou au moins s'y rattacher. On sait en effet que le journaliste anglais prévenu d'avoir publié un *libel*, est autorisé à apporter la preuve des faits allégués et, par suite, à se disculper s'il parvient à démontrer que son article n'a pas été rédigé dans une intention malveillante, mais à un point de vue plus élevé d'ordre public général.

La limite que cette théorie apporte au droit de réponse aurait l'incontestable avantage de protéger dans une large et sage mesure les droits de la critique et de l'histoire et, à ce point de vue, nous en souhaitons vivement l'adoption par le législateur français. Mais plus généralement et en principe, nous préférons le système de la loi de 1881. Il y a une foule de manières habiles de mettre en doute l'honneur d'une personne ou de compromettre ses intérêts les plus chers sans tomber dans l'injure ou le mensonge. Allusions, insinuations, restrictions, réticences mêmes, les moyens et les formules ne manquent pas lorsque la perfidie et la mauvaise foi entrent en jeu. Dans ses applications les plus fréquentes le droit de réponse est peu onéreux pour la Presse. Sauf en matière de critique littéraire, artistique, scientifique ou encore d'appréciation historique, où il devrait se borner

à une rectification ou encore à la réplique à une injure, nous croyons qu'il faut en procurer entièrement la jouissance à tous les citoyens.

Si largement qu'on l'entende, il ne faut pas oublier d'ailleurs et c'est un point sur lequel il importe d'insister, parce qu'on en fait trop fréquemment abstraction, il ne faut pas oublier qu'il peut être assujéti à une double limitation. L'une, toute naturelle et découlant de sa nature même, consiste dans la nécessité où se trouve la personne qui requiert une insertion d'adresser une communication qui possède vraiment le caractère d'une réponse. Et c'est là une limitation très importante quoique tacite qui restreindra singulièrement le champ de l'insertion obligatoire et contraindra les tiers cités ou désignés à garder le silence quand ils n'auront rien à dire d'utile et de sérieux.

L'autre que nous ne croyons pas consacrée par le législateur français, mais qui est admise néanmoins par un certain nombre d'auteurs résiderait dans la nécessité pour l'auteur de la réponse de justifier d'un intérêt à l'insertion, intérêt largement entendu sans doute, moral aussi bien que pécuniaire, mais intérêt réel et sérieux cependant.

Nous croyons que cette double condition, en laissant au droit de réponse tout son effet utile, est de nature à empêcher tous les abus auxquels

pourrait donner lieu l'article 13 et qui paraissent exister beaucoup plus encore dans l'imagination des auteurs que dans la pratique.

Nous approuvons donc le principe sur lequel repose l'article 13 de la loi de 1881. Mais nous sommes bien éloignés cependant de considérer cet article comme parfait et surtout de le trouver complet. Ce qui frappe, en effet, dans sa rédaction, c'est beaucoup moins ce qui s'y trouve que ce qui ne s'y trouve pas. Eu égard à son importance et à la fréquence de ses applications, on peut vraiment dire que le droit de réponse n'a pas été organisé en France. Un seul point a fait l'objet d'une réglementation véritable : l'impression matérielle de la réponse et à cet égard même les précautions prises par le législateur sont bien loin d'être parfaites.

III

La première question qui aurait dû se présenter à la pensée des rédacteurs de la loi était celle des conditions de rédaction de la réponse. Que pourra dire la réponse et comment pourra-t-elle le dire ? Aura-t-elle le droit de mettre les tiers en cause, de rappeler leurs actes ou leurs paroles, d'apprécier leur attitude ou leur conduite ? Et si ce droit est reconnu, dans quels termes devra-t-elle s'exprimer à leur égard ? De même, lorsqu'il s'agira de la personne du journaliste ou d'une question d'ordre public, quelle mesure doit garder la réponse pour que son insertion demeure obligatoire ?

La préoccupation était tellement simple et naturelle qu'elle avait fait l'objet, lors de la discussion de 1822, des observations de M. de Broglie auxquelles nous savons comment le Garde des Sceaux a répondu.

Il résultait de ces explications que l'obligation d'insérer la réponse disparaissait dans le cas où cette réponse constituait un acte délictueux. Explication insuffisante et qui éludait la difficulté dans les hypothèses les plus délicates. Nous avons vu

de quelle manière, avec quelle persévérance et quel esprit de suite la jurisprudence poussée par la force même des choses a élargi la théorie du Garde des Sceaux de 1822, en l'étendant aux cas où le simple intérêt des tiers, où l'honneur du journaliste, où les lois et les bonnes mœurs se trouveraient blessés. Cette triple limitation est parfaitement équitable. Il est regrettable que le législateur de 1881 n'ait pas cru devoir lui accorder la consécration législative. Dans un amendement qu'il présenta à la Chambre et qui fut repoussé, M. Souvignes s'était préoccupé de la difficulté. Il la tranchait de la façon suivante : « Elle (l'insertion) ne pourra être refusée que dans le cas où la réponse, rectification ou réplique contiendrait quelque injure ou diffamation à l'égard de tiers, sauf à reconnaître au journaliste le droit de poursuivre à son tour l'auteur des injures ou calomnies qui seraient contenues à son égard dans la réponse ou réplique rendue publique par son insertion dans le journal en cause. » Quoiqu'incomplète, quoique ne tenant pas un compte suffisant de l'honneur du journaliste cette proposition avait au moins l'incontestable mérite de mettre en évidence la difficulté.

La loi Allemande du 7 mai 1874 dans son article 11 n'a pas gardé le même silence que le législateur français. Elle a exigé que la réponse ne contint

rien de contraire à la loi pénale. Cette disposition rappelle les explications données en 1822 par le Garde des Sceaux et que nous avons jugées insuffisantes. Remarquons seulement que le droit de réponse, se bornant en Allemagne au droit de rectification, la même latitude et par suite les mêmes dangers qu'en France n'existent pas.

La loi Serbe du 12/24 mars 1881 est plus complète. « Les rectifications, dit-elle, ne pourront s'appliquer qu'au sujet qu'elles ont pour but de rectifier ; de plus elles devront être écrites en termes convenables et ne rien contenir qui soit défendu par la loi ; dans le cas contraire le gérant ne sera pas tenu d'y faire droit. »

La loi Bulgare du 17/29 décembre 1887 exige de même une rédaction en termes convenables (article 11).

La loi du 12 février 1898 pour le canton de Vaud nous paraît seule entièrement satisfaisante. Les articles 3 et 4 sont ainsi conçus :

Article 3: « L'éditeur peut refuser l'insertion d'une réponse dont le contenu essentiel n'aurait pas de rapport direct ou immédiat avec les faits signalés dans l'article qui la motive. »

Article 4 : « Il peut aussi refuser l'insertion d'une réponse injurieuse, diffamatoire, contraire aux lois et aux bonnes mœurs ou mettant en cause d'une façon malveillante une personne étrangère au débat. »

C'est en somme la consécration de la jurisprudence française.

Même en supposant expressément déterminées les limites dans lesquelles devra se renfermer la rédaction de la réponse, la difficulté n'est pas entièrement résolue. Plus d'une fois, en effet, il sera délicat d'apprécier si ces limites n'ont pas été dépassées, si telle expression ou telle allégation porte ou non atteinte à l'intérêt des tiers, à la loi ou aux bonnes mœurs. Qu'il accorde l'insertion ou qu'il la refuse, le gérant de bonne foi voit alors sa responsabilité engagée soit vis-à-vis de l'auteur de la réponse, soit vis-à-vis des tiers. Le projet de la loi Allemande de 1874 contenait une disposition spéciale à cette situation : « Si le rédacteur a des doutes sur l'obligation d'insérer une rectification qui lui a été envoyée, il peut provoquer dans les vingt-quatre heures de l'envoi une décision judiciaire à cet égard. Celle-ci est rendue sans délai sur le vu de l'article à rectifier et de la rectification sans autre audition des parties et communiquée par écrit tant à celui qui a envoyé la rectification qu'au rédacteur. Il n'y a pas de recours contre cette décision. Les Tribunaux compétents sont déterminés par l'autorité centrale de chaque État de la Confédération ¹. »

¹ Un amendement du docteur Bamberger donnait en pareil cas au rédacteur le droit de porter ses doutes à la

Cette partie fut rejetée, mais elle a laissé une trace dans l'article 11 de la loi Serbe de 1881 : « Si le tribunal, dit cet article 11, est d'avis que le plaignant est dans son droit, mais que le gérant est de bonne foi et ne pouvait douter de la véracité du fait incriminé, il ne prononcera pas d'autre peine contre le gérant que celle d'insérer sans faute la rectification ¹. »

La loi Vaudoise du 12 février 1898 dit également dans son article 10 *in fine* : « Dans les cas des articles 3 et 4, si la bonne foi de l'éditeur est établie, le tribunal se borne à ordonner l'insertion de la réponse. »

Notre législation, croyons-nous, gagnerait en équité à adopter pareille disposition modifiée dans des termes qui s'harmoniseraient avec notre système de réponse. S'il faut garantir le respect des tiers cités dans un journal, il convient aussi de tenir compte de la bonne foi du journaliste lorsqu'elle est évidente.

Nous avons vu qu'un effort dans ce sens a été tenté

connaissance du public dans le premier numéro à paraître. C'était à l'auteur de la communication qu'incombait alors le soin de provoquer la décision judiciaire. Cf. *Annuaire de Législation Étrangère*, 1874, p. 82, note.

¹ La loi du 12 décembre 1896, pour la Colombie, permet d'en référer au gouverneur de la circonscription si la réponse a un caractère agressif. V. *Annuaire de Législation Étrangère*, 1898, p. 802.

par la doctrine au moins en ce qui concerne le droit de rectification. La théorie des auteurs qui soutiennent que la pénalité de l'article 12 n'a pas le caractère d'une contravention aboutit, en effet, à l'acquittement des gérants de bonne foi ; nous ne croyons malheureusement pas que la loi française autorise une semblable interprétation. ¹

¹ Il reste toujours aux Tribunaux Français le droit de faire bénéficier le gérant de bonne foi de la loi Béranger dont on admet généralement l'application aux faits de Presse.

IV

Une autre question importante a été laissée de côté par le législateur de 1881. Elle est relative à la représentation des personnes incapables ou décédées.

De graves controverses se sont élevées au sujet de l'exercice du droit de réponse par les héritiers de la personne décédée. Les termes exprès de « personne nommée ou désignée » peuvent, d'autre part, élever quelque obstacle à l'exercice du droit de réponse par le père ou le tuteur au profit de l'incapable, par le mari au nom de sa femme.

Au père, au tuteur et au mari non séparé de corps la loi aurait dû exclusivement accorder l'exercice du droit de réponse.

La question est infiniment plus délicate en ce qui concerne le droit de réponse revendiqué par les descendants ou héritiers au nom d'une personne décédée. Elle est délicate parce qu'elle contient à la fois une question de droit et une question de fait. Au point de vue du droit la difficulté vient de la présence et du conflit non seulement

d'intérêts privés mais aussi d'un intérêt public de premier ordre : l'intérêt de l'histoire.

On pourrait peut-être concilier tous les droits en admettant l'exercice du droit de réponse intégral pendant un certain temps après la mort de la personne dont les actes se trouvent mis en cause. Cette période écoulée, l'histoire s'emparerait en souveraine de la personnalité et des actes du défunt. Le droit de réponse n'existerait plus que dans les hypothèses où l'action en injure ou en diffamation resterait elle-même possible c'est-à-dire, aux termes de l'article 34 *in fine*, lorsqu'on aurait eu l'intention en attaquant le défunt de porter aussi « atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants ». Il y aurait ici quelque chose de semblable au droit de propriété littéraire ou artistique qui persiste un certain temps après le décès de l'auteur et cette combinaison nous paraîtrait suffisamment concilier les intérêts des héritiers les plus rapprochés du défunt, de ceux par conséquent dont la susceptibilité est la plus digne de respect, et de l'histoire qui recouvrerait son entière liberté lorsqu'elle aurait le recul nécessaire pour s'élever au-dessus des passions et juger impartialement les hommes et les choses.

Réduire même au lendemain du décès, le droit de réponse aux erreurs ou aux violences, comme nous l'admettons pour la critique litté-

raire ou artistique, nous paraîtrait tout à fait injuste et insuffisant parce que le sentiment de respect et d'affection que nous avons pour les morts est chose trop sacrée pour ne pas être énergiquement protégée et que d'autre part l'homme est beaucoup plus sensible à la critique des actes mêmes et surtout peut-être des actes de ses ancêtres rapprochés, qu'à celle de ses théories ou de ses propres œuvres.

Mais la difficulté de droit écartée, reste la difficulté de fait et elle est beaucoup plus embarrassante à résoudre. Le plus souvent il existera plusieurs descendants du défunt n'ayant pas les mêmes opinions, les mêmes idées, la même façon de juger et prétendant chacun user du droit de réponse pour exprimer sa pensée personnelle. S'ils revendiquent tous le droit de réponse quelle sera exactement l'obligation du journaliste ? Le droit de réponse n'appartiendra qu'aux héritiers les plus rapprochés : soit, mais à égalité de degré, les intéressés auront-ils égalité de droit ? Pourront-ils chacun pour leur compte et individuellement réclamer l'insertion ou le journaliste pourra-t-il exiger d'eux une seule réponse collective ? Et d'autre part, l'épouse survivante du défunt, celle qui a porté et qui porte encore son nom, qui l'a conseillé, aidé, encouragé toute sa vie et dans les actes mêmes peut-être qui font l'objet de l'article

du journal, sera-t-elle sous prétexte qu'elle n'est pas héritière condamnée au plus douloureux silence ?

Quelle que soit la solution adoptée, elle présente de graves inconvénients. Peut-être la meilleure manière de concilier tous les droits serait-elle de prendre un moyen terme et d'accorder le droit de réponse à l'époux survivant d'une part et d'autre part aux descendants les plus rapprochés qui seraient encore porteurs du nom. Chacun de ces descendants aurait-il est vrai, un droit individuel d'insertion, mais leur nombre, surtout si l'on songe que cette faculté de réponse ne s'exercera que pendant un certain temps après le décès, ne représentera pas pour le journaliste une quantité trop grande d'insertions. Il est en outre probable que plusieurs ayants-droit auront le même sentiment et par suite se trouveront satisfaits par la réponse d'un seul d'entre eux.

La loi Espagnole en déterminant dans son article 15 les personnes qui pourront requérir la publication d'une réponse, a résolu ici la question de droit, mais elle ne donne qu'une solution incertaine à la question de fait. Les époux, pères, fils, frères de la personne attaquée peuvent adresser une réponse en cas d'absence ou d'impossibilité d'agir de cette dernière ou en vertu d'un pouvoir spécial. Si la personne attaquée est décédée le

droit appartient tant aux personnes sus-désignées qu'aux héritiers. C'est beaucoup de personnes à la fois et la loi ne nous dit pas si elles exerceront leur droit collectivement ou individuellement. Il serait curieux de savoir, d'ailleurs, comment les choses se passent dans la pratique et si les droits ou la mémoire de la personne attaquée éprouvent plus de bien que de mal de l'existence d'un si grand nombre de défenseurs.

Il est, en revanche, dans la loi Espagnole une autre disposition qu'il serait fort désirable de voir introduire expressément dans la législation française. La loi Espagnole prévoit parmi les personnes qui peuvent user du droit de réponse, les corporations à côté des simples particuliers et des dépositaires de l'autorité publique¹. Nous avons vu qu'en l'absence de texte formel, l'exercice du droit de réponse par les groupements ou associations non revêtus de la personnalité civile ou par leurs représentants n'était pas sans soulever de graves objections. Il serait bon que la question fût résolue législativement dans un sens favorable à ces associations.

La loi du 12 février 1898 pour le canton de Vaud s'est également occupée dans son article 13 du droit

¹ « *Tout établissement privé ou tout particulier* » dit de même la loi bulgare 17/29 décembre 1887.

de réponse revendiqué par une personne morale ou les héritiers d'une personne décédée : « Le droit de réponse appartient également aux personnes civiles et morales, aux corps constitués, et à la famille d'une personne défunte sous la réserve qu'il soit exercé par un représentant unique agissant en leur nom. » Mais cet article ne paraît pas résoudre la question de savoir si le droit de réponse appartient aux collectivités qui sont privées de la personnalité civile proprement dite. Il donne d'autre part sur l'exercice du droit de réponse au nom d'une personne décédée la solution contraire à celle de la loi espagnole. Il est à craindre que ce système tout entier favorable au journaliste qui exige l'union des intéressés pour la désignation d'un représentant unique n'aboutisse fréquemment à la suppression du droit de réponse par suite du désaccord des héritiers.

V

Nous en arrivons maintenant à l'étude des questions matérielles de publication de la réponse. Nous savons que ce sont celles dont le législateur français s'est occupé avec le plus de détails, parce qu'elles avaient donné lieu antérieurement à certaines difficultés. La pratique a révélé cependant bien des lacunes sur ce point dans la loi de 1881 et une proposition de loi déjà votée par la Chambre et actuellement soumise au Sénat, est destinée au moins en partie à les faire disparaître. Nous allons avoir à en étudier les dispositions.

Le gérant est bien obligé aux termes de l'article 13 d'insérer la réponse à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée mais quelque excellente que soit cette mesure elle n'est pas cependant suffisante pour permettre à la personne désignée de « combattre dans la lice à armes égales ». Il faudrait que la loi imposât au moins au journaliste le devoir de publier la réponse d'un seul contexte, sans mélange d'annotations, d'observations ou d'interpolations de nature à en rompre la trame ou à en atténuer le sens. Sans

doute, nous savons que la jurisprudence, même en l'état actuel des textes exige cette condition d'insertion ¹, comme elle exigeait jadis sous l'empire de la loi de 1822 et malgré le silence de cette loi la publication de la réponse en même place et en mêmes caractères. Mais il serait utile que la loi consacrat cette jurisprudence comme elle a consacré la jurisprudence relative à la place et aux caractères. C'est ce qu'a fait la loi allemande du 7 mai 1874 et l'article 2 de la loi Vaudoise du 12 février 1898.

Certains auteurs vont même encore plus loin et demandent que le journaliste soit tenu de s'abstenir de commentaires sur la réponse dans le numéro même qui la contient. « Les lecteurs d'un journal, dit M. Paccaud ², restent au moins un jour sous l'impression des attaques qu'il dirige contre une personne. N'est-il pas juste que ces mêmes personnes restent également un jour sous l'impression de la réponse ?... D'ailleurs, la personne qui répond est toujours obligée de consacrer quelques lignes à résumer l'attaque afin de se faire comprendre. Le journaliste est dans une situation bien plus favorable : quelques lignes au bas de la réplique sont bien vite écrites. Il peut

¹ Cf. Douai 13 novembre 1895, S. 96, 2, 148, et les arrêts y rapportés.

² Paccaud, *Le régime de la Presse en Europe et aux États-Unis*, p. 312.

donc mettre celui qu'il attaque dans l'impossibilité de répondre à son aise, sans dépasser les limites tracées par la loi.

« Dans ces conditions, la partie n'est pas égale : tout l'avantage est du côté de l'agresseur. Pour rétablir l'égalité, il faut interdire au journaliste la faculté de s'expliquer dans le même numéro que celui qui contient la réponse sous peine d'amende.

« Il en résulterait d'ailleurs une diminution de la durée des polémiques, car il est à présumer que souvent un jour de réflexion amènera le journaliste à s'en tenir là. »

Un député, M. Ackermann, avait proposé, dès la discussion de la loi allemande de 1874 sur la presse, d'ajouter la disposition suivante au texte de l'article 11 : « sans observations ni commentaires ». Son amendement fut repoussé avec juste raison à notre avis, car il serait vraiment excessif d'imposer au journaliste une semblable obligation. Le contraindre à laisser parler son adversaire est bien, mais on ne peut ensuite le réduire au silence.

La proposition de loi votée par la Chambre et dont nous venons de parler ne contient d'ailleurs aucune mesure nouvelle à cet égard. On y trouve en revanche des solutions nouvelles sur d'autres questions de publication matérielle de la réponse qui ont paru présenter beaucoup plus d'intérêt. Voici dans quelles conditions ces modifications à

la loi de 1881 ont été réclamées d'abord et votées ensuite.

Une proposition de loi relative au droit de réponse fut déposée le 4 décembre 1897 par M. Flandin sur le bureau de Chambre des députés ¹. Cette proposition fut soumise le 15 décembre de la même année à l'examen du Comité de la presse départementale républicaine, et sur les observations de ce Comité une autre proposition de loi a été déposée à la Chambre des députés le 23 décembre 1897 par M. Lavertujon ². La proposition Flandin fit l'objet d'un rapport de M. Odilon-Barrot, déposé le 15 janvier 1898 sur le bureau de la Chambre, mais c'est dans ses grandes lignes le texte de M. Lavertujon qui fut voté par la Chambre le 31 mars 1898 et fit ensuite la matière d'un rapport de M. Thézard au Sénat.

La proposition Flandin s'est surtout préoccupée de l'organisation du droit de réponse pendant la période électorale ³. Le caractère de toutes les me-

¹ Annexe à la séance du 4 décembre 1897. *Journal officiel*, Annexes, Chambre, n° 2874. Session extraordinaire, p. 264.

² Annexe à la séance du 23 décembre 1897. *Journal officiel*, Annexes, Chambre n° 2936. Session extraordinaire, p. 333.

³ « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé soit à l'expéditeur s'il se présente en personne, soit à son fondé de pouvoir muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre

sures prises par le législateur pour assurer la sincérité et la liberté de la lutte électorale doit être l'urgence. Le droit de réponse tel qu'il est réglementé par l'article 13 ne fonctionne pas en période électorale avec une rapidité suffisante. Le délai de trois jours pour l'insertion de la réponse, la lon-

recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en est pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur du dit article. Si elles le dépassent le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires.

« Pendant la période électorale le délai de trois jours prévu par le § 1^{er} du présent article sera réduit à vingt-quatre heures pour les journaux quotidiens.

« Le délai de citation du refus d'insertion sera de vingt-quatre heures sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

« Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines sans préjudice de l'action en dommages-intérêts le fait de publier une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire. »

gueur de la procédure à suivre en cas de refus de publication, l'effet suspensif de l'appel retarderont tellement la publication de la réponse du candidat « que l'élection sera depuis longtemps accomplie avant qu'il ait pu obtenir de l'action régulière de la justice l'insertion obligatoire d'une réponse rectificative. » En conséquence, s'inspirant de l'article 60 de la loi de 1881 qui réduit à vingt-quatre heures en période électorale le délai de citation pour diffamation ou injure à l'égard du candidat, M. Flandin demandait que le délai d'insertion de la réponse fût de vingt-quatre heures en période électorale, que le délai de citation fût également ramené à vingt-quatre heures et qu'il fût même supprimé pendant les trois jours qui précéderont le scrutin pendant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure, que le Tribunal enfin pût ordonner l'exécution provisoire sur minute nonobstant opposition ou appel. Deux dispositions d'ordre plus général étaient en outre contenues dans cette proposition : l'une obligeant le gérant à recevoir la réponse des mains de l'intéressé lui-même ou de son fondé de pouvoir ou encore de l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée ; l'autre assimilant au refus d'insertion le fait de publier une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire.

Le rapport fait à la Chambre par M. Odilon-Barrot approuva ces modifications, sauf cependant en ce qui concerne le droit pour le Tribunal d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant opposition ou appel. « Nous acceptons, dit M. Odilon-Barrot, cette distinction en principe parce qu'elle assurera l'exécution de celle qui la précède. Cependant une distinction nous paraît nécessaire. Dans bien des cas et même le plus souvent le jugement ordonnant l'insertion contiendra une sanction pénale. Il est difficile d'admettre que la voie de l'opposition ou de l'appel ne soit pas, en ce qui la concerne, ouverte au journal condamné. Si vous n'admettez pas cette distinction, vous édicterez une loi d'exception et non pas une loi d'équité. Nous pensons pour cette raison que la proposition de nos collègues doit être accueillie sous la réserve que la décision du tribunal ordonnant l'exécution sur minute et nonobstant opposition ou appel ne pourra viser que ce qui sera relatif à l'insertion de la réponse. »

En outre l'occasion ayant paru bonne de limiter l'étendue de la réponse qui pourrait quelquefois par mauvaise foi et calcul se trouver hors de proportion avec l'article, la Commission décida que « les réponses ne devront pas dépasser le double de la longueur dudit article ou la valeur de cinquante lignes du journal lorsque l'article auquel

il sera répondu aura moins de vingt-cinq lignes. »

M. Odilon-Barrot concluait donc à l'adoption de la proposition Flandin, ainsi modifiée et complétée, la proposition « de nature à concilier tous les intérêts et à répondre aux sentiments de justice dont notre législation doit s'inspirer en toute circonstance et notamment en matière de presse ».

Le Comité de la Presse Républicaine départementale qui s'était réuni entre temps pour examiner le texte de M. Flandin, avait également approuvé et adopté en principe l'idée de réduire le délai et d'accélérer la procédure en période électorale. Mais il dirigea contre la proposition des critiques diverses.

Tout en approuvant la faculté laissée désormais à la personne mise en cause d'user ou de ne pas user de l'intermédiaire d'un officier ministériel, il protesta d'abord contre le droit que lui reconnaissait la proposition de pénétrer dans les bureaux de la rédaction pour remettre lui-même la réponse. « Comment autoriser, dit-il, une pareille violation de domicile et d'autre part comment ne pas apercevoir qu'il y aurait là surtout en période électorale où les esprits sont surexcités une occasion d'altercations et de violences extrêmement regrettables ? »

Le Comité désapprouva en deuxième lieu non plus le mode de remise de la réponse, mais le mo-

ment fixé pour cette remise. L'impression dans les vingt-quatre heures pourrait être pour le journal une cause de travail supplémentaire et de préjudice qu'on ne saurait lui imposer à moins d'exiger la remise de la réponse huit heures au moins avant le tirage.

Le Comité demandait en troisième lieu que l'insertion de la réponse ne soit obligatoire, lorsque le journal aura des éditions locales différentes, que dans le département ou la circonscription où l'article provoquant la réponse aura été publié.

En ce qui concerne enfin l'étendue de la réponse, il exprima le désir qu'elle soit limitée au double de la partie de l'article intéressant la personne sans qu'on puisse exiger un supplément d'insertion moyennant le paiement du tarif, et sous réserve toutefois d'un maximum de cinquante lignes. C'était un vœu conforme à la modification apportée par la Commission de la Chambre au texte de M. Flandin avec cette différence toutefois que le Comité avait cru devoir préciser que la proportion de la réponse se mesurerait seulement sur la partie de l'article concernant l'intéressé.

C'est en tenant compte de ces critiques que M. Lavertujon déposa, le 23 décembre 1897, sa proposition de loi¹. Ce fut ce texte, cependant

¹ Avant d'être modifié voici comment était conçu le texte

modifié sur plusieurs points très importants, qui fut voté à la Chambre des députés dans la séance du 31 mars 1898, et voici, d'après ce vote de la Chambre, quelle serait la rédaction du nouvel article 13 : « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de sa réception, constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé à l'agent des postes ou au porteur, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de

du projet de M. Lavertujon : « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé, délivré soit au fondé de pouvoirs de l'expéditeur muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours. la réponse rectificative de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Cette réponse sera gratuite mais elle ne pourra pas dépasser le double de la partie de l'article consacrée à la personne qui réclamera une rectification. Toutefois celui qui usera du droit de réponse pourra exiger un minimum de cinquante lignes.

« Pendant la période électorale le délai de trois jours prévu par le § 1^{er} du présent article sera pour les journaux quotidiens réduite à vingt-quatre heures à la condition que la réponse sera remise huit heures avant le tirage du journal dans lequel elle

toute personne nommée ou désignée depuis moins de trois mois dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

« Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

« Cetteréponse ¹ sera gratuite, mais elle ne pourra

devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet l'heure habituelle à laquelle pendant cette période il entend fixer le tirage de son journal.

Le délai de citation sur refus d'insertion sera de vingt-quatre heures sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

La réponse rectificative ne sera exigible que dans la ou les éditions où aura paru l'attaque.

Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines sans préjudice de l'action en dommages-intérêts le fait de publier dans la même circonscription électorale où l'article aurait paru, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire. — Proposition Lavertujon. Cf. *Journal officiel*, Annexes, Chambre, n° 2936. Session extraordinaire, p. 333.

¹ On sait que le texte voté à la Chambre a déjà fait l'objet d'un rapport de M. Thezard au Sénat. Le texte proposé au Sénat

pas dépasser le double de la partie de l'article s'appliquant au réclamant. Toutefois, celui qui usera du droit de réponse pourra exiger un minimum de cinquante lignes ¹.

« Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par le § 1 sera, pour les journaux quotidiens, réduit à 24 heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage ² du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet l'heure habituelle à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage ³ du journal.

« Le délai de citation sur refus d'insertion sera de 24 heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

« Le tribunal ⁴ pourra décider que le jugement

est un peu différent de celui-ci [adopté par la Chambre. Au lieu de l'expression : cette réponse, il porte le mot : « Elle ».

¹ Le texte proposé au Sénat contient ici un paragraphe ainsi conçu : « Le temps accordé pour la réponse sera porté à six mois si au moment de la publication la personne nommée ou désignée dans un journal publié en France se trouvait à l'étranger ou aux colonies ou si réciproquement elle se trouvait hors de la colonie où l'article a été publié. »

² Le texte proposé au Sénat porte : « la mise sous presse ».

³ Le texte proposé au Sénat porte : « la mise sous presse ».

⁴ Le texte proposé au Sénat porte : « Le Tribunal pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécu-

ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne seulement cette insertion, sera exécutoire nonobstant opposition ou appel,

« La réponse ne sera exigible que dans la ou les éditions où a paru l'attaque.

« Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, le fait de publier dans la même circonscription électorale où l'article aura paru, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant du journal était tenu de reproduire. »

S'il faut émettre une appréciation sur ce texte, nous reconnaitrons que son adoption constituerait un progrès très appréciable dont on doit souhaiter la prochaine réalisation. Il ne sera pas nécessaire, d'ailleurs, d'insister longuement pour faire comprendre la valeur des mesures nouvelles¹.

En l'absence d'un texte spécial la faculté d'adresser une réponse à un journal se prescrit seulement sous le régime de la loi de 1881 par l'expiration du délai de 30 ans. L'efficacité du droit de réponse

toire sur minute nonobstant opposition ou appel mais en ce qui concerne seulement cette insertion. »

¹ Il faut aussi louer la Commission d'avoir fait disparaître du texte soumis à la Chambre les mots malheureux ou inconsiderés de « réponse rectificative », « rectification » qui se trouvaient dans la proposition Lavertujon et qui auraient complètement transformé la nature du droit de réponse.

étant subordonnée à un prompt exercice, on peut vraiment dire qu'il y a ici absence de prescription beaucoup plus que longue prescription. Les législations les plus récentes tenant compte des nécessités du journalisme et des conditions d'utilité du droit de réponse lui assignent une assez courte prescription. L'article 8 de la loi Vaudoise de 1898 exige que la réponse soit adressée dans les trente jours qui suivent l'article incriminé. Le texte français est plus large : il accorde à l'intéressé un délai de trois mois. Nous préférons cette disposition : elle nous paraît plus équitable et présente en outre l'avantage spécial à notre législation de faire cadrer la prescription du droit de réponse avec la prescription de l'action pénale en injure et en diffamation (article 65). Un pareil délai cependant, si justifié qu'il soit dans la majorité des cas, se trouverait insuffisant dans l'hypothèse où la personne attaquée résiderait en France ou aux colonies au moment de la publication de l'article. La Commission du Sénat a parfaitement compris cette situation et elle a décidé que le délai de trois mois se trouverait, dans ces circonstances, porté à six mois. C'est peut-être encore un délai trop restreint dans certains cas, dans ceux par exemple où la personne attaquée se trouve en mission ou en campagne, dans l'impossibilité de se tenir au

courant des événements de la métropole¹. Il a au moins l'avantage de la simplicité et à ce titre nous le préférons à la disposition correspondante de la loi du canton de Vaud, plus équitable peut-être, mais qui sera, nous le craignons bien, une source inépuisable de contestations et de difficultés : « Toutefois, même après l'expiration du délai sus-indiqué, si la personne visée prouve qu'elle a ignoré la publication de l'article ou n'a pu y répondre pour cause de maladie grave, d'absence ou d'autre empêchement dûment justifié, elle peut faire usage de son droit de réponse dans le délai de vingt jours dès celui où l'empêchement a pris fin². »

L'article 7 de la loi Vaudoise contient, par contre, la solution d'une autre difficulté que le législateur français a eu tort de ne pas prévoir. « Si la personne visée veut répondre en une seule fois à des articles publiés dans plusieurs numéros successifs d'une publication périodique la réponse

¹ On aurait pu donner à un fondé de pouvoirs le droit de répondre.

² Outre cette prescription de 20 jours la loi de 1898 pour le canton de Vaud en établit deux autres relatives à l'exercice de l'action pénale : l'une pour refus d'insertion de la réponse adressée par l'intéressé (article 9) ; l'autre pour refus de l'insertion ordonnée par décision du tribunal (article 11). Il y a d'ailleurs dans la loi Vaudoise deux pénalités distinctes pour ces deux espèces d'infractions.

ne peut excéder le double de l'article le plus long.» Il est certain que l'exercice cumulatif du droit de réponse peut très facilement dépasser les nécessités de la défense pour dégénérer en vexation et en abus. Il fallait prévoir et prévenir ce danger. Nous croyons cependant que la loi de 1898, en exigeant que la réponse n'excède pas le double de l'article le plus long, lui impose une limite un peu étroite. Il faut aussi considérer qu'il peut y aller de la dignité et de l'intérêt d'une personne constamment attaquée par un journal comme le fait se présente malheureusement trop souvent, d'attendre un certain nombre d'articles pour présenter une défense globale. C'est entraver son droit que de le mesurer aux dimensions d'un seul des articles dont elle a été l'objet. Il fallait tenir compte de l'ensemble, sauf à réduire la proportion de la réponse par rapport à cet ensemble.

L'article 13 de la loi de 1881 n'impose de limite qu'à la gratuité de la réponse. L'insertion entière est obligatoire moyennant le payement des frais de la partie excédant le double de l'article. Cette obligation d'insertion intégrale avait déjà paru exorbitante au législateur Belge de 1831. L'article 13 du décret du 10 juillet 1831 suppose que la réponse n'excède pas mille lettres ou le double de l'espace occupé par l'article. Le législateur Vaudois a également adopté cette limite du double, mais le

minimum réservé est de 15 lignes, et les citations textuelles de l'article n'entrent pas en ligne de compte pour la supputation de l'étendue. La proposition française consacre le même système, mais le minimum¹ imposé est beaucoup plus large ; il s'élève à 50 lignes ; cette combinaison nous paraît très heureusement concilier les nécessités de la réponse avec le respect dû à la liberté de la presse et au droit de propriété.

Mais la mesure la plus pratique de la proposition française consiste dans la faculté laissée à l'auteur de la réponse de l'adresser au journal par la voie de la poste au lieu de la faire remettre par ministère d'huissier. C'est là une disposition excellente destinée à faciliter et à assurer l'exercice du droit de réponse. Il est regrettable seulement que la Chambre ait cru devoir donner à un porteur le droit de pénétrer dans le bureau de rédaction pour remettre la réponse et réclamer un récépissé. On aurait dû tenir compte des très sages observations du Comité de la presse républicaine départementale, moins parce que cette faculté constituerait une violation de domicile que parce qu'il est à craindre qu'elle ne soit l'occasion des plus déplorable incidents. Le § 1, d'autre part, en prévoyant la

¹ La loi portugaise du 28 mai-7 juillet 1898 fixe par contre à la réponse un maximum de mille lettres.

remise d'un récépissé, ne résout pas la question de savoir si la représentation soit du récépissé, soit de l'original de l'exploit, constitueront les seuls moyens d'établir la remise de la réponse, ou si les autres modes de preuve resteront admis.

On ne saurait qu'approuver également l'idée de procurer plus de facilité et de rapidité au droit de réponse en cours de période électorale, c'est-à-dire au moment où il est appelé à rendre le plus de services. La réduction du délai d'insertion, l'accélération de la procédure, l'admission de l'exécution provisoire quant à l'insertion sont incontestablement des progrès ainsi que la répression expresse de la fraude qui consisterait à insérer la réponse dans une édition à faible tirage et à la supprimer dans une autre. Nous nous montrerions moins favorable au § 7 du texte nouveau qui limite la publication de la réponse aux seules éditions où aura paru l'attaque. Malgré son équité apparente, ce passage nous paraît beaucoup plus s'inspirer de la loi du talion : œil pour œil, dent pour dent, que des règles d'une véritable justice. L'attaque ou l'injure n'aura pas seulement effet dans la circonscription où l'édition qui la renferme aura été répandue. Avec la rapidité de circulation des méchancetés ou des calomnies, elle trouvera un écho quelquefois bien loin encore de son lieu d'origine. Pour réparer, dans la mesure du possible, le tort qu'elle aura

causé, nous croyons que la plus large publicité possible de la réponse n'a rien d'excessif.

A ces observations quant au fond, qui nous sont suggérées par le texte de la proposition française, on peut ajouter quelques critiques de forme. Des mesures spéciales sont adoptées pour l'époque de la période électorale afin d'assurer la célérité de la réponse. Il a été évidemment dans la pensée des rédacteurs du texte que ces mesures privilégiées n'aient d'application qu'en tant qu'il s'agit d'un fait relatif à la lutte électorale ou à une personne qui s'y trouve mêlée. Cependant cela n'est pas dit expressément par la proposition de loi, et l'on pourra discuter sur le point de savoir si le droit de réponse ne doit pas toujours bénéficier des dispositions spéciales du texte nouveau par cela seul qu'il se placera à l'époque de la période électorale, quoiqu'il soit relatif à un fait complètement étranger à la lutte des partis.

Il est probable d'autre part que pour l'application des mesures dont nous parlons il faut que l'article auquel on répond et non pas seulement l'envoi matériel de la réponse, se place en période électorale. Les termes généraux dont s'est servie la proposition de loi pourraient cependant occasionner sur ce point encore de sérieuses difficultés.

Nous ferons également remarquer que les § 6, 7

et 8 relatifs à l'exécution provisoire, à la détermination des éditions où devra se produire l'insertion, à la sanction d'une publication dans une édition spéciale, venant après deux paragraphes relatifs aux réponses adressées au journal en temps de période électorale peuvent autoriser quoique conçus en termes généraux les doutes les plus sérieux sur la question de savoir si leur application est générale ou s'il faut la limiter à la durée de cette période.

Ce sont là au surplus des défectuosités de forme qu'il serait facile de faire disparaître. Mais la proposition de loi repose sur des idées justes et inspirées par les besoins de la pratique. Son véritable défaut consiste à nos yeux dans son insuffisance. Puisque l'occasion s'en présentait on aurait pu reprendre et compléter l'organisation entière du droit de réponse. On aurait pu supprimer l'article 12 sur le droit de rectification qui est un organe atrophié, ne présentant plus qu'un intérêt historique et d'un usage à peu près nul et utiliser la place ainsi faite à une réglementation plus détaillée du droit de réponse. La loi Vaudoise, du 12 février 1898, quoique absolument muette sur les nécessités particulières de la période électorale, contient une organisation bien plus complète du droit de réponse. Peut-être s'est-elle un peu trop

appesantie sur des questions de procédure auxquelles elle a cru devoir consacrer cinq articles (art. 6-10-11-12-14) dont quelques-uns fort longs. Elle contient quelques lacunes regrettables : aucune disposition spéciale par exemple n'a été prise pour mettre la critique littéraire, scientifique ou historique à l'abri des dangers que pourrait engendrer l'abus du droit de réponse ; la faculté d'adresser la réponse par pli recommandé n'a pas été réservée aux intéressés, etc. Certains articles auraient pu être conçus d'une façon différente, nous les avons critiqués à mesure que nous les avons rencontrés. Il n'en est pas moins vrai que l'œuvre du législateur suisse est bonne et satisfaisante dans son ensemble : juste au point de vue théorique, utile au point de vue pratique. On ne peut faire d'elle un meilleur éloge que de souhaiter qu'elle inspire le législateur français et que son influence heureuse se fasse sentir dans la rédaction définitive de la proposition de loi encore pendante devant nos Chambres.

Nous avons ainsi terminé l'étude critique du Droit de réponse que nous nous étions proposée de faire. Bien des difficultés se sont présentées ou peuvent se présenter dans la pratique de ce droit. En signalant les principales, nous avons indiqué les

solutions qui pourraient être consacrées. Dans un sens ou dans l'autre, il est à souhaiter que le législateur donne bientôt au Droit de réponse une organisation suffisamment complète pour en rendre l'usage encore plus facile et plus efficace.

CONCLUSION

L'étude du droit de réponse que nous venons de terminer nous a fait connaître l'histoire de ce droit, la conception que le Législateur français s'en est toujours faite, la manière dont la jurisprudence n'a cessé de l'interpréter. Elle nous a aussi révélé les lacunes de la loi de 1881. Modifications relatives à certaines hypothèses exceptionnelles où se trouvent engagés les intérêts de la critique ou de l'histoire ; détermination des personnes qui pourront faire usage de ce droit ; fixation des conditions de temps et de forme dans lesquelles il devra être exercé ; solution de certaines questions matérielles d'étendue, de rapidité, d'insertion : telles sont les principales améliorations que nous souhaiterions voir apporter à l'organisation du droit de réponse en France. Quelques-unes sont consacrées par la proposition de loi déjà votée par la Chambre et que nous avons étudiée ; d'autres ne sont pas encore entrées dans les préoccupations du législateur. Même tous ces vœux réalisés, toutes ces améliorations acquises, le droit de ré-

ponse ne pourrait encore être considéré comme une œuvre parfaite et définitive. Une institution aussi délicate et aussi souple, d'une application aussi fréquente et aussi diverse, ne saurait tout attendre du législateur. C'est l'esprit public, ce sont les préjugés, les mœurs, les habitudes du pays et du moment qui peuvent seuls lui donner son véritable caractère. En France on peut dire qu'elle a rendu depuis plus de trois quarts de siècle, malgré ses imperfections et ses insuffisances, les plus grands services. Elle a assuré la défense des intérêts particuliers, elle a diminué le nombre des procès de presse, elle a contribué plus d'une fois à faire éclater la vérité. On l'a critiquée, on l'a attaquée, on l'a contestée. Elle a démontré sa valeur comme le philosophe le mouvement : en marchant.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Le Président de la Thèse,
LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES ARRETS

Les chiffres renvoient aux pages de l'ouvrage.

1829		
Cassation 12 septembre.....		135
1834		
Cassation 7 novembre.....		135
1835		
Cassation 31 décembre.....		103
Cour de Bordeaux 31 mai.....		106
1836		
Cassation 9 septembre.....		27
Cour de Paris 20 février.....		71
1838		
Cassation 1 ^{er} mars.....		135
1839		
Cour de Rouen 13 décembre.....		175
Tribunal de la Seine 7 décembre		129
1840		
Cassation 27 novembre.....		27
1841		
Cassation 21 mars.....	129,	136
Cour de Paris 3 juin.....	150,	152
1842		
Cassation 29 janvier.....	68,	129

1843

Tribunal de la Seine 8 janvier.....	124
-------------------------------------	-----

1844

Cassation 26 mars.....	152
Cour de Paris 14 janvier.....	134
Cour de Riom 14 janvier.....	150, 175

1845

Cassation 21 novembre.....	136
Cassation 27 novembre.....	68, 71, 129
Cour de Paris 6 mai.....	71
Cour de Douai 16 juin.....	107, 150, 152

1846

Cassation 2 juillet.....	31
Cour d'Orléans 9 juin.....	71
Cour de Douai 28 septembre.....	163
Cour de Paris 12 décembre.....	134

1847

Cassation 4 février.....	163
Tribunal de la Seine 16 janvier.....	72, 155

1848

Cour de Bruxelles 26 avril.....	107
---------------------------------	-----

1849

Tribunal de Saint-Omer 29 avril.....	124
--------------------------------------	-----

1850

Cassation 8 février.....	85, 133, 136, 169
Cour de Paris 16 mai.....	175
Cour de Metz 23 mai.....	103, 106, 146, 164, 175, 183

1853

Cassation 5 août.....	51, 52, 54
-----------------------	------------

1854

Cassation 2 juillet.....	146
Tribunal de la Seine 18 janvier.....	143
Cour de Nancy 7 novembre.....	31

1856

Cassation 31 mai.....	28
Cour de Paris 8 mars.....	29

1858

Cassation 9 janvier.....	31
--------------------------	----

1859

Cassation 30 août.....	122
------------------------	-----

1860

Cassation 21 janvier.....	143
---------------------------	-----

1861

Cour de Paris 29 novembre.....	93
--------------------------------	----

1863

Cour d'Amiens 4 décembre.....	28
-------------------------------	----

1864

Cour d'Amiens 11 février.....	82
-------------------------------	----

1865

Cassation 6 janvier.....	149
--------------------------	-----

1866

Cour de Montpellier 10 avril.....	82,	89
Tribunal de la Seine 30 novembre.....		93

1868

Cour de Rennes 27 janvier.....	86,	92
Tribunal de la Seine 25 novembre.....	84,	88

1869

Cassation 14 mai.....	28
Cassation 10 juin.....	31
Cassation 19 novembre.....	128, 143, 145
Cassation 6 décembre.....	182
Tribunal de la Seine 19 mars.....	84, 88

1870

Cour de Rouen 15 juillet.....	107
Tribunal de la Seine 2 février.....	84

1872		
Cassation 9 août.....		160
1873		
Cour de Grenoble 18 juillet.....		31
1874		
Tribunal de la Seine 15 décembre.....		84
Tribunal de la Seine 28 juillet.....		107
1875		
Cassation 1 ^{er} novembre.....		137
Cassation 19 novembre.....		144
1878		
Cour de Douai 29 janvier.....	70,	78
Courtrai 20 février.....		133
1879		
Cassation 24 mai.....		32
Cassation 20 novembre.....	27, 52,	58
Cour de Nancy 25 janvier.....		30
Cour d'Angers 23 décembre.....		36
1880		
Cassation 9 août.....		182
Cassation 23 décembre.....		31
Tribunal d'Avranches 12 juin.....		171
1881		
Cassation 18 novembre.....		141
1882		
Cour de Dijon 29 mars.....	133,	152
1883		
Cassation 17 août.....	128, 145, 148,	150
Cassation 10 novembre.....		185
Cour d'Amiens 19 janvier.....		31

*
TABLE DES ARRÊTS

255

Cour de Pau 25 janvier	186
Cour de Paris 16 août.....	107
Tribunal de Saint-Flour 20 janvier.....	141
Tribunal de Marseille 9 février.....	150
Tribunal de la Seine 7 juillet.....	64,

1884

Cassation 20 mars	86
Cassation 29 mars	64, 128, 143, 144, 14
Cassation 12 juillet	64, 68
Cour de Liège 18 mars.....	98
Cour de Rouen 29 mars.....	9

1885

Cassation 27 février.....	186
Cassation 20 mars	91
Cour de Bruxelles 14 janvier	143
Cour de Dijon 12 juin.....	26
Tribunal de Toulouse 13 novembre	107

1886

Cassation 6 février	138, 141
---------------------------	----------

1887

Cassation 27 mai.....	122
Cour de Bruxelles 17 juin.....	77

1888

Cour de Limoges 21 janvier.....	134, 144
---------------------------------	----------

1889

Cassation 14 février.....	186
Cassation 21 février	106

1890

Cassation 26 mars.....	70
Cassation 8 mai	64, 121, 129, 146

1891

Cassation 10 avril.....	106
-------------------------	-----

1892

Cassation 8 janvier.....	124, 128,	142
Cassation 3 juin.....	128, 143, 145, 146,	175
Cour de Pau 12 mars.....		175
Cour de Rouen 3 juin.....		146
Cour de Toulouse 20 juillet.....		175
Tribunal de la Seine 17 février.....		106

1893

Cassation 3 juin.....		146
Cour d'Aix 28 avril.....		107
Tribunal de Marseille 4 mars.....		132
Tribunal de la Seine 3 août.....		107

1894

Cassation 2 janvier.....		122
--------------------------	--	-----

1895

Cour de Douai, 13 novembre.....		64
---------------------------------	--	----

1897

Cassation 21 mai.....	107, 119,	124
Cassation 6 août.....		116
Cour de Paris 26 juin.....		165
Tribunal de la Seine 29 décembre.....		132

1898

Cassation 17 juin.....		16
------------------------	--	----

1899

Conseil d'Etat 17 novembre.....		173
Tribunal de la Seine 6 décembre.....		99

1900

Cassation 10 mai.....		114
Cassation 29 juin.....	79,	136
Cour de Paris 8 mars.....		99
Tribunal de Laval 9 août.....		68
Tribunal de la Seine 6 novembre.....		173

1901

Tribunal de Saint-Gaudens 30 janvier 1901, *Gazette des Tribunaux*, 27 mars 1901 ¹.

¹ Ce jugement tout à fait récent tranche plusieurs questions délicates au sujet de la nature de l'infraction résultant du défaut d'insertion d'une réponse. Il a été rendu à l'occasion de la loi d'amnistie du 27 décembre 1900. Il s'agissait notamment de savoir si cette loi qui accorde amnistie pleine et entière aux délits de presse antérieurs au 15 décembre 1900 pouvait s'appliquer à l'infraction résultant du défaut d'insertion d'une réponse. La difficulté venait du caractère de cette infraction pour laquelle la mauvaise foi n'est pas nécessaire. Le tribunal a estimé avec raison qu'il s'agissait bien ici d'un véritable délit puisque la peine était correctionnelle, et appliquée par des tribunaux correctionnels.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Les chiffres indiquent les pages de l'ouvrage.

A

Abus.

Abus possibles du Droit de Réponse 65, 67, 73, 96, 132,
149 241

Acte Administratif.

La rectification émanée du fonctionnaire est-elle un
acte administratif .. 52 et suiv.

Actes officiels.

Le droit de réponse existe-t-il à l'occasion de la pu-
blication des actes officiels 83 et suiv., 87

Ackermann.

Son amendement à la loi allemande de 1874 228

Administrations publiques.

Ont-elles le droit de réponse 117 et suiv.

Affiches.

Peuvent-elles être considérées comme entraînant
renonciation du droit de réponse 69

Agents de l'Autorité publique.

Ont-ils le droit de rectification 30 et suiv.

Allemagne.

Loi du 7 mai 1874 sur la Presse 201, 215, 227 228

Amende.

Caractère de cette pénalité dans les articles 12 et 13
55 et suiv. — 176 et suiv.

Annonces.

Le droit de réponse existe vis-à-vis des annonces	
commerciales	93 et suiv.
— vis-à-vis des annonces judiciaires	94 et suiv.
Tarif des annonces judiciaires	172 et suiv.

Articles de critique.

Le droit de réponse existe à l'égard des articles de	
critique	71 et suiv.

Association.

Ont-elles le droit de réponse ?	119 et suiv.
---------------------------------------	--------------

Autriche.

Loi du 17 décembre 1862 sur la Presse	201
---	-----

Avoués.

N'ont pas le droit de rectification	27
---	----

B**Bamberger.**

Son amendement à la loi allemande de 1874 ...	217, note
---	-----------

Barbier.

Son opinion sur l'étendue de la rectification	43
— sur les caractères à employer pour la	
rectification	49
— sur le droit de réponse à l'occasion d'une	
réponse antérieure	95 et suiv.
— sur la date de paiement des frais d'in-	
sertion	175
— sur le droit de poursuite du ministère	
public	177
— sur le délit résultant du défaut d'inser-	
tion	185

Belgique.

Décret du 20 juillet 1831	204, 241
---------------------------------	----------

Berne.

Code pénal du 30 janvier 1866	201
-------------------------------------	-----

Bonnay (marquis de)

Ses observations lors du vote de la loi du 25 mars	
1822	209

Bonne foi (Voir Intention).

Bonne foi du gérant qui refuse l'insertion 56 et suiv.,
217 et suiv.

Bonnes mœurs.

La réponse ne doit rien contenir de contraire aux
bonnes mœurs 53, 216

Bozérien.

Son amendement à la loi du 29 juillet 1881..... 156

De Broglie.

Ses observations sur les inconvénients du droit de
réponse 126, 134, 200, 214

Brunetière.

Affaire Dubout-Brunetière..... 78 et suiv.

Bulgarie.

Loi des 17-29 décembre 1887 sur la Presse 205, 216, 224

Bulletins.

Sont des écrits périodiques..... 16

C

Calomnie..... 5, 6

Campbell's Libel, Act 194

Caractères à employer.

Pour l'insertion d'une rectification 48
— d'une réponse 156

Caricature.

Peut donner naissance au droit de réponse 98

Chabron de Solilhac.

Son amendement à la loi de 1819 10, 208

Circulaires.

Du 22 septembre 1865 21
Du 3 juin 1868..... 21

Code.

De Brumaire, an IV..... 5
Pénal, art. 367 et suiv. P. 6 ; art. 224 30
Pénal de l'État de Berne 201

Colombie.

Loi sur la Presse du 12 décembre 1892..... 202

Contravention.

Le refus d'insertion de la rectification est une contravention..... 55 et suiv.

Le refus d'insertion de la réponse est une contravention 176 et suiv.

Corps constitué.

Ont-ils le droit de rectification et de réponse. 117 et suiv.

Critique (Voir Articles de Critique).**Cunéo d'Ornano.**

Observations sur le droit de réponse..... 130, 204

D**Daresté.**

Critiques adressées au droit de réponse. . . 190 et suiv.

Decazes (duc).

Ses observations sur le droit de réponse..... 66 127

Décret.

— Du 29-31 mars 1793..... 4

— Belge du 20 juillet 1831..... 204 241

— Du 6 mars 1848..... 169

— Du 17 février 1852.. 14, 19, 36, 50, 51, 53, 54,
57, 83, 85, 172

— Du 28 décembre 1870..... 95, 172 et suiv.

— Du 26 novembre 1881 sur la presse en Egypte. 205

Délai d'insertion..... 158 et suiv.

Ce délai n'est pas franc.... 159

A partir de quel moment commence-t-il à courir ?
164 et suiv.

Délit résultant du défaut d'insertion.

Ce délit est une contravention. 55 et suiv.. 176 et suiv.

Tribunal compétent..... 183 et suiv.

Prescription applicable..... 183 et suiv.

Dépositaire de l'autorité publique.

Ce qu'il faut entendre par dépositaire de l'autorité
publique..... 23 et suiv.

Désignation.

Quand elle sera suffisante..... 96 et suiv.

Diffamation	5,	7
Envers un ancien fonctionnaire.....		31
Envers un incapable.....		109
Documents officiels.		
V. Actes officiels ; publications officielles.		
Dommages-intérêts.		
Peuvent être accordés pour refus d'insertion..	59,	
		179 et suiv.
Une sommation pas nécessaire pour les faire courir.		179 et suiv.
Double de l'article.		
Que faut-il entendre par les termes : double de l'article ?....		43 et suiv.
Dubout.		
Procès Dubout-Brunetière.....		78
Dulaure.		
Son amendement au Conseil des Cinq-Cents...	8,	207

E

Ecrit Périodique. (V. Presse-Périodique).		
Edition.		
<i>Quid.</i> Lorsque le journal a plusieurs éditions ?.....		243
Egypte.		
Décret du 26 novembre 1881 sur la Presse.....		205
Ellero.		
Critiques qu'il a adressées au droit de réponse		191 et suiv.
Espagne.		
Loi du 26 juillet 1883 sur la Presse.	201, 209, 223 et suiv.	
Etendue.		
De la rectification.....		41 et suiv.
De la réponse		168 et suiv.
L'étendue de la réponse échappe à l'appréciation du gérant.....	128 et suiv., 131 et suiv.	
Comment est déterminée l'étendue de la réponse....	43 et suiv. 168 et suiv.	
Etres Moraux.		
Ont-ils le droit de réponse	117 et suiv., 224 et suiv.	
La réponse doit-elle respecter leur intérêt..	142 et suiv.	

F

Fabreguettes.	
Sur le droit de réponse vis-à-vis de la critique... ..	75
Faivre et Benoit-Lévy	114
Flandin.	
Sa proposition de loi : texte.....	229
Rapport de M. Odilon-Barrot sur cette proposition	229
Fonctionnaires (V. Dépositaires de l'autorité publique).	
Ont-ils le droit de réponse.....	101 et suiv.
Les anciens fonctionnaires ont-ils le droit de rectification.....	31 et suiv.
Forme de la réponse.	
Echappe à l'appréciation du journaliste....	128 et suiv.

G

Gardes.	
— Champêtres : n'ont pas le droit de rectification.	31
— Forestiers	id 31
Gendarmes.	
— n'ont pas le droit de rectification	31
Gérants.	
Quel gérant est responsable de l'insertion s'il y en a plusieurs.....	166 et suiv.
Quel gérant est responsable si le gérant qui a reçu la réponse est changé ou décédé.....	168 et suiv.
Grassi (Celso).	
Son opinion sur le droit de réponse.....	192
Gravure.	
Peut donner naissance au droit de réponse.....	98
Grisons (canton des).	
Loi du 13 juillet 1839 sur la Presse.....	205

H**Héritiers**

Peuvent-ils exercer le droit de réponse au nom d'une
personne décédée... 145 et suiv. — 220 et suiv.

Honneur du journaliste.

Sens de l'expression, sa portée 145 et suiv.

Huissiers.

N'ont pas le droit de rectification..... 27

I**Impossibilité.**

Impossibilité matérielle d'insertion.... 16

Incapables

Qui peut exercer pour eux le droit de réponse.
108 et suiv. — 220 et suiv.

Individualité.

Individualité des groupements sans person-
nalité civile 121 et suiv.

Ingénieurs.

N'ont pas droit de rectification.. . . . 25 et suiv.

Injures 5, 6, 7

— Envers un ancien fonctionnaire 31

— Envers un incapable..... 109

Instituteurs.

N'ont pas le droit de rectification 30

Intention.

Intention des gérants en refusant l'insertion de la rec-
tification 56 et suiv.

— — de la réponse. 176 et suiv.

du journaliste qui met en cause une personne dé-
cédée ... 115 et suiv.

Intérêt.

Intérêt des Tiers. Sens de l'expression. 139, 143 et suiv.

Le défaut d'intérêt ne suffit pas pour justifier le refus
d'insertion..... 64 et suiv.

Intérêt d'un auteur critiqué à répondre..... 74

Interpolations	226
Italie.	
Loi sur la Presse du 26 mars 1848.....	204

J

Journal.	
Sens du mot.....	17
Le journal jouit du droit de réponse.....	123 et suiv.
Journal officiel.	
Le droit de réponse existe à l'égard du	84 et suiv.
Journaliste.	
Jouit du droit de réponse	106 et suiv.

L

Lavertujon.	
Sa proposition de loi.....	202 et note, 229
Lettres (V. Caractères).	
Libel	194, 211
Limites.	
Du droit de rectification.....	35 et suiv.
Du droit de réponse	132 et suiv., 214 et suiv.
Lisbonne.	
Son rapport.....	20, 21, 25, 32, 40, 103, 104, 202
Livraisons.	
Sont-elles des périodiques	16
Lockroy	41 et suiv.
Lois.	
La réponse ne doit rien contenir de contraire aux lois.....	53
Loi 16-24 août 1790	52
— 16 fructidor an III	52
— 27 germinal an IV	4
— 9 fructidor an V.....	4
— 17 et 29 mai 1819.....	7, 24
— 9 juin 1819	9, 12, 16, 50

Loi 25 mars 1822.....	11, 24, 135, 155, 158, 169
— 11 juillet 1828.....	16
— 9 septembre 1835.....	11, 13, 19, 50, 169
— 18 juillet 1837.....	90
— du canton de Schaffouse du 15 décembre 1837 sur la Presse.....	201
— 13 juillet 1839 sur la Presse pour le canton des Grisons.....	205
— Italienne du 26 mars 1848 sur la Presse.....	204
— 27 juillet 1849.....	11, 19, 169
— Autrichienne sur la Presse du 17 décembre 1862 201 et suiv.	201
Code Pénal du canton de Berne du 30 janvier 1866...	201
Loi de l'Empire d'Allemagne sur la Presse du 7 mai 1874.....	201 et suiv., 215, 227, 228
— Serbe sur la Presse des 12 et 26 mars 1881. 202, 216, 218	
— Française du 29 juillet 1881.	
Art. 29, p. 178 ; art. 30, p. 117 ; art. 31, p. 34 ; art. 33, p. 34 ; art. 34, p. 111 et suiv. ; art. 41 § 2, p. 66 ; art. 41 § 3, p. 91 ; art. 60, p. 177, 231.	
Loi Espagnole sur la Presse du 26 juillet 1883. 201, 209, 223	
— Bulgare du 17 et 29 décembre 1887.....	224 note
— Anglaise du 24 décembre 1888.....	195
— De la Colombie sur la Presse du 12 décembre 1892	202
— 12 février 1888 sur le droit de réponse dans le canton de Vaud	205, 216, 218, 224, 227, 240, 241, 245
— Portugaise des 28 mai-7 juillet 1898 sur la Presse.....	209, 242 note

M

Magistrats.

Ont le droit de rectification 25, 27 et suiv.

Maires.

Ont le droit de rectification 25, 27

Mauvaise foi. (V. **Bonne foi, Intention**).

Mari.

A-t-il le droit de réponse au nom de sa femme. 108 et suiv.

Maximum.

De l'étendue de la réponse (proposition de loi).. 232, 242
 — En Belgique 241
 — Dans le canton de Vaud. 242

Mestadier.

Son amendement..... 11, 101, 112, 126, 133, 154, 190

Ministère Public.

Peut poursuivre d'office le refus d'insertion..... 178

Monseignat.

Son rapport 6

Molé.

Son amendement 102 note

N

Nature du droit de rectification 20 et suiv., 58

Nogent-Saint-Laurens..... 16

Nomination (V. Désignation).

Pas nécessaire pour ouvrir le droit de réponse. 98 et suiv.

Notaires.

N'ont pas le droit de rectification.

O**Odilon-Barrot.**

Rapport sur la proposition de loi sur le droit de
 réponse..... 67, 229, 232

Officiers.

Officiers ministériels : n'ont pas le droit de rectification 31
 Officiers de Paix. — — 31

Opportunité.

Le gérant n'est pas juge de l'opportunité de la
 réponse..... 128
 Le gérant n'est pas juge de l'opportunité de certains
 passages de la réponse..... 152

P

Paccaud.	227
Pelletan.	
Ses observations sur la loi de 1881.....	43, 113
Père.	
Peut-il exercer le droit de réponse au nom de son enfant	108, 220
Période électorale.	
Le droit de réponse pendant la période électorale (proposition de loi).....	229 et suiv., 234 et suiv., 235 et suiv.
Personnes morales (V. Etres moraux).	
Peyronnet (de).	
Ses observations sur la loi de 1822.....	73, 126, 135
Place.	
De la rectification.....	46 et suiv.
De la réponse	156 et suiv.
Plougoulm.	
Ses observations sur la forme de la réponse.....	133
Portugal.	
Loi des 28 mai-7 juillet 1898.....	209 242, note.
Préfets.	
Ont le droit de rectification.....	25, 27
Présidents.	
De conseil d'arrondissement : a le droit de rectifica- tion	26
D'une assemblée électorale : a le droit de rectification.	26
Presse périodique.	15 et suiv.
Prescription.	
Applicable au refus d'insertion,	183 et suiv.
Prescription du droit de réponse.....	238
Prochain numéro.	
Ce qu'il faut entendre par le plus prochain numéro.	50
Professeurs.	
Ont-ils le droit de rectification.....	28 et suiv.

Proposition de loi sur le droit de réponse :Proposition **Flandin**..... 229, note.Proposition **Lavertujon**..... 234, note.

Texte voté par la Chambre..... 235

Texte proposé au Sénat par sa Commission.....

235 et suiv., note.

Critique du texte voté par la Chambre..... 244

Provocation.

Justifie la vivacité de la réponse..... 146 et suiv.

**Publications officielles. (V. Communica-
tions officielles).**

12 et suiv.

R**Rectification.**

(Droit de). Sa nature.

V. **Nature****Recueil.**

Est un écrit périodique..... 16

Refus d'insertion.

Dans quels cas il est possible pour la rectification.. 51

— pour la réponse. 132 et suiv.

Droit du tribunal au cas de refus d'une rectification. 52

Sanction du refus d'insertion.....

51 et suiv., 176 et suiv.

Remise de la réponse.

A qui doit-elle être faite ?..... 164 et suiv.

Comment doit-elle être faite ?..... 165 et suiv., 242

Renonciation.

A droit de réponse..... 69 et suiv., 77 et suiv.

Réponse. (Droit de).

Existe vis-à-vis d'une autre réponse..... 94 et suiv.

Appartient-il aux fonctionnaires ?..... 101 et suiv.

— aux journalistes ?..... 106 et suiv.

— au représentant d'un inca-

pable : mari, père, tuteur ? 108 et suiv.

— aux êtres moraux ?..... 117 et suiv.

Appartient-il aux corps constitués ; aux administrations ?.....	117 et suiv.
— aux sociétés ; aux associations ?.....	119 et suiv.
— à un autre journal ?.....	123 et suiv.
Son opportunité, son étendue, sa forme échappent à l'appréciation du journaliste.....	128 et suiv.
La réponse doit avoir le caractère responsif.	132 et suiv.
Délai d'insertion de la réponse.....	158 et suiv.
A qui doit être remise la réponse.....	164 et suiv.
Comment doit être remise la réponse ?.	165 et suiv., 242
Critiques adressées au droit de réponse....	190 et suiv.
Système français du droit de réponse.....	199
Réponse à plusieurs articles.....	240
Revue.	
A les caractères d'un écrit périodique.....	16
S	
Schaffouse.	
Loi sur la Presse du 15 décembre 1837.....	201
Serbie.	
Loi sur la presse du 12/24 mars 1881....	202, 216, 218
Société.	
Une société a-t-elle le droit de réponse ?..	119 et suiv.
Sourigues.	
Ses observations à la Chambre.....	130
Son amendement à la loi de 1881.....	137, 148, 215
Sous-Préfets.	
Ont le droit de rectification... ..	27
Suppression.	
De certains passages de la réponse.	
Cette suppression est-elle permise au gérant ?.....	150

T

Tarif.

Applicable à l'excédent du double.....	170 et suiv.
--	--------------

A quel moment doivent se payer ces frais de l'excédent ?.....	173 et suiv.
Thezard.	
Rapport sur la proposition de loi sur le droit de réponse	229
Tiers.	
Sens de ce mot.....	139
Peut-on les citer dans une réponse ?	143 et suiv.
Tribunal compétent.	
Pour appliquer la pénalité des articles 12 et 13.....	183 et suiv.

U

Utilité de la réponse.	
Le journaliste n'en est pas juge.....	64
Le journaliste n'est pas juge de l'utilité de certains passages de la réponse.....	152

V

Vaud (Canton de).	
Loi du 12 février 1898 sur le droit de réponse. 205, 216, 218, 224, 227, 240, 241,	245
Villey.	
Sa théorie sur la limitation du droit de réponse.....	138

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	1
INTRODUCTION.....	1
Droit de rectification.....	19
Chap. I ^{er} . — A quelles personnes appartient le droit de rectification?	23
Chap. II. — Quels caractères doit avoir la rectification?	35
1 ^o Doit être relative à des actes de la fonction.....	35
2 ^o Doit redresser des faits inexactlyement rapportés.....	37
3 ^o Ne doit pas dépasser le double de l'article.....	41
Chap. III. — Comment doit être insérée la rectification?	
1 ^o Place de la rectification.....	46
2 ^o Caractères employés pour l'insertion.....	47
3 ^o Délai dans lequel doit avoir lieu l'insertion.....	50
Sanction des obligations du gérant.....	55
Droit de réponse.....	
Chap. I ^{er} . — A quelles personnes appartient le droit de réponse?	63
I. <i>Cas d'exercice du droit de réponse</i>	63
I. Défaut d'intérêt.....	63
II. Réponse à un article de critique.....	71
III. Réponse à un compte rendu.....	81
IV. Réponse à une insertion émanant d'un tiers.....	93
II. <i>Personnes qui pourront user du droit de réponse</i>	97
I. Désignation suffisante.....	98

	Pages
II. Personnes qui pourront exercer le droit de réponse.....	101
A. Fonctionnaires.....	101
B. Autre journaliste.....	106
C. Représentants d'un incapable.....	108
D. Héritiers ou ayants-droit.....	110
E. Etres moraux.....	117
Chap. II. — Caractères que doit présenter la réponse	125
Principe.....	125
Limitations.....	134
A. Intérêt des tiers.....	134
B. Honneur du journaliste.....	144
C. Respect des lois et bonnes mœurs.....	149
Chap. III. — Comment doit se faire l'insertion de la réponse	155
I. Caractères et place de l'insertion.....	155
II. Délai de l'insertion.....	158
III. Etendue de l'insertion.....	168
IV. Sanction des obligations du gérant.....	176
Etude critique du droit de réponse..	
I. Critiques adressées au droit de réponse...	189
II. Diverses conceptions du droit de réponse.	199
III. Conditions de rédaction que devrait remplir la réponse.....	214
IV. Représentation des incapables et des personnes décédées.....	220
V. Questions relatives à la publication de la réponse.....	226
CONCLUSION.....	249
TABLE DES ARRÊTS.....	251
TABLE ALPHABÉTIQUE.....	259

